



L'Afrique n'attend pas

Hervé Bourges

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Hervé Bourges

L'Afrique n'attend pas

essai

ACTES SUD
questions de société

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

L'Afrique est le continent le plus jeune. L'Afrique est un gisement de richesses tant sur le plan économique qu'artistique et intellectuel.

L'Afrique interpelle notre avenir. S'appuyant sur son expérience personnelle, sur sa connaissance des hommes et du terrain, et sur ses responsabilités de fondateur d'écoles de journalisme dans plusieurs pays d'Afrique, Hervé Bourges, dans ce livre court, incisif, argumenté, plaide pour un renversement de regard : nous avons besoin de l'Afrique. Cette reconnaissance ne peut se faire qu'à certaines conditions tant économiques – annulation de la dette –, politiques – fin de la Françafrique, établissement d'un nouveau partenariat – qu'intellectuelles – prise en compte de la renaissance africaine et mise en œuvre de la francophonie.

Hervé Bourges, ancien président de Radio France internationale, de TF1, de Canal+ Afrique, de France Télévisions et du Conseil supérieur de l'audiovisuel, actuel président du Comité permanent de la diversité à France Télévisions, signe un livre d'espoir et de combat.

HERVÉ BOURGES

Journaliste, directeur de rédaction, patron de radio et de télévision, Hervé Bourges a considérablement marqué le paysage médiatique français. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont les thématiques témoignent – comme son parcours personnel – d'un attachement profond et de longue date au continent africain.

DU MÊME AUTEUR

L'ALGÉRIE À L'ÉPREUVE DU POUVOIR, préface de Jacques Berque, professeur au Collège de France, Grasset, Paris, 1967.

LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE, Seuil, coll. "L'histoire immédiate", Paris, 1968.

DÉCOLONISER L'INFORMATION, Cana, Paris, 1978.

LES CINQUANTE AFRIQUES, avec Claude Wauthier, préface de Joseph Ki-Zerbo, postface de Samir Amin, Seuil, coll. "L'histoire immédiate", 2 vol., Paris, 1979.

POUVOIR, INFORMATION ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE, doctorat d'Etat de science politique, Lille, université de Lille-II, thèse, 1981.

LE VILLAGE PLANÉTAIRE, L'ENJEU DE LA COMMUNICATION MONDIALE, avec Jules Gritti, préface d'Amadou Makhtar Mbow et Jacques Fauvet, Nouvelles éditions africaines, Dakar, 1986.

UNE CHAÎNE SUR LES BRAS, Seuil, Paris, 1987.

UN AMOUR DE TÉLÉVISION, avec Pascal Josèphe, Plon, Paris, 1989.

LA TÉLÉVISION DU PUBLIC, Flammarion, Paris, 1993.

DE MÉMOIRE D'ÉLÉPHANT, Grasset, Paris, 2000.

SUR LA TÉLÉ : MES 4 VÉRITÉS, Ramsay, Paris, 2005.

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR. LUMIÈRE NOIRE, Mengès, Paris, 2006.

MA RUE MONTMARTRE, Ramsay, Paris, 2007.

Edition préparée sous la direction
de Laure Adler

© ACTES SUD, 2010
ISBN 978-2-330-00305-0

HERVÉ BOURGES

L'Afrique
n'attend pas

essai

ACTES SUD

LE RENOUVEAU

Ce livre ne s'adresse pas directement aux africanistes, qui ont une approche sociologique, historique et cognitive souvent fertile. Je renvoie le lecteur à leurs travaux, articles et films qui m'ont beaucoup appris. Il ne s'adresse pas à un microcosme parisien gavé de certitudes et politiquement correct. Ce livre s'adresse avant tout aux esprits libres, curieux, soucieux de comprendre l'évolution du monde. Je souhaite inviter à réfléchir sur ce qui se passe au sud de la Méditerranée, sans a priori, sans œillères, sans naïveté, à partir de ma connaissance des hommes, de [mon expérience du terrain](#)¹. Mais les faits ont toujours raison : ils peuvent demain contredire tout ou partie de mon approche. Qui peut prédire à coup sûr l'état du monde, et la place de l'Afrique, à moyen et long terme ?

François Mitterrand me disait en 1983 : “Sans l'Afrique, il n'y aura plus d'histoire de France au ^{xxi}e siècle.” Il faut rompre avec une vision archaïque – voire archéologique – de l'Afrique et se tourner vers l'Afrique vivante, l'Afrique féconde, l'Afrique d'aujourd'hui. Il faut archiver nos clichés de l'époque coloniale, remettre en cause les informations, souvent datées et incomplètes. Nous devons aussi mettre au placard les fausses lucidités de l'afro-pessimisme bien pensant.

En reprenant la plume en 2010 tout en m'appuyant sur mes découvertes récentes, j'ai appris mille choses, petites ou grandes, que j'ignorais encore de ce continent qui m'est pourtant si familier. J'ai notamment redécouvert un patrimoine de plus en plus riche, mais dispersé, mais pillé, par trop oublié.

J'ai découvert des pays jeunes, en plein essor, parfois négligés par la communauté internationale. J'ai découvert d'autres Afriques, celles qui parlent anglais ou swahili, celles qui remplissent les cybercafés, celles d'Internet, du portable et du satellite.

J'ai pu – à nouveau – regarder notre monde, la tête à l'envers, les pieds campés sur le sol d'un autre hémisphère. Celui où l'“immigré” est un “émigré”, où le voyage est un exil. Celui où le clandestin est un aventurier et, parfois, le bateau, un cimetière. Celui où “investissement” est synonyme de travail et de développement, où le mot “codéveloppement” n'est pas qu'une ligne sur un budget, mais un hôpital, une école, un espoir... Partout j'ai retrouvé une Afrique libérée de ses complexes et vivifiée par des interlocuteurs déterminés et impliqués dans le devenir du continent, sans méconnaître ni ressasser son passé.

J'invite le lecteur à un nouveau survol, avec un autre regard. Comme le dit justement l'écrivain et diplomate Jean-Christophe Rufin : “[C'est vrai partout, mais peut-être encore plus en Afrique, le plus grand reproche que l'on puisse nous faire, c'est de ne pas connaître ces pays, de ne pas les écouter, d'arriver avec des idées préconçues](#)².”

La France peut encore – doit toujours – être le partenaire privilégié d’une Afrique qui n’attend pas. Si plusieurs pages se sont tournées – parfois heureuses, quelquefois scandaleuses, souvent douloureuses –, de nouvelles lignes sont à écrire, de part et d’autre de la Méditerranée, d’un bout à l’autre du Sahara, ici et là, des deux côtés de l’équateur. Comme le disait Khalid Muhammad Khalid, le penseur égyptien : “Il y a loin de la Réforme à la Renaissance.”

Mais le renouveau, lui, est déjà là.

¹ Cette expérience s’est nourrie de fréquentes rencontres avec les dirigeants africains, mais aussi de quinze années d’activités professionnelles en Algérie, au Cameroun, en divers pays d’Afrique de l’Ouest, d’Afrique centrale et du Maghreb.

² *Le Figaro*, 16 juillet 2010.

I

L'AFRIQUE DANS L'ANGLE MORT

En France, on ne voit pas l'Afrique telle qu'elle est. La faute à des décennies de crises diverses, au prisme étroit de la Françafrique, à l'imbrication entre les problématiques migratoires et les enjeux de développement. La puissance du prêt-à-penser et des bons sentiments interdit le constat des évidences et pourrait même faire manquer à la France le décollage d'un continent avec lequel elle a tant échangé.

La population de l'Afrique est estimée à 987 millions d'habitants parmi lesquels beaucoup d'enfants¹. Plus de sept par femme au Niger. Bientôt un milliard d'Africains : la population du continent a progressé de près de 30 % entre 1990 et 2000.

Dans la majorité des pays, l'augmentation de la population est le résultat d'une fécondité élevée et constante associée à un taux de mortalité en diminution qui reste pourtant bien trop élevé en comparaison avec d'autres régions du monde.

Un milliard ! Et deux milliards en 2050 !

On ne voit pas l'Afrique telle qu'elle est. Ni à Paris, ni à Washington, ni à Londres. Ni dans les organisations internationales, omniprésentes sur le continent noir et souvent inopérantes. A quoi cette ignorance tient-elle ? Sans doute à l'épisode complexe de la décolonisation, qui détermine encore grandement les attitudes de part et d'autre. La guerre d'Algérie a précipité la fin de la IV^e République – et encore, ce qui était en cause dans l'esprit de nombre de nos compatriotes, c'était la conscription : jusqu'à trente mois pour certains appelés –, mais elle constitue certes un point aigu de l'histoire nationale. J'ai moi-même passé vingt-sept mois à Aïn-Arnat près de Sétif entre 1958 et 1960. L'Algérie, du fait de la longueur de la présence française, de la revendication nationaliste, de l'imbrication de deux cultures et d'une guerre qui ne disait pas son nom, présente une situation qui relève de l'exception dans l'historiographie de la décolonisation. L'évaporation quasi instantanée de la Communauté dès 1959 – tous les pays africains ont acquis leur pleine souveraineté en 1960 – n'a pas ébranlé la France du Général. Tout juste, les affaires africaines sont-elles entrées dans le domaine réservé. Elles y sont restées peu ou prou. D'où une opacité consubstantielle aux relations franco-africaines.

Cinq décennies de crises, de coups d'Etat, de guerres civiles, de relations personnelles frelatées, de collusion d'intérêts et d'ententes tacites... le prisme étroit de la Françafrique... Si maintenant, à Paris, on évoque la période de

façon un peu gênée, certaines élites d'Afrique francophone dénoncent les méfaits de l'époque postcoloniale avec une vigueur redoublée.

Au sud, que reste-t-il du *Soleil des indépendances*² ? Une grisaille d'espoirs déçus, d'ajustements structurels, de corruption trop fréquente, de régimes autoritaires, voire dictatoriaux. Au nord, qu'est devenu l'intérêt éveillé par le Tiers Monde il y a un demi-siècle ? Un charabia consensuel et naïf entretenu par des tiersmondophiles de salon, qui n'ont jamais passé l'équateur qu'avec leur doigt sur une mappemonde.

L'image de l'Afrique, aujourd'hui, c'est Tarzan à la sauce CNN : réserves naturelles en péril, catastrophes humanitaires, prises d'otages dans le Sahel illustrant la menace islamiste, chefs d'Etat parfois qualifiés de satrapes ou de "rois nègres". Le reflet n'est pas infondé, mais très réducteur, trop caricatural, parfois à connotation paternaliste et même raciste. L'Afrique interpelle l'opinion mondiale sur un registre compassionnel, lacrymogène. Famines en Ethiopie, sacs de riz pour la Somalie, *French doctors*, zozos de l'Arche de Zoé... Depuis les années 1980, le continent est au cœur d'événements humanitaires – parfois sincères, souvent ridicules, toujours surmédiatisés – orchestrés par le show-business qui envisage la caméra comme un nouveau roi thaumaturge. On pense à Bob Geldof et à son initiative du Band Aid, au clip *We Are the World* des chanteurs américains d'USA for Africa, à Bono, le chanteur de U2 – par ailleurs, champion de la défiscalisation –, élevé par Tony Blair au rang de KBE (*knight of the British Empire*) pour avoir "ouvert les yeux aux dirigeants du G8 sur les besoins accrus d'aide au développement en Afrique".

Les drames frontaliers aux portes de l'Europe interpellent : à la fois problème politique complexe et délicat, et tragédies qui en appellent à la morale la plus élémentaire. Ces candidats à l'émigration clandestine dont certains sont retrouvés crucifiés sur les grillages de Ceuta et Melilla (dans le Nord du Maroc), ces boat people qui vont mourir en mer au large de la Grande-Canarie (en face de la Mauritanie), ou sur l'île de Lampedusa (au sud de la Sicile) sont porteurs d'une énergie indéniable, d'une pulsion de vie, qui pourrait être employée autrement qu'à la poursuite d'un eldorado imaginaire. Au redressement et au développement de leurs pays d'origine, par exemple.

A l'inverse, les "charters vers le Mali", s'ils constituent la fin douloureuse d'une aventure clandestine, participent d'une crispation des deux côtés, d'un sentiment d'injustice du côté africain, d'un sentiment de défiance et de rejet du côté occidental. La problématique n'est pas purement hexagonale : au Royaume-Uni, cela se nomme *deportations to Congo* et, aux Etats-Unis, la propre tante du président américain Barack Obama est menacée d'expulsion...

Au nord, rien de nouveau ! L'Afrique n'y fait que très rarement les gros titres. Est-ce parce que les trains arrivent tous à l'heure ? Certes non, parfois il n'y a même pas de voies ferrées... Signalons au passage qu'il faudrait

renouveler et redéployer les lignes ferroviaires pour que les Africains puissent se déplacer sur leur continent autrement que par avion, avec d'improbables escales à Zurich, Paris, Londres ou Francfort...

Plus sérieusement, on verra dans ce manque d'intérêt médiatique une application du coefficient "mort-kilomètre" dont le paradigme est que plus les événements sont éloignés, moins ils intéressent le grand public.

Pourtant, en France, les quotidiens nationaux et régionaux, quelques hebdomadaires et périodiques – *Le Monde diplomatique*, *Jeune Afrique*, *L'Humanité Dimanche*, *Courrier international*, pour ne citer que ceux-là – jouent un rôle appréciable. Régulièrement, articles de fond et reportages viennent éclairer divers aspects politiques, économiques et sociaux de l'Afrique et sa place sur l'échiquier géopolitique. L'édition publie de nombreux ouvrages de réflexion à l'occasion du [cinquantième des indépendances](#)³... Dans le service public, France Télévisions et l'INA ont produit une série de films historiques consacrée à l'évolution de l'Afrique, de l'ère coloniale et des indépendances jusqu'à nos jours, à partir d'archives d'actualités heureusement conservées ; Radio France internationale et France Culture en ont fait autant dans le domaine des archives sonores. La presse africaine en ligne suit les anniversaires : [afrik.com](#), [africultures](#)⁴...

Mais on souhaiterait voir davantage d'événements médiatiques.

Dans le domaine grand public, cette année, je n'en ai trouvé que deux. Ne boudons pas notre plaisir, c'est mieux que d'habitude.

Voilà quoi qu'on en dise, défilant sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2010 pour célébrer le [cinquantième des indépendances](#)⁵, des forces armées venues d'Afrique francophone, lointaines héritières des tirailleurs sénégalais et des héros de Monte Cassino, "[morts pour la France](#)"⁶. Et il faut saluer l'heureuse initiative du président Sarkozy, alignant les pensions des anciens combattants africains sur celles des Français.

A cet égard, un film réalisé en 1988 par le cinéaste sénégalais Ousmane Sembene, *Le Camp de Thiaroye*, qui fut peu distribué en France, relate la mutinerie des "tirailleurs sénégalais" ayant combattu pour la France libre et qui découvrent, dans le camp de transit de Thiaroye, que leur prime de démobilisation est de moitié inférieure à celle des soldats français. Des blindés encerclent la base, tirent sur les mutins et font plusieurs dizaines de victimes... C'est à cette injustice insupportable que la France remédie aujourd'hui.

Voilà la Coupe du monde de football. La phase finale de la compétition FIFA a lieu pour la première fois sur le continent en Afrique du Sud ! *Waka Waka*, c'est au tour de l'Afrique ! Pendant plus d'un mois, le cœur médiatique du monde a battu sur le continent noir et les oreilles ont bourdonné au son obsédant des vuvuzelas. Trois commentaires : "L'organisation du Mondial a été parfaite. J'avais des tas d'idées reçues sur l'Afrique, elles ont été balayées. J'espère que l'esprit presque surnaturel inspiré par Mandela lui servira. Et tous mes éloges au Ghana", déclare le célèbre entraîneur et consultant de

Canal+ et d'Europe 1, [Guy Roux](#)⁷. “Le foot mondialisé aura rapproché sans haine des races et des continents. Avec sa conquête de l'Asie et de l'Afrique, il est le précurseur de notre monde multipolaire. Il aura redonné un peu de fierté aux humiliés du Tiers Monde, aux talents des favelas et des bidonvilles”, écrit [Claude Imbert](#)⁸. “Le football est en avance sur la géopolitique”, dit aussi justement Pascal Boniface, et c'est un des plus beaux spectacles du monde. Formidable parenthèse...

Mais ces deux courts épisodes ne suffiront pas à lever les œillères qui continuent d'obstruer notre regard.

LA MALÉDICTION DE CHAM

Cheikh Anta Diop faisait une interprétation personnelle de l'épisode biblique de la malédiction du fils de Cham, Canaan, qui est, c'est le moins que l'on puisse dire, douteuse. Pour avoir aperçu son père nu, Cham voit son fils Canaan condamné à demeurer “l'esclave de l'esclave de ses frères” : par des explications contestables, Cheikh Anta Diop en vient à estimer que c'est de l'ancêtre des Noirs qu'il s'agit. L'immense majorité des spécialistes, africains ou pas, ne prend pas cette thèse au sérieux. Pourtant, dans l'inconscient collectif occidental, il existe bel et bien, de façon induite, cette idée que l'Afrique est un continent perdu, maudit.

Longtemps, pour les Européens, ce continent “barbare” est demeuré mystérieux et incompris. Le mysticisme et l'oralité, l'ethnicité, l'imperméabilité supposée des traditions africaines aux concepts de progrès et de rationalisme à la base de la civilisation occidentale moderne ont longtemps égaré les Européens. Des milliers de kilomètres de côtes où le marin, qu'il soit pêcheur ou commerçant, cherchait des abris dans les estuaires. Au-delà ? *Terrae incognitae*... Pas pour tout le monde : les caravanes venues d'Arabie connaissaient parfaitement certaines de ces régions depuis la nuit des temps. La route des caravanes avait même ouvert la voie à un marché particulièrement stratégique, et ignoble : la traite des esclaves. On trouve des restes de cette culture de l'esclavage dans certains pays, à cheval entre monde arabe et Afrique noire, comme le Soudan ou la Mauritanie.

C'était la traite arabe, et l'itinéraire oriental : les historiens estiment qu'elle a concerné entre 12 et 17 millions de captifs en treize siècles.

Les Européens ne seront pas en reste avec l'esclavage transatlantique qui s'appuie essentiellement sur des sites côtiers : Abidjan, Gorée... 11 millions d'hommes, en quatre siècles seulement (15 à 30 millions selon [Christiane Taubira](#)⁹).

Il faudra attendre l'ère coloniale et la conférence de Berlin en 1882 pour que les grandes puissances européennes – Britanniques, Allemands, Français, Espagnols, Portugais et Belges – s'intéressent sérieusement aux terres inconnues de l'Afrique intérieure et procèdent à leur dépeçage et à leur partage.

Souvent accompagnées de missionnaires, des expéditions militaires ou scientifiques vont prospecter le continent en remontant vers les sources des fleuves : “*Doctor Livingstone, I presume.*” Les bois, les minerais, l’or et les diamants... *Les Mines du roi Salomon... Il est minuit, docteur Schweitzer.*

Plus d’un siècle plus tard, qu’est-ce qui a vraiment changé ?

De la décolonisation, vont éclore cinquante Afriques, cinquante-trois aujourd’hui, semblables et différentes. Quarante-neuf pays plus le Liberia, dont on connaît l’histoire particulière, seul Etat souverain du continent avant que l’Egypte ne s’affranchisse de la tutelle britannique en 1922.

Des indépendances qui d’abord suscitent l’enthousiasme, puis la circonspection et enfin la désillusion.

Je citerai de nouveau Kourouma et son *Soleil des indépendances*¹⁰.

“A quand la fin des indépendances ? Pour le héros, l’indépendance se réduit à la carte nationale d’identité, au parti unique rapidement imposé partout, au drapeau et à la prison, symbole préservé de la violence héritée du système colonial.”

Dans un proche futur, on risque d’assister à la séparation du Soudan en deux Etats, le Sud chrétien et animiste, à la population majoritairement noire, et le Nord musulman, à la population majoritairement arabisée. Le président actuel, Omar el-Béchir, est sous mandat d’arrêt international.

Plusieurs frontières sont à la limite de la cassure, un mouvement de sécessions en cascade, une transformation profonde du paysage géopolitique du continent et une remise en cause des frontières héritées de la colonisation ne sont pas à exclure. Frontières coloniales artificielles, comme chacun sait, mais qui ont garanti, bon an, mal an, une certaine stabilité de la carte de l’Afrique – selon l’adage *Uti possidetis juris*¹¹ – et une paix toute relative pendant plus d’un demi-siècle. Bilan à porter au crédit de la plus pauvre des organisations internationales : l’OUA, l’Organisation de l’unité africaine née en 1963 dans le décor de l’après-Seconde Guerre mondiale.

Les indépendances se nourrissent aux mêmes sources que l’ONU, ou l’Unesco dont la déclaration fondatrice affirme que “c’est dans l’esprit des hommes que se construisent les murailles de la paix”.

A l’OUA, la décolonisation viendra avant la paix dans l’ordre des urgences. Et bientôt la lutte contre l’apartheid focalisera toutes les énergies dans un consensus trompeur...

Avec la naissance de la nation arc-en-ciel, une page va se tourner. L’Union africaine succède à l’OUA en 2002, en célébrant une utopie : les Etats-Unis d’Afrique... M. Kadhafi, guide suprême libyen, proposera généreusement de s’en faire le héraut à condition d’en être le chef tout-puissant... “Le roi des rois...” Cette utopie demeure un grand rêve né à l’aube des indépendances et qui aurait pu prendre corps avec des fédérations d’Etats, à rebours de la “balkanisation” chère au colonisateur et même au général de Gaulle, père des indépendances octroyées.

Les dirigeants de l’Union africaine devront aujourd’hui regarder la réalité

en face pour préserver les chances de paix. Mission impossible, diront certains... Mais qui d'autre pourrait le faire à leur place ?

Le destin de l'Afrique est entre les mains des Africains. Désormais, l'Occident hésite à intervenir et ne préside plus aux destinées africaines. Les opinions publiques s'agacent au spectacle d'une Madonna qui adopte des petits Malawites, mais idolâtrant l'icône Mandela, symbole d'ouverture, de paix et surtout d'esprit de responsabilité. Mandela, qui partagera le prix Nobel de la paix avec le Sud-Africain Frederik De Klerk en 1993.

L'Afrique, depuis cinquante ans, n'est plus dans l'angle mort pour le jury Nobel, qui a fait preuve d'une vision étonnante.

En 1960, le Sud-Africain Albert John Lutuli, fondateur du parti anti-apartheid de l'ANC (African National Congress) se voit attribuer le prix Nobel de la paix "comme un hommage à l'Afrique et à tous les peuples sans distinction de race, couleur ou credo."

En 1978, c'est Anouar al-Sadate, le président égyptien, qui partage le prix avec l'Israélien Menahem Begin "parce qu'ils ont eu le courage de construire la paix ensemble". Sadate paiera cette "paix" de sa vie.

En 1984, l'évêque Desmond Tutu est désigné pour sa lutte contre l'apartheid : "Ce prix de la paix est un acte de reconnaissance de tous ceux qui ont lutté pour une nouvelle société en Afrique du Sud, dit-il, une société où les êtres humains soient reconnus comme tels."

Le Ghanéen Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, lauréat 2001, en même temps que l'organisation dont il a la charge, rappellera prudemment que "les prix de la paix sont trop rares dans le monde".

En 2004, Wanghari Maathai, militante écologiste kényane, fondatrice du Mouvement de la ceinture verte (Green Belt), est récompensée par le jury Nobel pour sa lutte contre la déforestation, et son projet de plantation de 30 millions d'arbres en Afrique. Maathai vise à promouvoir la biodiversité, tout en créant des emplois pour les femmes et en valorisant leur image dans la société.

L'Égyptien Mohamed el-Baradei lui succédera en 2005 pour son action à la tête de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Enfin, le lauréat du Nobel de la paix 2009 est Barack Obama.

Certes, il n'est pas africain ; mais une partie de ses racines plongent dans le sol du continent noir. Le dépassement historique que constitue l'élection par les Américains, au vu du passé de leur pays, d'un président afro-américain (au sens littéral) m'interdit de ne pas l'évoquer. Bien que, de toute évidence, tout le monde – lui le premier – ait été étonné, voire agacé par l'originalité de ce choix pour le Nobel de la paix. En effet, il est commandant en chef de la première armée du monde, en opération dans deux pays où les combats sont particulièrement meurtriers, y compris pour les civils irakiens et afghans.

En France, on a condamné justement les Américains lorsqu'ils sont intervenus en Irak, au mépris des plus élémentaires considérations politiques et historiques. Ce peu de cas fait des spécificités du terrain n'est pas moins

coupable lorsqu'il s'agit du continent qui fut le berceau de l'humanité.

Car, à ce jour, les scientifiques estiment que tout commença en Afrique, il y a trois millions et demi d'années si l'on remonte à Lucy dont on a retrouvé le squelette dans le Rift éthiopien en 1974. Mais peut-être sept millions, si on regarde du côté de Toumaï, le primate tchadien dont le crâne fossile fut découvert en 2002. Tout commence en Afrique.

A titre de comparaison, l'homme de Géorgie, premier Européen connu – originaire d'Afrique, lui aussi, à ce qu'on croit savoir –, n'est âgé que d'un million neuf cent mille ans.

Certains ont cru bon d'affirmer que l'homme africain “[n'est pas assez entré dans l'histoire](#)¹²”. Comme le disait l'écrivain sénégalais Birago Diop : “Quand la mémoire va chercher du bois mort, elle ramène le fagot qui lui plaît.” Certes, la culture de l'oralité, les spécificités culturelles et historiques n'ont pas permis à l'Afrique de donner naissance à des civilisations analogues à celles du bassin méditerranéen. Pourtant, dire que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire, c'est oublier les Nubiens, qui avaient une culture parente de celle de l'Egypte des pharaons. A tel point que la vingt-cinquième dynastie égyptienne, dite des Koushites, sera nubienne... Mais également les Dogons, l'empire du Mali, les Massaïs ou les Zoulous et la fameuse bataille d'Isandhlwana !

Cette insuffisante connaissance historique, qui s'accompagne d'un manque de considération pour les spécificités sociologiques de chaque région africaine (données économiques, ethniques, religieuses), risque de faire manquer à la France le décollage du continent dont elle est le plus proche.

Car l'Afrique s'éveillera, c'est inéluctable, comme il était inéluctable que la Chine s'éveille... Pas besoin d'être Alain Peyrefitte pour l'annoncer. Elle est en train de s'éveiller dans un monde où certains handicaps d'hier deviendront des avantages.

Comme le dit le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, ancien directeur général de l'Unesco : “L'heure est venue de repenser l'Afrique autrement qu'avec des rapports condescendants.”

DESCRIPTION DU CHAMP DE BATAILLE

“Il y a dans ce mot Afrique quelque chose de magique et de prestigieux qui n'existe pour aucune des autres parties du monde. L'Afrique a été de tout temps la terre des enchantements et des prodiges.”

Ce que dit Alexandre Dumas était déjà vrai dans la Grèce antique. C'était en Egypte que les oracles les plus éminents devaient être consultés. C'est en Egypte qu'Aristandre apprit des oracles le destin d'Alexandre le Grand.

L'Afrique du début du troisième millénaire, qui semble punie d'on ne sait quelle faute, est confrontée aux sept plaies d'Egypte des temps modernes : maladies, sécheresse, famine, illettrisme, conflits, pillages, impuissance internationale.

Les catastrophes sanitaires

Le sida : 67 % des personnes séropositives vivent au sud du Sahara, soit 22 millions d'Africains sur presque un milliard d'habitants.

Selon l'Unicef, 38 % des enfants congolais de moins de cinq ans sont atteints de malnutrition chronique ou de retard de croissance.

Sur dix enfants qui décèdent du paludisme, neuf sont originaires d'Afrique. Plus de 750 000 morts chaque année : le paludisme (ou malaria) reste la principale cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. La malaria n'intéresse apparemment pas le showbiz... ([Le paludisme, contrairement au sida, atteint peu les Occidentaux](#)¹³.)

La sécheresse

Au sud du Sahara, certaines régions sahéliennes au climat autrefois plus clément se transforment en désert. La responsabilité de l'homme est engagée. Des contrées du Nord du Sénégal couvertes de tamaris et d'acacias deviennent arides : les paysans ont commencé par arracher les feuilles des arbres pour nourrir le bétail. Puis ils ont ramassé le bois mort afin d'alimenter leurs feux. Quand le reste des troncs aura été déraciné, plus rien ne retiendra la terre... En d'autres endroits du continent, en zone tropicale, ce sont d'autres causes qui commencent à produire les mêmes effets : surexploitation de l'industrie du bois, concessions faites sans considération de l'intérêt public, corruption, etc. Ainsi, chaque année, l'Afrique perd quatre millions d'hectares de forêt, une régression plus de deux fois supérieure à celle que l'on connaît en Amazonie.

La famine

On n'a pas oublié les émeutes de la faim qui ont éclaté en 2008 en Egypte, au Maroc, au Burkina Faso, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun... Ni la tension montant dans de nombreux autres pays du Sud, à la suite d'une hausse brutale du cours mondial des céréales. A-t-on atteint la limite du supportable en matière de mondialisation ? Est-il normal que les Sénégalais ou les Nigériens se nourrissent prioritairement de riz venu d'Asie – parce qu'il est vendu moins cher que celui produit localement – sans tenir compte de l'expérience réussie, sur ce sujet, par Thomas Sankara au Burkina Faso dans les années 1980 ? La crise de l'hiver 2007-2008 montre qu'on ne peut compter avec certitude sur une autorégulation des prix des approvisionnements internationaux. Les Etats d'Afrique de l'Ouest redécouvrent les vertus de l'autosuffisance alimentaire : compter sur ses propres forces, sur ses propres récoltes... Au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, les gouvernements commencent à mettre sur pied des politiques agricoles incitatives.

L'illettrisme

L'éducation pour tous d'ici à 2015... Le Forum mondial de l'éducation de Dakar s'était fixé en 2000 une série d'objectifs ambitieux : l'accès de tous les

enfants en âge de fréquenter le primaire à un enseignement gratuit et de qualité acceptable ; l'élimination des disparités entre les sexes ; la réduction de moitié du taux d'analphabétisme des adultes... Le premier rapport de suivi du Forum, récemment publié par l'Unesco, montre que vingt-huit pays, dont les deux tiers se trouvent en Afrique subsaharienne, n'atteindront sans doute aucun de ces trois objectifs. Et la partie serait loin d'être gagnée en Afrique du Nord.

Les conflits

Selon l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, le Darfour est "l'enfer sur terre". Bilan provisoire des affrontements opposant milices janjawids, alliées du gouvernement de Khartoum, et forces rebelles : plus de 50 000 Darfouriens massacrés, tandis que 250 000 autres ont péri des suites de la guerre. On compte de surcroît plus de 3 millions de réfugiés et autres personnes déplacées.

En république démocratique du Congo, l'organisation International Rescue Committee estime que 5 400 000 personnes ont été victimes entre 1998 et 2007 des combats qui dévastent le pays. Le rapport de l'IRC précise que la grande majorité des victimes est morte de causes "collatérales", telles que malaria, diarrhée, pneumonie, malnutrition. Selon l'IRC, le conflit en RDC est le plus mortel depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il n'y a pas si longtemps, entre avril et juillet 1994, 800 000 hommes, femmes et enfants, principalement tutsis, ont été massacrés au Rwanda sous les regards pétrifiés et impuissants des grandes puissances et des organisations internationales. Un génocide.

En vingt-sept ans de luttes pour le pouvoir après l'indépendance en Angola (1975-2002), le pays comptera 500 000 morts sur 13 millions d'habitants.

Les pillages

Quand on dit pillage, aujourd'hui, on pense invariablement à la république démocratique du Congo (ex-Zaïre), même si l'on n'oublie pas les "diamants du sang" de Sierra Leone et du Liberia.

Selon les rapports des experts du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se rendent régulièrement sur place, "le pillage, qui était auparavant le fait des armées, a été remplacé par des systèmes organisés de détournement de fonds (...) sous la direction de groupes assimilables à des organisations criminelles, qualifiées de *réseaux d'élites*". Actuellement, accusent les experts, l'exploitation illégale des ressources se poursuit malgré le retrait des troupes étrangères : "Par des réseaux structurés et par guérillas interposées, le Rwanda et l'Ouganda conservent leur mainmise sur les richesses naturelles de l'Est de la RDC. Ce pillage savamment entretenu représente une manne pour le trafic d'armes dans la région."

Au-delà de ce constat : cinq réserves naturelles sont en péril. Elles sont aussi, selon les experts de l'ONU, ["le lieu de violents combats entre des forces rebelles locales et des groupes armés. Ils se livrent régulièrement à des](#)

activités de braconnage d'éléphants pour le commerce de l'ivoire, de gibier et d'espèces rares, et pillent les ressources forestières¹⁴.”

L'impuissance internationale

L'Afrique est devenue le principal dossier des Nations unies et des agences de l'organisation : OMS (santé), FAO (alimentation), PNUD (développement), HCR (réfugiés), Unicef (enfance), Unesco (culture et éducation), etc. Autant d'acronymes que l'on croise à tous les coins de rue sur le continent.

L'acronyme en Afrique cesse d'être une forme d'écriture abrégée et abstraite, pour devenir un mot familier. A Kinshasa, on plaisante au sujet de la Monuc, mission militaire de l'ONU au Congo, en parlant d'elle comme s'il s'agissait d'une fille du quartier – une pauvre “Monique” – un peu égarée.

A côté des agences des Nations unies, les ONG – les organisations non gouvernementales – se multiplient. Selon la [Documentation française](#)¹⁵, le nombre d'ONG en Afrique est impressionnant : “Officiellement, au Burkina Faso, on trouve 274 ONG locales et internationales en 2000, contre 87 en 1985. L’Ethiopie en compte 419 en 2003 au lieu de 47 en 1989, et le Sénégal 220 en 1991 au lieu de 126 en 1988. Au Ghana, les autorités recensent jusqu’à 1 300 ONG en 2001, contre 350 en 1991, 80 en 1980 et 10 en 1960. Le Kenya n’est pas en reste et comptabilise 511 ONG en 1996 au lieu de 120 en 1978 et 20 en 1950. Au Mozambique, plus de 180 ONG sont à l’œuvre en 1990, contre 7 en 1970.”

Toujours selon la même étude, les chiffres sont plus étourdissants encore si l'on inclut les associations locales de solidarité. On recense alors plus de 5 200 ONG en Ouganda en 2006, 8 000 en Tanzanie en 1997.

Dans ce paysage, viennent se faufiler les [ONG islamiques](#)¹⁶. Elles sont les reines en Somalie : la plupart des écoles de Mogadiscio sont gérées par ces dernières. Les ONG islamiques viennent se placer là où il n’y a plus rien. Les médias occidentaux les ignorent mais elles sont omniprésentes dans le monde musulman et de plus en plus visibles au cours de la dernière dizaine d’années.

Parmi les cinq piliers de l’islam (la prière, le jeûne, la profession de foi, le pèlerinage à La Mecque et la *zakat*), l’aumône est l’un des plus importants. Solidarité avec tous les musulmans du monde (*umma*), la solidarité islamique, *al ta’awun el islami*, est un engagement que prend chaque croyant.

Les ONG de secours arabes se développent en réaction à l’hégémonie occidentale dans le domaine de l’action humanitaire. Certaines deviendront des foyers de propagande islamiste.

Dans les années 1940 les mouvements islamistes commencent à s’implanter durablement dans le tissu social. Ainsi les Frères musulmans créent dès 1940 un important réseau de dispensaires réparti dans toute l’Egypte. A partir des années 1980, ces mouvements profitent du formidable élan amorcé par “le phénomène ONG” pour vivre une seconde jeunesse dans le monde musulman. Les signaux déclencheurs sont toujours des traumatismes politiques ou militaires : l’invasion soviétique de l’Afghanistan (1979), la

révolution iranienne (1979), l'invasion israélienne au Liban (1982), le conflit permanent israélo-palestinien... Mais les ONG musulmanes ne s'intéressent pas seulement aux lignes de conflit. Elles sont présentes aujourd'hui au Maroc jusque dans les soupes populaires.

UN INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a mis au point un indicateur sans doute plus pertinent que le produit intérieur brut par habitant, s'agissant d'un continent encore peu industrialisé comme l'Afrique.

L'IDH, ou Indicateur de développement humain, a été développé en 1990 par deux économistes : l'Indien Amartya Sen et le Pakistanais Mahbub ul Haq.

Pour le PNUD, le développement se mesurerait mal en termes de Produit national brut. On devrait intégrer des données qualitatives :

- l'espérance de vie à la naissance (ce qui donne une idée de l'état sanitaire de la population) ;
- le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation ;
- le PIB "réel" – à savoir le PIB par habitant, en établissant une comparaison sur la base des revenus assurant un pouvoir d'achat identique.

L'IDH se présente comme un nombre sur une échelle entre 0 et 1. Plus l'indice se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé.

Dans l'indice établi pour 2007-2008, les pays d'Afrique sont loin de figurer vers la tête d'un classement établi sur une liste de 177 pays. Les Etats-Unis n'occupent eux-mêmes que la 12^e place derrière l'Islande (1^{re}), un classement antérieur de toute évidence à la crise financière et au nuage volcanique. La Norvège est 2^e et la France 10^e.

Voici quelques données intéressant le continent.

Le premier pays africain évalué classé selon l'indice PNUD du développement humain est la Libye qui figure au 56^e rang sous l'appellation de Jamahiriya arabe libyenne. Maurice est 65^e, la Tunisie 91^e, le Cap-Vert 102^e, l'Algérie 104^e, le Maroc 126^e. L'Egypte se classe au 112^e rang, l'Afrique du Sud au 121^e. En termes de comparaison, la rente pétrolière apporte des résultats assez inégaux : le Gabon est 119^e, la Guinée-Equatoriale 127^e, le Congo-Brazzaville 139^e.

Les vingt-deux derniers de la classe mondiale se trouvent tous sur le continent : Sénégal (156^e), Erythrée (157^e), Nigeria (158^e), Tanzanie (159^e), Guinée (160^e), Rwanda (161^e), Angola (162^e), Bénin (163^e), Malawi (164^e), Zambie (165^e), Côte-d'Ivoire (166^e), Burundi (167^e), RD Congo (168^e), Ethiopie (169^e), Tchad (170^e), République centrafricaine (171^e), Mozambique (172^e), Mali (173^e), Niger (174^e), Guinée-Bissau (175^e), Burkina Faso (176^e), Sierra Leone (177^e).

Ces informations brutes, si on ne les met pas en perspective, peuvent nourrir bien des discours “afro-pessimistes”. L'ouvrage de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, date de 1962. Mais l'idée qui l'inspire ne s'épuise pas ; elle est reprise à l'envi au fil de bien des ouvrages, articles et propos divers concernant le continent.

L'afro-pessimisme peut aussi véhiculer le cliché d'une acceptation fataliste de leur propre sort par les Africains eux-mêmes. La marginalisation du continent noir dans les échanges économiques et culturels mondiaux en serait la traduction.

Je ne suis pas “afro-pessimiste”. Pour reprendre la formule de Gramsci, je suis un “pessimiste de la raison mais un optimiste de la volonté”, un pessimiste actif. Pas question de fermer les yeux sur les difficultés considérables survenues dans un passé récent, et dont les effets durables provoquent tant de tragédies. Mais il existe d'autres réalités africaines, une énergie, des capacités créatives, imaginatives et d'adaptation, propres à renverser la vapeur.

Il y a quarante ans, l'Asie était oubliée du développement. Et l'on voit ce qui est advenu. L'Asie pourtant a eu son quota de misères : les épidémies – du choléra à la grippe aviaire ; les dictatures – de la Corée-du-Sud à la Corée-du-Nord en passant par le régime de Suharto en Indonésie et la junte militaire birmane au Myanmar ; les révolutions, les génocides – de la Longue Marche en Chine aux Khmers rouges au Cambodge ; les guerres : vingt millions de morts pour les guerres sino-japonaises de la première moitié du xx^e siècle – un impact comparable à celui des conflits européens à la même époque...

Le processus de mondialisation qui bénéficie actuellement au développement de nombreux pays pauvres de la planète pourrait, sous certaines conditions d'accompagnement et d'aide, bénéficier aussi à l'Afrique, au nord et au sud du Sahara.

La première façon d'aider l'Afrique sera de toute évidence de changer le regard que nous portons sur elle.

En France par exemple, il existe des filatures endormies à Roubaix, des charbonnages cévenols dont les puits sont à l'abandon. Certains chroniqueurs “déclinologues” se sont fait un fonds de commerce en dénonçant les faiblesses de notre pays. Pourtant, à deux pas, on peut trouver des ressources de créativité et d'industrie insoupçonnées, la France de l'AGV, de Dailymotion, de Deezer...

En Afrique, c'est pareil.

Déjà, en disant “l'Afrique”, comme s'il s'agissait d'un regroupement homogène, on gomme les différences fondamentales qui existent entre les régions et les sociétés. Il en est de l'Afrique comme il en est de l'Europe. Si l'ensemble géographique, l'unité de destin de ses peuples sont indiscutables,

le continent africain n'est pas – loin s'en faut – un bloc monolithique. Une étude un tant soit peu sérieuse de ce continent implique de prendre en compte la multiplicité des pays qui le composent. A titre d'exemple : on dénombre 6,9 enfants par femme en RD Congo, contre 2,5 dans les pays du Maghreb.

Le regard du Nord englobe contrées méditerranéennes, désert saharien, régions tropicales et forêt équatoriale dans une même perception vague. Il méconnaît la Corne de l'Afrique, les pays lusophones, l'Afrique australe, l'Est swahiliphone...

Regardons de plus près.

LA FABLE DE LA RENAISSANCE

Sur la corniche de Dakar qui conduit de l'aéroport international Léopold-Sédar-Senghor au quartier du Plateau où sont installées les ambassades – ainsi que la résidence du président Abdoulaye Wade –, la plage d'Ouakam est dominée par une colline volcanique. Au sommet de cette butte, un bronze flambant neuf : le monument de la Renaissance africaine, inauguré au printemps 2010 pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'indépendance du pays, est au cœur des conversations.

La statue, de cinquante mètres de haut, représente un homme portant sur son biceps un enfant qui lui montre la voie. Il tient, en la tirant derrière soi par la région de l'omoplate, une femme court vêtue qui fait manifestement usage d'un produit à la mode pour onduler, décrêper ou boucler les cheveux. Extatique, elle regarde vers le ciel – à moins que ce ne soit en direction du personnage musclé qui la précède...

Message de l'allégorie selon Bamba Ndiaye, porte-parole du président Wade : "L'Afrique émerge de l'obscurité et regarde audacieusement vers l'Occident pour initier un nouveau dialogue, après des siècles d'esclavage et de colonisation."

Un temps, le brillant sculpteur Ousmane Sow, connu pour ses personnages gigantesques, fut pressenti pour réaliser le monument. Il affirmera même sur Radio France internationale être le père de l'idée et l'avoir lui-même proposée à Abdoulaye Wade.

Il laisse désormais entendre qu'il s'en est complètement détaché.

Pour l'observateur attentif – et amical – de l'Afrique que je suis depuis une cinquantaine d'années, cette affaire de la Renaissance africaine, vouée par son initiateur "à durer mille deux cents ans" – excusez du peu –, présente toutes les caractéristiques d'une fable.

Edifiante, bien entendu.

Telle quelle, la statue de la Renaissance africaine met en scène une somme de symboles archipositifs et consensuels. Ceux qui ont vu le monument ironisent un peu sur son style un tantinet "réalisme socialiste" et sur le fait que les Nord-Coréens se sont faits les spécialistes du camouflage de misères par

gigantisme interposé. Mais l'Afrique, tant négligée par ailleurs, quand elle n'est pas tout simplement hors du champ de vision, a-t-elle besoin d'images qui la célèbrent ou d'une politique économique efficace ?

Dans toute allégorie, il y a forcément une part d'inconscient.

Et, si l'on y regarde bien, trois des principaux ingrédients qui occupent la scène politique du continent sont rassemblés autour de la butte de la Renaissance africaine.

1. La place croissante occupée par la religion dans le débat politique... Le quotidien *L'Observateur* voit dans la sculpture "un tapage contre la religion musulmane" ? Résultat : l'islam étant la confession de 90 % des Sénégalais, le pagnon de la femme rallongera de quelques pouces par rapport au projet initial.

2. Le débat sur la "gouvernance"... Depuis l'indépendance, de Senghor, Diouf, à Wade, la conduite de l'Etat sénégalais a toujours été relativement exemplaire au regard des principes démocratiques¹⁷, surtout en comparaison avec certains régimes de la sous-région. Mais, quand même, un président estimable se réclamant de la pensée libérale, imposant ses choix artistiques, très staliniens au demeurant, au détriment d'un artiste créateur et revendiquant la paternité artistique du projet à "trente-cinq pour cent", c'est pour le moins inattendu. Officiellement, le monument Renaissance africaine ne coûtera pas un franc CFA au contribuable sénégalais.

3. Les nouveaux partenaires : succédant aux entreprises européennes dont les noms restent associés à l'époque post-coloniale dans l'esprit des dirigeants et de la rue, nous rencontrerons un peu partout à travers le continent des Chinois, des Iraniens, des Turcs. Rarement des Nord-Coréens, certes, mais, il y a trente ans, un tel chantier aurait été réalisé par une entreprise française.

La Renaissance africaine, tant appelée de ses vœux par l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop, disparu en 1986, ne se limite vraiment pas au microcosme dakarois, ni à un amas de bronze avec vue sur la mer. A *contrario*, la statue de la Liberté a été offerte par l'Etat français aux Etats-Unis pour célébrer une puissance naissante, pas une quelconque méthode Coué. D'abord le travail et la rigueur, ensuite les rêves de grandeur.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Faits et chiffres relevés par la Banque mondiale qui dessinent un paysage un peu morcelé, mais déjà moins approximatif du continent que de vastes généralités.

Saviez-vous que :

- Les produits intérieurs bruts (PIB) de l'Afrique du Sud et du Nigeria représentent plus de la moitié (51,4 %) du PIB total de l'Afrique subsaharienne.
- L'Afrique du Sud a le PIB en valeur réelle le plus élevé (183 milliards

de dollars), tandis que la Guinée-Bissau a le plus faible (202 millions de dollars).

- Le total du PIB par habitant des 10 pays africains les plus riches représente 25 fois celui des 10 pays les plus pauvres.

- Aide publique au développement (APD) : c'est le Cap-Vert qui reçoit le montant le plus élevé d'APD nette par habitant (438,2 dollars) ; le Nigeria reçoit le montant le plus faible (9,5 dollars).

- La valeur ajoutée agricole représente 51,5 % du PIB en Guinée-Bissau, contre 1,6 % au Botswana.

- Les exportations sont passées de 319 milliards de dollars en 2007 à 413,7 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de 29,7 %. En revanche, les importations ont moins progressé, passant de 305,3 milliards de dollars en 2007 à 372,1 milliards de dollars en 2008, soit une progression de 21,8 % seulement.

- La corruption est considérée comme un obstacle majeur par une majorité d'entreprises en Côte-d'Ivoire (75 %) ; cette perception est notablement plus faible au Ghana (9,9 %). C'est au Congo-Brazzaville que le pourcentage d'entreprises devant faire des cadeaux pour obtenir un contrat public est le plus élevé (75 %).

- Mortalité infantile : en Sierra Leone, 155 enfants sur 1 000 décèdent avant d'avoir atteint l'âge d'un an ; aux Seychelles ce taux est de 12 ‰. Au Burundi, 63,1 % des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance ; ce taux n'est "que" de 20,1 % au Sénégal.

- Taux de scolarisation : les statistiques du primaire sont plus que modestes au Liberia (30,9 %) ; à Sao Tomé-et-Principe le taux est le plus élevé (97,1 %). Le plus fort taux de scolarisation dans le secondaire est enregistré au Cap-Vert (90 %) ; le plus faible concerne le Niger (11 %).

- Ratio maître-élèves : c'est à Maurice que le ratio maître-élèves dans le cycle primaire est le plus faible, soit le plus favorable : 1 pour 22... En République centrafricaine, on dénombre 91 élèves par enseignant.

- CO₂ : l'Afrique du Sud produit le plus grand nombre d'émissions de dioxyde de carbone par habitant du continent avec 414 649 tonnes, alors que les Comores produisent le volume le plus faible, avec 88 tonnes.

- Le taux d'accès à l'Internet est très faible en Sierra Leone avec 3 personnes sur 1 000 ; il s'établit à 371 sur 1 000 aux Seychelles où l'on dénombrait également 212 ordinateurs pour 1 000 personnes pendant la période 2005-2007.

1 Conférence internationale sur la population et le développement d'Addis-Abeba, octobre 2009.

2 Ahmadou Kourouma, Presses de l'université de Montréal, 1968.

3 On commémore en 2010 l'accession à la souveraineté de quatorze ex-colonies françaises, Côte-d'Ivoire, Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Dahomey (devenu

Bénin), Gabon, Madagascar, Mali (ex-Soudan), Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta (devenue Burkina Faso).

4 On lira notamment avec intérêt les “Pages d’histoire” de *L’Express* consacrées à “la décolonisation” (juillet-août 2010) et le hors série de *L’Humanité*, “Afrique, le temps des indépendances, 1960-2010” (avril 2010).

5 L’ancien ministre Jacques Toubon, avec de faibles moyens, parrainera intelligemment tout au long de 2010 des manifestations à caractère historico-culturel célébrant le cinquantenaire des indépendances.

6 Et immortalisés par la chanson *Ancien Combattant* de l’ami Zao, musicien congolais.

7 *France-Soir*, 13 juillet 2010.

8 *Le Point*, 17 juin 2010.

9 Députée de Guyane.

10 *Op. cit.*

11 L’expression provient de la phrase *Uti possidetis, ita possideatis* qui signifie : “Comme vous avez possédé, vous continuerez à posséder.”

12 Discours du président de la République française le 26 juillet 2007 à Dakar.

13 Ecoutez *Moustique*, la chanson sarcastique du musicien congolais Zao.

14 J’ai personnellement assisté, dans les années 1970, à la dévastation d’un paradis des éléphants à Zakouma, au Tchad, victimes de la barbarie d’une impitoyable guerre civile, faisant fi de la vie, tant humaine qu’animale.

15 *Questions internationales*, n° 33, septembre-octobre 2008.

16 Abdel-Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire : enquête sur les ONG islamiques*, Flammarion, 2002.

17 Au cours du XV^e sommet de l’Union africaine qui s’est tenu du 19 au 27 juillet 2010 à Kampala (Ouganda), une résolution votée par le Congrès américain a été portée à la connaissance des dix-sept chefs d’Etat célébrant le cinquantenaire de leur indépendance. Cette résolution souligne et salue “les progrès économiques, politiques, culturels réalisés au Sénégal depuis 1960”. Une première dans les relations américano-africaines...

II

L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Dix ans de croissance forte, face à dix ans de stagnation en Europe. La résorption des principaux conflits. L'augmentation du niveau de vie et le dynamisme démographique. En perspective : la fin du cercle vicieux de la dette et les nombreux atouts d'un continent naturellement bien doté, mais aussi un horizon élargi par de nouveaux interlocuteurs économiques...

“L’Afrique n’est pas un continent pauvre, ce sont les peuples d’Afrique qui sont pauvres.” Cette phrase du président malawite Bingu wa Mutharika, également président de l’Union africaine (UA) depuis janvier 2010, résume tout l’enjeu du ^{xxi}e siècle pour le continent.

Pour cet économiste passé par la Banque mondiale, les Etats africains doivent se recentrer sur le continent : “L’Afrique a d’énormes richesses inexploitées, composées de ressources naturelles et minérales, de la faune, de poissons, de bassins fluviaux, de lacs et d’immenses terres arables. Celles-ci ne sont pas en train d’être exploitées ou utilisées par les Africains.”

En effet, le passage radical d’une économie grégaire à une économie exclusivement extravertie a mis les pays africains en situation de dépendance en termes d’achat, de vente, d’import, d’export, et ce, à tous les postes de l’économie. Les économies des pays africains sont comme une chaussette qu’il faudrait remettre à l’endroit.

Bingu wa Mutharika souligne que “le continent possède des scientifiques, des ingénieurs, des artistes, des champions sportifs” mais que ceux-ci “se trouvent maintenant dans les pays occidentaux et contribuent au développement de ces pays”.

La revendication du président malawite, selon laquelle les politiques économiques du continent devraient être “évaluées par [ses] propres experts”, constitue une sorte de cri de ralliement auquel l’ensemble des chefs d’Etat du continent ne peut qu’adhérer. De toute évidence, malgré le non-dit qui est, comme la palabre, l’un des traits essentiels de la culture communicationnelle africaine, on désigne ici la bête noire commune à tous les dirigeants, d’Alger à Lusaka : les experts du Fonds monétaire international (FMI).

Ces derniers incarnent la mise sous tutelle des économies africaines depuis que la dette a explosé voici une trentaine d’années.

L'ÉTRANGLEMENT PAR LA DETTE

Tout commence au lendemain des décolonisations, dans un climat

d'optimisme sans limites et de douce euphorie, pendant les années 1960 et 1970. La Banque mondiale regroupant deux institutions spécialisées de l'ONU – la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID) – incite les pays du Sud à emprunter dans l'espoir affiché de les aider à financer la modernisation de leur économie.

Dans l'acception classiquement libérale qui triomphait alors dans les organisations internationales, l'avènement d'une politique économique saine et d'un Etat désengagé était censé assurer un marché stable qui devait même garantir le développement d'une vie démocratique aboutie. On voit aujourd'hui à quel point l'analyse fut fausse et mortifère tant au point de vue économique que politique. A l'époque, l'endettement africain est encore supportable, car les prêts permettent malgré tout de produire davantage, donc d'exporter plus et de récupérer des devises afin d'assurer les remboursements et de procéder à de nouveaux investissements.

Mais la décennie 1970 fut terrible : la grande sécheresse qui frappe les pays du Sahel, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, mais surtout les conséquences d'options économiques inadaptées – poursuite de l'économie coloniale, c'est-à-dire non diversifiée, fermeture aux investissements étrangers – conjuguées aux problèmes de corruption et de mauvaise gestion étatique mettent à mal les économies africaines.

De surcroît, en 1979, les Etats-Unis, à la veille du virage néolibéral reaganien, atteints d'inflation galopante depuis le premier choc pétrolier, imposent à l'économie mondiale une purge monétariste dont l'effet sera brutalement ressenti dans le monde entier. En France, en Europe...

Paul Volcker, nommé directeur de la Réserve fédérale américaine par le président Carter et reconduit par le président Reagan, est connu pour son aphorisme : "La seule innovation utile dans le domaine bancaire fut l'invention des distributeurs automatiques." Mais il est surtout celui qui parviendra à vaincre l'inflation à deux chiffres.

Le remède est brutal : le Trésor américain procède à une forte augmentation des taux d'intérêt visant à retenir les capitaux outre-Atlantique. De l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, les taux passent à 16-18 % au moins, voire davantage au plus fort de la crise. Dès lors, les pays africains se révèlent évidemment incapables d'effectuer les remboursements des annuités, qui vont quasiment tripler.

Dorénavant, la dette constitue une part essentielle du budget de l'économie dans la majorité des pays africains. Ainsi, durant la période 1992-1997, le service de la dette (remboursement des annuités d'emprunts augmentées des intérêts) représente, par exemple, jusqu'à 46 % du budget de la Tanzanie, 40 % de celui du Kenya et de la Zambie, 35 % de celui de la Côte-d'Ivoire et du Cameroun (à titre de comparaison, la part des services sociaux constitue moins de 4 % dans le budget de ce dernier).

Le cercle est extrêmement vicieux : évidemment, plus aucune banque

privée ne prête d'argent à l'Afrique. Ce sont les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, etc.) qui prennent le relais. Mais leur soutien a un prix : la politique économique de l'Etat endetté passe sous contrôle international. C'est le début de la politique des Plans d'ajustement structurel : le PAS impose à chacun de mettre son économie au pas, c'est-à-dire aux antipodes des politiques volontaristes annoncées à l'époque des indépendances.

Les mesures ainsi préconisées correspondent à un véritable pandémonium libéral : abandon des subventions aux produits et services de première nécessité (pain, riz, lait, sucre, combustible), austérité budgétaire et réduction des dépenses en général, baisse des budgets sociaux "non productifs" (santé, éducation, subventions aux produits de base), production agricole tournée vers l'exportation (café, coton, cacao, arachide, thé, etc.) afin de faire rentrer des devises, ouverture des marchés, privatisations massives des entreprises publiques – et donc désengagement de l'Etat des secteurs de production concurrentiels –, dévaluation de la monnaie locale : dans les pays d'Afrique francophone, la monnaie régionale, le franc CFA, sera dévaluée de 50 % en 1994.

Un manifeste lancé en 2000 par des altermondialistes, l'appel d'Amsterdam, décrira ainsi la situation : "Le nouvel esclavage de l'Afrique, dû au fardeau de la dette et à l'imposition de l'ajustement structurel, constitue le plus gros scandale du début du XXI^e siècle."

OÙ SE SITUE LE BOUT DU TUNNEL ?

Annuler la dette ? L'idée va faire son chemin.

Un Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde fait entendre sa voix dans les réunions internationales.

Le rapport 2004 de la Conférence des Nations unies pour l'économie et le développement (CNUCED) conclut que le système est structurellement inique : "Entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars environ en prêts ; mais bien qu'elle ait remboursé près de 550 milliards de dollars en principal et intérêts, elle affichait encore un encours de dette de 295 milliards de dollars fin 2002. Les chiffres sont encore plus déconcertants pour l'Afrique subsaharienne, qui, ayant reçu 294 milliards de dollars en prêts et remboursé 268 milliards de dollars en service de la dette, reste cependant débitrice de quelque 210 milliards de dollars."

Signalons au passage que ce rapport de la CNUCED infirme en grande partie l'idée que le surendettement de l'Afrique est uniquement le résultat de la mauvaise gouvernance des dirigeants africains, irresponsables et corrompus.

"Si cette idée n'est pas entièrement dénuée de fondement, en particulier au regard de ce qu'a été la politique de la guerre froide, ce sont bien les chocs extérieurs, la dépendance à l'égard des produits de base, des programmes de réforme mal conçus, et l'attitude des créanciers qui ont joué un rôle décisif",

note le rapporteur de la CNUCED. Et de souligner – non sans humour – que la majeure partie de la dette africaine a été contractée entre 1985 et 1995 dans le cadre des programmes d’ajustement structurel et sous la surveillance étroite des institutions de Bretton Woods.

Mais la CNUCED n’est-elle pas un forum politique de l’ONU ? Une cinquantaine d’Etats africains y participent sur cent quatre-vingt-douze Etats membres. Sachons relativiser. Malgré tout, les bonnes nouvelles commencent à arriver.

En 2004, le Royaume-Uni efface une partie de ses créances sur les pays les plus pauvres. Cette décision ouvre la voie à l’annonce en 2005, par les ministres des Finances du G8, d’une suppression partielle de la dette multilatérale de quatorze Etats africains à hauteur de 40 milliards de dollars. Le FMI et la Banque mondiale engagent de leur côté une procédure spéciale de soutien aux PPTE, les Pays pauvres très endettés.

La procédure PPTE est beaucoup plus étroite et contraignante que les précédents programmes de réformes économiques imposés par le FMI. Le pays très endetté doit faire la preuve qu’il a engagé les réformes structurelles réclamées avant d’être considéré comme admissible. Auquel cas, il pourra emprunter auprès de l’Agence internationale de développement de la Banque mondiale, qui octroie des prêts sans intérêts et offre même des dons aux pays les plus pauvres du monde... A ce jour, des montages de réduction de la dette au titre de l’initiative PPTE ont été approuvés en faveur de trente-cinq pays, dont vingt-neuf en Afrique, assurant un allègement de 51 milliards de dollars du service de leur dette au fil des ans. Certains pays commencent à apercevoir le bout du tunnel. De là à le franchir...

En 2000, un sommet de l’ONU a mis l’accent sur quelques indicateurs cibles, intitulés “Objectifs de développement du millénaire” (voir encadré en fin de chapitre). Ces objectifs peuvent apparaître modestes à nos yeux. Ils n’en définissent pas moins un certain nombre de *minima* vitaux en matière de revenu, d’alimentation, d’éducation, d’égalité des chances, de santé publique, d’environnement et de politiques de développement.

Sont-ils applicables ? Leur adoption par Barack Obama lors de sa campagne présidentielle en 2008 – huit ans après le sommet de l’ONU ! – est apparue comme un signal positif, l’annonce d’un retournement : la fin possible du désengagement des Etats-Unis de l’aide au Tiers Monde depuis une vingtaine d’années.

En revanche, les rapports annuels du PNUD et de la CNUCED sont plutôt réservés. Voire sceptiques. Leurs experts estiment que, pour réduire de moitié l’extrême pauvreté d’ici 2015, une croissance du PIB par habitant de 5 % par an serait indispensable.

Sur l’ensemble de l’Afrique subsaharienne, seuls six pays seront susceptibles d’y parvenir (Bénin, Cap-Vert, Botswana, Guinée-Equatoriale – avec la manne pétrolière –, Malawi et Ouganda). En revanche, tout au bas de l’échelle, Guinée-Bissau, Liberia, Sierra Leone, Zambie, RDC, Centrafrique, et

Zimbabwe devront vraisemblablement attendre le siècle prochain.

Existe-t-il une sortie de secours pour les plus pauvres ? Sans doute. Mais la trouvera-t-on du côté de l'aide internationale ? Les effets de l'aide internationale ne commencent-ils pas à être remis en cause par les Africains eux-mêmes ?

Un pamphlet intitulé *L'Aide fatale*¹ paraît sous la plume d'une économiste d'origine zambienne, Dambisa Moyo, diplômée de Harvard et d'Oxford, qui a travaillé à la Banque mondiale puis à la banque d'affaires Goldman Sachs de 2001 à 2008, comme chef de la recherche et de la stratégie pour l'Afrique subsaharienne. Son point de vue est décapant : "Il est virtuellement impossible en s'appuyant sur l'expérience de l'Afrique de soutenir que l'aide a eu des résultats positifs, écrit Moyo. Le résultat de l'aide, c'est une croissance plus lente, une pauvreté plus grande, et l'Afrique à l'écart du progrès économique. (...) L'aide est le problème." On reconnaît avec Moyo le credo libéral qui inspirait le discours inaugural de Ronald Reagan sur l'état de l'Union en 1981 : "L'Etat n'est pas la solution à notre problème, l'Etat est le problème." Pourtant, l'histoire économique récente engage à prêter attention à ses propos...

En effet, les critiques d'une ONG telle qu'International Crisis Group font écho à ces réflexions. International Crisis Group, dirigée par Louise Arbour, ancienne haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, fait reproche aux Etats-Unis et à l'Union européenne de nourrir la majorité des habitants du Zimbabwe, "sans que leurs politiques aient commencé à traiter les racines de la crise".

"La bonne nouvelle est que le continent s'est avéré résistant à la crise", indique Henri-Bernard Solignac-Lecomte, chef du bureau de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient au centre de développement de l'OCDE. La crise financière aura un moindre impact en Afrique qu'ailleurs, confirme le FMI, dans la mesure où le continent compte davantage sur les donateurs que sur les marchés pour financer son investissement. Seulement les donateurs, vaste nébuleuse qui inclut les travailleurs migrants et les mandats qu'ils envoient à leur famille au pays, ne sont-ils pas eux-mêmes affectés par la crise ?

La Banque africaine de développement publie régulièrement un rapport intitulé *Perspectives économiques en Afrique (PEA)*. Selon les *PEA* 2010, la crise économique mondiale a bien porté un coup d'arrêt à la période de développement relativement soutenu que traversait l'Afrique en 2006-2008 : on est passé d'un taux de croissance moyen d'environ 6 % à 2,5 % en 2009.

La reprise qui s'annonce sera inégale à travers le continent. L'Afrique de l'Est devrait à nouveau se distinguer en 2010-2011, avec une croissance moyenne supérieure aux autres régions : plus de 6 % en moyenne. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest devraient toutes les deux croître d'environ 5 % ; l'Afrique centrale peut espérer 4 % dans la même période.

La reprise devrait aussi se révéler inégale entre secteurs économiques. En 2009, le volume des exportations de l'Afrique a diminué de 2,5 % ; celui

des importations d'environ 8 %. L'exploitation minière et l'industrie manufacturière ont été particulièrement frappées par la chute du prix des matières premières et du commerce mondial de biens et services. D'autres secteurs – notamment l'agriculture et les services non touristiques – ont mieux résisté et su atténuer les effets de la récession. De fait, dans pratiquement tous les pays africains, le secteur agricole a enregistré de bons résultats, notamment grâce à une météo­rologie clémente. Toutefois, de mauvaises récoltes ont pu donner l'impression contraire dans certaines régions, exacerbant ainsi les effets de la crise.

LE FMI OPTIMISTE À LONG TERME

Le fait nouveau, c'est que le FMI, sous la récente impulsion de son directeur général Dominique Strauss-Kahn, ne considère plus l'Afrique comme le parent pauvre de la croissance mondiale. Déjà, à partir du milieu des années 1990, les perspectives de croissance semblent ressusciter. Mais, cette fois, c'est un vrai bond en avant : 80 % des pays analysés affichent une croissance positive en 2009, contre seulement 10 % des pays de l'OCDE.

A l'échelle des pays eux-mêmes, bon nombre réussissent des performances dignes des meilleurs niveaux asiatiques.

La croissance nouvelle est certes portée par la découverte de ressources naturelles, et, notamment, pétrolières (Soudan, Tchad, Guinée-Equatoriale, Angola), mais pas uniquement : la croissance des pays importateurs reçoit également une forte accélération. Des réformes significatives sont menées (Ghana, Ethiopie, Bénin, Mali, Malawi, Mozambique, Sénégal et Tanzanie).

A l'exception du Zimbabwe, dont chacun connaît la tragédie, tous les pays africains parviennent à maîtriser leur rythme d'inflation, du moins jusqu'à la flambée des prix des denrées alimentaires. Les déficits budgétaires restent en moyenne en deçà du seuil de 3 %.

Dans le cas des pays exportateurs de pétrole, on observe même des excédents budgétaires s'élevant à 8 % du PIB en moyenne. Enfin, la dette extérieure, sous l'effet des politiques d'annulation liées à l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), est revenue à ses plus bas niveaux depuis le début des années 1970.

Les seuls pays à n'avoir pas participé à ce rebond de la croissance sont ceux dont l'instabilité politique continue de masquer les perspectives : Côte-d'Ivoire et Zimbabwe en particulier.

Ailleurs, l'instabilité domestique et les conflits armés marquent aussi un recul notable. Ceci se traduit par une hausse de l'investissement qui aboutit à un chiffre moyen de 22 % en 2007. L'Afrique attire davantage les investissements étrangers. Ceux-ci passent de 15 milliards de dollars en 2002 à plus de 50 milliards de dollars en 2007. Ici encore, on reste loin des performances asiatiques, mais le chiffre est très au-dessus des niveaux passés.

Enfin, les réserves de change africaines passent d'environ 50 milliards de

dollars en 2004 à près de 150 milliards en 2009. Cette progression, sans précédent sur le continent, permet de rassurer les places financières et d'inciter les investisseurs étrangers à miser sur les "nouvelles frontières africaines".

De nombreux pays africains, comme le Nigeria, le Kenya, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal ou le Gabon, peuvent à nouveau lever des fonds internationaux. A titre d'exemple, le marché obligataire de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Ouest africain) permettra de collecter environ 2 000 milliards de francs CFA (3 milliards d'euros) en 2009.

SORTIR DE L'ÉCONOMIE D'EXTRACTION

Vue de Sirius, l'Afrique semble s'être mise en ordre de marche, pour prendre pleinement sa place dans la mondialisation. Si l'on prend l'exemple de la Chine, dont la population va vieillir dans les cinquante prochaines années, l'Afrique, elle, restera un continent jeune avec 70 % de sa population âgée de moins de trente ans.

Et la pauvreté de ses habitants, legs de quatre décennies perdues, est de nature à devenir un avantage comparatif, à condition de parvenir à un renforcement de l'autorité étatique, à une gestion exemplaire des affaires publiques et à un meilleur niveau d'éducation. Car, dans le même temps, d'énormes faiblesses structurelles demeurent.

L'Afrique est l'une des régions du monde où l'économie est le moins diversifiée. Près de 80 % de ses exportations reposent sur la cueillette et l'extraction : produits agricoles, pétrole, et minerais. Une économie dont les principes, qui furent accentués pendant la période coloniale, remontent à la nuit des temps.

Selon le Congolais David Beylard, spécialiste des marchés africains de matières premières, la valeur financière des gisements du continent peut être estimée à 46 200 milliards de dollars : "Il suffirait de 12 % de cette valeur totale pour doter tout le continent d'infrastructures du même niveau que celles des pays développés", assure-t-il. En termes de potentiel, les fondamentaux économiques semblent confirmer son optimisme.

Le pétrole a sans doute un horizon de production relativement limité, à l'échelle de l'histoire de la planète. C'est pourtant, en ce début de millénaire, un produit éminemment stratégique. Ainsi, sur un échiquier géopolitique largement déterminé par l'épuisement annoncé des réserves mondiales en hydrocarbures, l'Afrique devient une pièce maîtresse.

La production africaine de pétrole a été multipliée par 3,5 au cours de ces vingt dernières années (contre 1,6 au niveau mondial) et est loin d'avoir atteint son maximum : les gisements sont encore sous-exploités et des réserves restent à découvrir. Il faut noter au passage que les capacités de raffinage du continent demeurent insuffisantes : l'Afrique produit du pétrole brut mais ne le raffine pas, ou très peu (pour exemple, le Nigeria, premier

producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, importe plus de la moitié de son essence). Plusieurs projets prévoient la construction de nouvelles raffineries, notamment au Nigeria et au Soudan. L'Angola a reçu l'appui de la Chine pour la construction d'une usine pétrochimique à Lobito.

L'extraction des pierres précieuses est devenue plus transparente depuis les accords de Kimberley conclus en 2002 sous les auspices de l'ONU, mettant *officiellement* un terme au trafic des "diamants du sang". Aujourd'hui, plus de la moitié des pierres commercialisées dans le monde proviennent du continent africain.

Parmi les plus gros producteurs, l'Angola a vendu 9,3 millions de carats en 2006 pour une valeur de 1,5 milliard de dollars. Il est précédé par le Botswana, 31,890 millions de carats l'année suivante. En 2007, la république démocratique du Congo en a vendu 27 millions ; et l'Afrique du Sud, 15,775 millions.

Le boom sur les métaux se poursuit. Plusieurs pays du continent ont profité depuis quelques années d'une hausse spectaculaire sur les métaux "précieux" comme l'or et le platine, ou "rares", tels le cuivre, l'aluminium, le fer, voire le nickel dont les cours ont été poussés à la hausse par une forte demande des Asiatiques et des Etats-Unis. La colombo-tantalite est la "vedette" de ce début de millénaire. Utilisée dans la haute technologie sous le nom de coltan, elle est indispensable à la fabrication des téléphones portables.

"Une partie des problèmes d'Afrique centrale tiennent au fait que cette zone sert de variable d'ajustement, souligne un expert européen du marché du coltan. Quand l'exportation australienne de ce produit diminue, la demande en Afrique augmente. Pour parler crûment, quand on n'en a pas besoin, ils crèvent de faim, et, quand on en a besoin, c'est la guerre."

Si les matières premières sont une chance pour l'Afrique, elles ne sont pas une solution aux problèmes de fond. Il faut avoir présent à l'esprit que le Mali, troisième producteur d'or d'Afrique, est l'un des pays les plus pauvres au monde, que le Niger, troisième producteur mondial d'uranium derrière le Canada et l'Australie, est sans doute "le pays le plus pauvre de la planète".

Le plus pauvre de la planète, "c'est encore plus pauvre que le plus pauvre du monde", souligne l'humoriste Mamane, à l'antenne le matin sur Radio France internationale.

Un tiers des réserves de matières premières (hydrocarbures, minerais et métaux) de la planète se trouve en Afrique... Pourtant, les exportations africaines – qui reposent principalement sur les hydrocarbures – ne représentaient en 2005 que 11 % du total mondial, d'après l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le continent dispose d'un potentiel de ressources naturelles encore largement inexploité (diamants, or, uranium, cuivre, cobalt, coltan, pétrole, gaz...) dont la transformation locale en produits finis n'est pas, à ce jour, économiquement viable.

C'est le défi de ce début de millénaire. C'est l'un des ressorts de la "Renaissance africaine" dont nous reparlerons dans les prochains chapitres.

Parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un monument symbolique sur la corniche de Dakar. La Renaissance africaine vient du sud. L'auteur de ce slogan est le successeur de Mandela, Thabo Mbeki, dont l'ambition était de rattacher politiquement l'ancien pays ségrégationniste au reste du continent. Mandela n'affirmait-il pas déjà que "l'Afrique du Sud ne peut échapper à son destin africain" ?

Depuis dix ans, l'idée a fait son chemin. Elle inspirera notamment les travaux du Nepad, acronyme anglophone pour Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique, créé en 2001 par l'Algérie, le Sénégal, l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Nigeria.

Nous reparlerons également d'agriculture parce qu'il s'agit de l'un des dossiers les plus sensibles du continent. L'agriculture constitue l'activité de six Africains sur dix au sud du Sahara, et la principale ressource de nombreux pays. Elle est caractérisée par une majorité de petites exploitations, produisant pour les marchés locaux. Les faibles performances agricoles constatées sont essentiellement liées à la faiblesse des investissements dans le secteur et par conséquent aux techniques rudimentaires utilisées.

"Pour que l'Afrique puisse développer son agriculture et nourrir sa population, estime l'ancien ministre français Hervé Gaymard, elle doit durablement protéger ses marchés de la concurrence des pays plus compétitifs, au premier rang desquels les grands pays émergents. Sur les marchés africains, le poulet brésilien est plus présent que le poulet breton ou néerlandais ; et sur le marché de Mopti, au Mali, le riz malien est vendu 350 francs CFA le kilo, contre 250 francs CFA pour le riz thaïlandais."

Lorsque les exportations africaines vont prendre leur essor, les trois initiales de l'OMC seront aussi impopulaires que celles du FMI et synonymes d'une guerre Nord-Sud, ou Sud-Nord, qui ne dit pas son nom.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET "HISTOIRES D'EAU"

Par la richesse de ses ressources naturelles et sa biodiversité, mais aussi du fait de son retard en matière d'infrastructures industrielles, l'Afrique apparaît, aux yeux de beaucoup, comme une page blanche. Une région d'avenir à l'heure du développement durable. Mais prudence : l'Afrique est déjà le cimetière de maintes utopies et projets pharaoniques. Barrages hydrauliques sous-utilisés, centrales solaires ou aciéries qui n'ont jamais servi... Bien souvent surdimensionnés, inadaptés et difficiles à maintenir en état, ces grands chantiers sans marché n'ont guère rencontré les succès escomptés au siècle dernier.

L'Afrique peut-elle trouver, à l'ère post-industrielle, des réponses à ses besoins en matière d'infrastructures et de communication ? Voyons ce qu'il en est de l'électricité, en termes de production et de distribution.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), seuls 23 % de la population d'Afrique subsaharienne ont accès à l'électricité. C'est moins que

n'importe quelle autre région du globe. Cette proportion devrait évoluer, essentiellement du fait des migrations vers les villes où l'accès au courant est plus facile.

Aujourd'hui, en zone rurale, plus de 90 % des habitants n'ont pas d'électricité et la faible densité de population augmentera encore les coûts d'extension du réseau. Vu d'Europe, on pense tout de suite au solaire... Allons au-delà des fausses évidences... Sur l'ensemble du continent, le solaire représente une part si faible de l'électricité produite qu'il n'est même pas comptabilisé. Produite localement, une énergie renouvelable de ce type pourra sans doute pallier l'absence de réseau dans certaines zones rurales isolées (lorsque le coût de l'installation ne sera plus prohibitif).

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la principale source d'électricité est l'hydroélectricité, le nucléaire n'existant que de façon symbolique, en Afrique du Sud. L'hydroélectricité procure déjà 21 % de la consommation de l'Afrique subsaharienne en matière de courant. C'est presque la seule source dans certains pays (Cameroun, Ethiopie, Tanzanie, Namibie...). En termes de capacités, dans la région des grands fleuves, des grandes chutes et des rapides, le "potentiel" hydroélectrique de la république démocratique du Congo serait de 100 000 mégawatts, soit un peu plus de 10 % des capacités mondiales.

Le "potentiel" : un mot à tout faire, presque une formule magique, à Kinshasa. C'est même le titre de l'un des quotidiens du pays.

Voyons comment ce potentiel productif se traduit en termes d'[approvisionnement en eau](#)². En milieu rural, où vivent près de 70 % de la population africaine, l'eau destinée à l'usage domestique est la plupart du temps prélevée dans les marigots et les rivières. D'un point de vue sanitaire, elle est, bien sûr, non potable, avec les conséquences que chacun connaît. Au milieu de nombre de maladies, de parasites, règnent le typhus, la malaria, la bilharziose...

En l'absence d'infrastructures d'assainissement collectif, seule l'installation d'un puits permet un accès à l'eau potable. Cela suppose un traitement régulier à base de chlore et un environnement maintenu en état de salubrité, conditions évidemment pas toujours réunies. En mars 2007, lors de l'épidémie de choléra qui a sévi au Congo, l'Unicef se lancera ainsi dans une vaste campagne de chloration des puits, devenus les principales sources de contamination.

Pourtant, avec 5,5 millions de kilomètres cubes de réserves en eau souterraine (contre 7,3 pour les Amériques et 1,6 pour l'Europe), les sous-sols africains pourraient théoriquement répondre au manque d'eau potable du continent. Un bémol toutefois : selon les experts, une utilisation plus large, en particulier à des fins agricoles, de ces nappes phréatiques, pourrait rendre problématique leur niveau sur le long terme.

On a souvent l'image en Europe d'une Afrique où tout le matériel est d'occasion. Tels ces autocars Renault ayant fini leur première carrière de transports départementaux et recyclés sur les chaussées un peu bosselées des rares routes goudronnées ou ces berlines 505 Peugeot increvables malgré une trentaine d'années de service après traversée du Sahara... Le cliché perdure. Quoique l'efficacité des réseaux de vente de Toyota et autres japonaises et chinoises rende chaque année un peu plus obsolète le vieux slogan "Peugeot la voiture de l'Afrique".

L'Afrique n'est pas seulement une terre de safaris. C'est aussi un formidable banc d'essai pour les technologies. Ce sont les technologies peu coûteuses, faciles à entretenir et à réparer, et répondant à de réels besoins, qui ont le plus de chances de s'imposer.

Le portable est un appareil pratique, à la fois populaire et sophistiqué, permettant aux pays dont les infrastructures sont inadaptées de pénétrer dans l'univers des NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).

En Europe, l'Italie du *telefonino* a décollé cependant que les entreprises d'Etat telles que France Telecom défendaient leurs vieux monopoles.

En Afrique, le numérique est en train de changer la vie des gens. Pas seulement dans les métropoles. Au nord du Sahara, le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile est spectaculairement élevé : ils sont 25 millions au Maroc et 30 millions en Algérie, soit dans les deux cas entre 80 et 90 % de la population.

Au sud, alors qu'il a fallu trente ans pour développer de façon limitée le téléphone fixe (moins de combinés sur le continent africain qu'à Manhattan), les espaces ruraux continuent d'échapper à tous les réseaux, téléphoniques, électriques et routiers, et trois années ont suffi pour assurer une large diffusion du téléphone mobile.

En 2006, il y avait 110 millions d'abonnés en Afrique subsaharienne. Sans compter un nombre *a priori* aussi important d'utilisateurs disposant de cartes prépayées. Si l'Afrique du Sud et le Nigeria arrivent largement en tête, avec respectivement 32 et 25 millions d'abonnés, une dizaine de pays (Kenya, Tanzanie, RD Congo, Ghana, Côte-d'Ivoire, Soudan, Cameroun, Sénégal, Mozambique, Ouganda, Angola, Zambie, Mali) comptent entre 1 et 6 millions d'abonnés.

Comment expliquer un tel succès ?

C'est sur la base de technologies légères et en intégrant les dimensions socioculturelles locales que le continent pourra se développer, affirment certains [experts scientifiques](#)³. Le téléphone portable permet de contourner les problèmes d'infrastructures liés à la téléphonie fixe et à l'électrification à domicile, le mobile pouvant être rechargé sur une prise collective, branchée elle-même, par exemple, sur un groupe électrogène.

A ces explications prosaïques, il faut ajouter deux phénomènes de civilisation : le mobile répond à des usages sociaux déjà éprouvés. Il est

particulièrement bien adapté au mode de vie africain, à sa tradition d'oralité et de mobilité et, en même temps – lampe d'Aladin de la mondialisation –, les expatriés ne sont plus coupés du pays. L'Afrique va même parfois plus vite que certains pays européens pour développer des usages liés au téléphone portable.

Voici deux exemples particulièrement encourageants.

La Teba Bank d'Afrique du Sud a recours à la technologie existante des téléphones mobiles pour offrir des services bancaires électroniques (épargne et paiement) à faible coût aux clients pauvres. Ce programme avait initialement été mis au point pour gérer le paiement des salaires des travailleurs migrants.

D'après Bankable Frontier Associates, 1,5 % des adultes de l'Afrique du Sud utilisent les services bancaires par téléphone mobile.

Au Congo et en Zambie, les clients se servent de leur mobile pour payer leurs factures en lieu et place de Carte bleue. Le client crée un compte auprès de Celpay et peut ensuite faire des achats en envoyant une demande par SMS à l'opérateur qui se chargera de transférer l'argent sur le compte du commerçant. La sécurité est assurée par l'utilisation d'un numéro personnel d'identification requis pour toute transaction.

En revanche, le développement d'Internet reste proportionnellement limité en Afrique faute d'ordinateurs et de connexions au réseau en dehors des grandes villes : le continent compte seulement 3 % des internautes de la planète. L'usage principal est le courrier électronique qui permet, à moindre coût, de contourner les dysfonctionnements majeurs du courrier postal. Ainsi, dans les villes, les cybercafés se multiplient.

L'Afrique était déjà en avance sur le front des cybercafés il y a dix ans. On n'a pas oublié la mésaventure du groupe Vivendi et de son patron Jean-Marie Messier en 2000, qui découvre lors du lancement d'un nouveau service baptisé Vizzavi qu'il tombe sous le coup de la loi réprimant les contrefaçons, car un homonyme, Vis@vis est déjà enregistré à l'INPI dans les mêmes catégories. Vis@vis est le nom d'un cybercafé, niché juste en face de l'église Saint-Bernard à Paris, animé par Ababacar Diop l'ancien porte-parole du mouvement des sans-papiers, cybercafé qui devait bientôt permettre aux internautes du coin d'appeler, *via* Internet et des logiciels du type de Skype, Dakar et Bamako. Au terme d'une transaction, les propriétaires de la marque Vis@vis recevront **24 millions de francs**⁴. Très vite, Ababacar Diop repartira pour Dakar en vue d'"investir dans le développement de l'Internet en Afrique". Il est aujourd'hui conseiller technique du président sénégalais Abdoulaye Wade, chargé de la coopération décentralisée et de la solidarité numérique. C'est une illustration parfaite du fait que la compétence, l'énergie et la force de travail des migrants clandestins pourraient être utiles à leurs pays d'origine.

Une partie importante de la croissance du maigre parc informatique africain est alimentée par l'importation d'équipements usagés des pays riches. Pour les

uns, c'est une façon de combler le "fossé numérique". Pour les autres, on crée des "décharges numériques" ; selon l'Association nigériane des revendeurs d'ordinateurs, 75 % des équipements informatiques d'occasion reçus ne sont ni réparables, ni revendables.

Certains projets parient malgré tout sur une diffusion massive de cette technologie au cours de la décennie à venir. L'association américaine à but non lucratif [One Laptop per Child](#)⁵, financée par des dons de deux millions de dollars (versés par des entreprises telles qu'eBay, Google, Marvell, News Corporation, ou Nortel) met au point la fabrication d'un ordinateur portable à visée éducative doté du wifi sur la base d'un appareil de laboratoire inventé par les étudiants du [MIT](#)⁶. Le XO1, présenté comme "l'ordinateur à 100 dollars", sera finalement vendu 175 dollars. Sa fabrication à l'échelon industriel démarre début 2007. Sept pays d'Afrique subsaharienne dont le Nigeria passent commande. Fin décembre 2009, One Laptop per Child proclame le lancement d'une tablette PC pour 2012. De nouveau, l'objectif est fixé à moins de 100 dollars.

En mars 2007, la Côte-d'Ivoire annonce la construction d'un "village des technologies" à Grand-Bassam, près d'Abidjan, pour un coût d'environ 300 millions d'euros (financé aux deux tiers par la Chine et l'Inde). La Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC) déclarera un accord de prêt à hauteur de 5 milliards de francs CFA (plus de 7,5 millions d'euros).

Au Maghreb, on compte 1,2 million d'abonnés à Internet au royaume chérifien, chiffre en augmentation de 50 % par rapport à 2008 (selon l'Agence marocaine de réglementation des télécommunications). Même constat positif en Algérie où au moins 600 000 personnes surfent régulièrement sur la Toile.

C'est ainsi que l'on assiste à un véritable basculement des échanges d'informations entre Nord et Sud par et pour Internet : de nouveaux médias se développent, localement d'abord, comme *The Post* à Kinshasa, journal en ligne qui a déjà une demi-douzaine d'années, et qui échappe aux aléas de la distribution des journaux imprimés en Afrique. Mais aussi à l'échelle du continent : le quotidien en ligne [afrik.com](#) trace sa route depuis plus de dix ans, une route indépendante, où circule une information riche, plurielle, qui fait de plus en plus référence. L'équipe se prépare à lancer en 2010 une déclinaison audiovisuelle, permettant de remonter en direction des médias de toute la planète des reportages et des sujets réalisés en Afrique par des journalistes africains ! L'Afrique s'apprête à prendre elle-même la parole, de sa propre autorité, pour parler d'elle-même sur les réseaux mondiaux, et elle cessera de subir ce que l'on dit d'elle dans les salons des capitales occidentales et qui a de moins en moins de rapport avec la réalité d'aujourd'hui. Comme le dit excellemment le rappeur sénégalais Didier Awadi dans une chanson récente, "Mon Afrique elle parle Net, elle parle soft, elle parle cellulaire, en ville elle roule en scooter, pour la campagne elle prend

le Hummer”... Au cœur des changements actuels de l’Afrique, son appropriation des moyens de création et d’expression est sans doute décisive. L’Afrique se réveille numérique, et elle n’est déjà plus, elle ne sera jamais plus la même.

LES QUATRE LIONS D’ALIOUNE SALL

Cette longue introduction macroéconomique était indispensable pour dresser un large schéma structurel de l’Afrique et comprendre les forces profondes qui animent le continent.

Le Sénégalais Alioune Sall, ancien expert du PNUD et directeur exécutif du *think tank* African Futures Institute (Institut des futurs africains) basé au Cap, considère que l’Afrique offre désormais nombre de motifs d’optimisme : un secteur privé dynamique, une société civile émergente...

Alioune Sall a mis au point une typologie, assimilant les nouveaux Africains à des lions et les classant en quatre catégories : lions en cage, lions faméliques, lions qui sortent de leurs tanières, lions qui marquent leurs territoires...

Les lions en cage, “c’est l’Afrique telle qu’elle est, dit-il, piégée par les élites rentières qui ne croient pas en son développement et pensent que c’est l’Europe ou la communauté internationale qui ont en charge l’élévation du niveau de vie des populations pour avoir colonisé l’Afrique ou organisé la traite négrière”.

Ces lions en cage incarnent une Afrique dont les élites sont insérées dans le monde, qui produit du capital humain (sportifs, artistes, médecins et ingénieurs) qu’elle exportera vers les centres de l’économie mondiale.

Les lions faméliques, “ce sont les Etats africains qui s’effondrent, à l’image de la Somalie, parce que la course à l’accaparement des rentes devient violente et ruine l’Etat”. Alioune Sall baptise lions faméliques “les populations, piégées dans des trappes de pauvreté, dominées par des seigneurs de guerre”.

Les lions qui sortent de leurs tanières ? Dans cette Afrique, les modèles tunisien ou mauricien font école. “Quelques Etats africains arrivent à s’insérer dans la dynamique de la globalisation et deviennent émergents. Les élites au pouvoir interviennent sur les dynamiques économiques et organisent un consensus politique qui permet une croissance rapide, de qualité, et juste.”

Enfin, voici les lions qui marquent leurs territoires : “L’Afrique invente un nouveau mode de développement respectueux de la nature et des cultures ancestrales.”

Alioune Sall imagine une Afrique qui fait échec à la mondialisation et à sa compétition féroce en organisant elle-même son indépendance et la production des biens et services nécessaires à ses populations : “[Les Africains doivent être responsables de leur développement, conclut-il. Que ceux qui sont prêts à les y accompagner le fassent. Si personne n’entend le faire, les](#)

Africains devront prendre leurs responsabilités et s'en sortir seuls⁷.”

Je ne peux pas m'empêcher de penser à la phrase de mon ami burkinabé, Joseph Ki-Zerbo, aujourd'hui disparu, grand historien de l'Afrique, qui proclamait : “Le développement, pour moi, c'est le passage de soi à soi-même à un niveau supérieur.”

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE

Voici les principaux objectifs arrêtés par l'ONU en 2000 :

- Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour.
- Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population souffrant de la faim.
- Donner, d'ici à 2015, à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.
- Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.
- Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de quinze ans.
- Réduire des trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.
- Enrayer, d'ici à 2015, la propagation du VIH/sida et commencer d'inverser la tendance actuelle avec d'autres moyens de contraception.
- Enrayer, d'ici à 2015, la propagation de la malaria et d'autres grandes maladies, et commencer d'inverser la tendance actuelle.
- Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.
- Réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population dans les campagnes et dans les villes privées d'un accès régulier à l'eau potable.
- Parvenir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

1 J.-C. Lattès, 2009.

2 Les cris d'alarme lancés régulièrement par l'énergique directeur général de la FAO, le Sénégalais Jacques Diouf, n'ont jamais vraiment mobilisé la communauté internationale.

3 *L'Afrique des idées reçues*, ouvrage collectif réalisé par des scientifiques de toutes disciplines coordonné par Georges Courade, Belin, 2006.

4 Soit l'équivalent de 3 658 776 euros.

5 Un ordinateur par enfant.

6 Massachusetts Institute of Technology.

7 Conclusions d'une table ronde organisée il y a deux ans à Toulouse, sous l'égide du Medef intitulée : *Quand l'Afrique s'éveillera*. Une exposition d'actualité portant le même titre a été organisée en novembre 2007 à la Cité des sciences à Paris.

III

L'AFRIQUE FÉCONDE

Une capacité de création immense, une volonté d'entreprendre jamais démentie. Un tissu artistique extrêmement vivace. Le choc d'Africa Remix à Beaubourg. Une création reconnue dans les circuits mondiaux. L'Afrique berceau d'une nouvelle génération d'entrepreneurs qui dépassent les schémas post-coloniaux.

“Artistes et poètes reviennent toujours au même pays natal, quelle que soit leur couleur. Salut fraternel au Congrès des hommes de culture du monde noir.” Signé Pablo Picasso.

Message envoyé de Cannes aux participants du [1^{er} Congrès international des écrivains et artistes noirs](#)¹ organisé à Paris par la revue [Présence africaine](#)², avec le soutien de l'Unesco :

Dans l'assistance, des historiens, des poètes, des philosophes : Amadou Hampâté Bâ (Mali), Léopold Sédar Senghor et Cheikh Anta Diop (Sénégal), Aimé Césaire et Frantz Fanon (Martinique), Marcus James (Jamaïque), Richard Wright (Amérique), Jean Price-Mars (Haïti), Jacques Rabemananjara (Madagascar), Paul Hazoumé (Dahomey). On reconnaît aussi, dans la salle, Joséphine Baker.

Quelle motivation conduit ainsi l'auteur de *Guernica* à soutenir les “arts nègres” comme on dit encore à l'époque ?

“L'art nègre ? Connais pas.” Cette phrase de Picasso a été tordue dans tous les sens. Elle était simplement l'expression par le peintre de sa haine des catégories, tant artistiques que politiques, et de l'universalité de la démarche et de la figure de l'artiste.

“Que croyez-vous que soit un artiste ? demandera-t-il un jour. Un imbécile qui n'a que des yeux s'il est peintre, des oreilles s'il est musicien, ou une lyre à tous les étages s'il est poète, ou même s'il est boxeur seulement des muscles ? Bien au contraire, il est en même temps un être politique, constamment en éveil devant les déchirants, ardents ou doux événements du monde, se façonnant de toutes pièces à leur image. Comment serait-il possible de se désintéresser des autres hommes, et en vertu de quelle nonchalance ivoirine pourrait-on se détacher d'une vie qu'ils vous apportent si copieusement ? Non, la peinture n'est pas faite pour décorer les appartements, c'est un instrument de guerre offensive et défensive contre l'ennemi.”

Picasso égale liberté.

Picasso “trouve” l'art africain, en 1906 précisément, en compagnie de son ami Matisse. La révélation prend la forme d'un masque blanc d'origine fang (Gabon).

Le grand marchand d'art Daniel-Henry Kahnweiler, auquel on devra plus tard la cote – fabuleuse – des œuvres de Picasso, Braque et autres Derain, situe ce coup de foudre dans un contexte bien précis : les recherches préalables que l'artiste franco-espagnol effectue en vue des *Demoiselles d'Avignon*, le tableau fondateur du cubisme.

Si l'on en croit le poète Guillaume Apollinaire, Picasso ambitionne alors de pénétrer les structures profondes, la "pensée" de l'être. Et il dit en découvrir le paradigme réel – la réalisation aboutie – dans l'art "nègre". Picasso trouvera bientôt, en compagnie de Matisse toujours, tout un bric-à-brac d'objets d'art "primitif" collectionnés au musée d'Ethnographie situé dans l'ancien palais du Trocadéro, bâtiment rococo datant de l'Exposition universelle de 1878, qu'il qualifiera de "musée affreux".

1906 marque donc de façon indirecte l'entrée de l'Afrique dans l'histoire de l'art moderne.

Un siècle plus tard, l'exposition *Picasso et l'Afrique*, présentée en mars 2006 à Johannesburg, confirme l'influence décisive de l'art africain sur le maître de Mougins. Selon Laurence Madeline, commissaire de l'exposition, "l'art africain transparaît dans une centaine de ses créations". Certaines études montrées au public sont directement inspirées de sculptures du Mali, du Congo ou d'Angola. Bien que Picasso ne se soit jamais rendu sur le continent, le peintre possède chez lui une centaine de sculptures et de masques d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Picasso ayant déclenché le signal, "l'art nègre" devient à la mode. Le marché aidant, un nouveau commerce triangulaire s'instaure entre l'Afrique, Paris et l'Amérique. Premières collections "d'art primitif". Premiers marchands, Paul Guillaume, Joseph Brummer. Premiers acheteurs avisés qui font la course à Marseille : la Joliette est déjà la porte de l'Afrique, et l'on peut se procurer des "nègres" chez les brocanteurs... Aux Etats-Unis, le photographe Alfred Stieglitz organise fin 1914 une exposition cubiste Braque-Picasso où sa galerie donne à voir des objets africains.

UN SIÈCLE DE PILLAGE

La découverte de l'art "nègre" par les artistes et les critiques européens de la première moitié du xx^e siècle se traduira, on le sait, au fil des décennies, par ce que l'on peut considérer rétrospectivement comme un véritable pillage du continent. Certains trésors du patrimoine africain, voire mondial, finissent dans les salons des beaux quartiers. Une résolution prise par l'Unesco interdira, dès le début des années 1990, de faire sortir masques et statues du [continent africain](#)³. En 1997, l'Unesco évaluera que les sites de Bura (Niger) ont été dévalisés à 90 %. Une statue bangwa arrachée au Cameroun en 1897, vendue 29 000 dollars en 1966, vaudra 3,1 millions de dollars en 1990 ! Le paradoxe est que c'est l'intérêt même du milieu de l'art occidental, et donc le "pillage", qui a fait prendre à l'art africain la valeur marchande qu'il a

aujourd'hui.

Il aura fallu près d'un siècle pour changer les regards.

Au commencement, on parle de l'"art nègre" comme d'un art sans époque. Apollinaire évoque les "grands artistes anonymes" du continent... Les objets les plus authentiques arrivent détachés de tout contexte. Dorénavant, on s'attache à en restituer les origines.

Jacques Kerkache, père de ce qui deviendra le musée du quai Branly, lance une pétition en 1990 proclamant que "les chefs-d'œuvre du monde entier naissent libres et égaux". A l'époque, Kerkache espère qu'une aile du Louvre sera consacrée à ce qu'on n'appelle déjà plus l'"art nègre", ni même les "arts primitifs". Les mandarins du musée s'opposent dans un premier temps à sa proposition.

Les pouvoirs publics français vont alors lancer le projet de musée des Arts premiers sous l'impulsion personnelle de Jacques Chirac. Le musée du quai Branly ouvrira ses portes en janvier 2006 et connaîtra très vite un vif succès. De juin à octobre 2010, seront exposés les masques et statues admirables des peuples d'Afrique centrale sous l'appellation *Fleuve Congo*. Cette seule exposition justifierait la création de ce grand dernier musée parisien. Plus qu'à une anthologie des œuvres issues du bassin du fleuve Congo, on accède à l'histoire des peuples bantous dans cette vaste zone, celle du fleuve et de la forêt équatoriale. La statuaire, les masques illustrent l'esthétique fang et songye. Et manifestent de façon éclatante l'éblouissement de ce que Picasso appelait jadis "l'art nègre".

Il aura fallu attendre un siècle après les colonisations belge et française et la création du musée du quai Branly pour que ces sculptures remarquables accèdent à la reconnaissance universelle.

Le "musée du président" perdra son nom – dès la fin du chantier – à la suite de querelles byzantines affirmant que l'appellation prévue – "les arts premiers" – relèverait d'une vision "évolutionniste" de l'art... Bigre ! Le musée ne sera plus connu désormais que par son adresse... "Quai Branly."

Signalons au passage la naissance du beau [musée Dapper](#)⁴ inauguré en 2001 à Paris. Un musée qui se fixe pour objectif "de faire connaître aux jeunes, du moins ceux issus des communautés africaines, l'histoire de leurs parents et de lutter ainsi contre le racisme". Au premier semestre 2010, le Dapper permet à ses visiteurs de tout savoir sur la "sape" et les "sapeurs", ce dandysme informel qui fait des deux capitales du fleuve Congo, Brazzaville et Kinshasa, la vitrine d'une élégance vestimentaire voyou à l'africaine, un style qui n'est pas sans rappeler le chic de Harlem à l'époque de Duke Ellington.

Le maître immortel de la "sape" demeurera le musicien Papa Wemba, ancien du Zaïko Langa Langa et pape du lokolé. Depuis près de vingt ans Koffi Olomidé en est le digne successeur, lancé par son premier album, *Koweit, rive gauche*.

Mais regardons ce qui se passe en Afrique au lendemain des indépendances.

Dans les années 1960, les jeunes Etats africains créent des écoles des beaux-arts. De nombreux artistes, considérés comme les premiers acteurs de l'art africain contemporain, vont y faire leurs débuts, comme El Anatsui ou Abdoulaye Konaté. A Brazzaville, l'élan pictural et sculptural de Poto-Poto est exemplaire.

Des autodidactes, comme le Congolais Chéri Samba, pseudo de Samba wa Mbimba N'zingo Nuni Masi Ndo Mbasi, se font aussi connaître. Les peintures de Samba, artiste engagé à la croisée de l'art populaire africain et de l'univers de la bande dessinée, touchent au pamphlet politique avec une bonne dose d'humour.

Les indépendances s'accompagnent aussi d'un grand élan philosophique et artistique.

Dakar accueille en 1966 le premier Festival mondial des arts nègres, aboutissement du mouvement de la "négritude" dont Léopold Sédar Senghor, poète et président du Sénégal, se fait le chantre pour l'Afrique.

Trois ans plus tard, c'est le Festival panafricain d'Alger. Le "panaf" a l'ambition joyeuse de célébrer la culture africaine "après une longue période de souffrance". Parmi les artistes et les troupes venus de toute l'Afrique et des Etats-Unis, Myriam Makeba, Archie Shepp (qui brille par son free-jazz accompagné de musiciens traditionnels algériens), Choukri Mesli, Barry White, Manu Dibango, Nina Simone, Ousmane Sembene, André Salifou...

Ce premier Festival panafricain a lieu sept ans après l'indépendance de l'Algérie, en 1969. Aussi, cette première édition se veut-elle révolutionnaire. Leaders de mouvements de libération africains et Black Panthers américains se mélangent dans un climat sulfureux que montre fort bien le film *Festival panafricain d'Alger 1969* réalisé par William Klein.

Une deuxième édition du Festival panafricain aura lieu, toujours à Alger, en juillet 2009, soit quarante ans plus tard. Le deuxième "panaf" affiche l'ambition de montrer la "Renaissance africaine" et se veut davantage axé sur la diffusion des œuvres.

Le festival rassemblera des artistes, venant de quarante-neuf pays du continent, ainsi que des Etats-Unis et du Brésil : Biyouna, Youssou N'Dour, Cesaria Evora, Khaled, Danny Glover, Sami Tchak, Tierno Monénembo, Calixthe Beyala...

Après les indépendances, l'Afrique elle-même se dotera de centres d'art contemporain. Festivals ou biennales seront régulièrement organisés sur le continent pour mettre en valeur le talent des artistes contemporains.

Le phénomène le plus marquant, malgré tout, c'est le rayonnement de cet art au-delà des frontières. A Paris comme à New York, les musées d'art moderne et les galeries les plus dynamiques s'engagent dans une course à la diffusion artistique et culturelle des créateurs contemporains du continent.

La première exposition marquante d'artistes africains vivants s'intitulera *Les Magiciens de la terre* (centre Georges-Pompidou, 1989), et ce sera une vraie "première" en Europe. Jamais auparavant, on n'avait élargi de la sorte les limites géographiques de la valeur culturelle de l'art. Vingt ans plus tard, l'exposition est toujours classée deuxième au sondage permanent en ligne mené par un site Internet consacré à l'intérêt des événements qui ont marqué le musée Beaubourg depuis son inauguration.

D'autres grandes expositions viendront ensuite corroborer l'intérêt de la critique et du public, autour du monde : *Crossing*, Floride (1997) ; *Authentic/Ex-Centric : Africa in and out of Africa*, Venise (2001) et *The Short Century*, Munich (2001).

The Short Century, sous-titré *Indépendance et mouvements de libération en Afrique, 1945-1994*, veut apporter une démonstration éclatante de l'étendue de la création africaine moderne ; film, photographie, graphisme, architecture, musique, littérature et théâtre. Plus de cinquante artistes venant de vingt-deux pays y participent. L'année suivante, *The Short Century* attirera la foule new-yorkaise dans les trois étages du PS1, installation provisoire du MoMA dans le Queens, le musée d'Art moderne ayant traversé l'East River pour cause de travaux de rénovation. Une fois son chantier achevé, le musée d'Art africain doit rejoindre en avril 2011 le Museum Mile à Manhattan, sur la Cinquième Avenue à la hauteur de la 110^e Rue, une adresse qui fait le lien entre les musées qui se pressent déjà sur l'avenue – le Metropolitan, le Jewish, le Guggenheim – et le quartier de Harlem. Tout un symbole.

Pour moi, le vrai coup de tonnerre de l'art contemporain africain porte un nom. C'est l'exposition itinérante *Africa Remix* présentée au centre Pompidou (2005) ; on la verra également en Allemagne, en Angleterre, au Japon. *Africa Remix* peut être considéré comme le premier panorama effectif de l'art contemporain du continent.

Un vrai choc : quatre-vingt-sept artistes contemporains, originaires de tout le continent, du Maghreb à l'Afrique du Sud, sculpteurs, vidéastes, designers ou plasticiens. Beaucoup vivent en Occident ou sont nés dans la diaspora africaine.

Pourtant, ils partagent les préoccupations de leurs aînés : la question de l'identité, notion devenue complexe dans un monde métissé, la violence qui secoue l'Afrique, la mondialisation des échanges ou les rites religieux.

Interrogés par Simon Njami, commissaire principal de l'exposition, sur leur statut d'"artistes africains contemporains", ils répondront en majorité que "peu leur importe l'étiquette qui leur colle au dos. La seule chose qui compte étant que leur travail soit vu."

Afin de ne pas nous égarer, suivons le guide : Simon Njami, né en 1962 en Suisse, de parents camerounais, romancier (*Cercueil et Cie*, *African Gigolo*), et critique d'art. Pour lui, cette exposition est l'étape décisive "d'une réflexion entamée il y a plus de quinze ans sur le sens de la contemporanéité en Afrique".

Qu'est-ce qu'*Africa Remix* ? Il ne s'agit pas d'une démarche documentaire, mais bien d'un véritable show artistique, une parade en trois actes et près de deux cents œuvres.

Suivons le catalogue de l'expo.

Acte 1 : "Identité et histoire." Voici des regards d'artistes qui se croisent...

Ici, une mémoire collective : l'appartenance à un lieu, comme dans *Tabla* de Moataz Nasr. Ou bien encore *For Those Left Behind*, sculpture à base d'objets recyclés du Sud-Africain Willie Bester.

L'installation *History Has an Aspect of Oversight in the Process of Progressive Blindness* d'Andries Botha (en VF : "L'Histoire offre une vue générale dans le processus d'aveuglement progressif") est composée de six chaises recouvertes de peau de vache, complétées par un appareil rotatif électromécanique, une boîte comportant une balle et deux griffes, quarante-huit bustes de bibelots en cire, quarante-huit bibelots en cire complets, environ cinquante-cinq blocs de mâchefer utilisés pour la construction, un support métallique et un ventilateur érigé verticalement...

Plus loin, on comprend qu'il s'agit de mémoire plus personnelle. Des œuvres où se confrontent sexualité, politique, féminisme, race, origines : voici *Dansons* de Zoulikha Bouabdellah ou *Oyé, Oyé* de Michèle Magema.

Ailleurs, les artistes revisitent quelques grands mythes de la culture occidentale... Fernando Alvim fait de *Belongo* le drapeau de la nation ; Hassan Musa montre son *Great American Nude* ; l'installation *Victorian Philanthropist's Parlour* est signée Yinka Shonibare... Qui dit Shonibare pense immédiatement wax et tout ce que ce tissu contient d'historicité et d'identité. Aussi faut-il s'attendre à la présence, çà et là, de personnages décapités, vêtus de pagnes taillés à la mode victorienne.

Acte II : "Ville et terre..." Des photographies de Pascale Marthine Tayou mettent en scène l'urbanité rurale de la ville africaine. C'est un chantier, un espace en perpétuelle mutation que l'on retrouve aussi dans les photos d'Otobong Nkanga ou dans le *Township Wall* d'António Ole. En même temps, il s'agit d'un décor fabriqué, comme le montrent les images numériques d'Allan de Souza et les maquettes de Bodys Isek Kingelez. Pour son installation, *On Waiting the Bus*, Dilomprizulike rassemble des silhouettes fabriquées ici aussi à partir d'objets de récupération. Dans les photographies de Tracey Derrick, la terre ou la nature forment une permanente totalité, tandis que la ville constitue un ensemble fragmentaire. Dans son triptyque, *Three Cities*, Rodney Place évoque le rêve d'une intégration sud-africaine au grand continent.

Acte III : "Corps et esprit." Bruly Bouabré, philosophe autoproclamé d'une

nouvelle spiritualité africaine, exprime ses théories dans ses dessins. L'initiation dépeinte par Abdoulaye Konaté est illustrée par sept formes humaines, métaphores, selon l'artiste, des sept croyances auxquelles le ^{xx}e siècle a été soumis.

Les portraits qui jalonnent le *Pédiluve n° 4* de Bili Bidjocka ? “Ils nous renvoient seulement à nous-mêmes”, affirme Simon Njami, tandis que les aquarelles de Barthélemy Toguo ou les collages de Wangechi Mutu ouvrent sur une réflexion concernant “ces mutants que sont devenus, métaphoriquement, les Africains”, pour reprendre l'expression du commissaire de l'exposition. Bref, une exposition vivante, tonique, éclairante.

Seule particularité à signaler : l'ensemble des artistes – venant d'Afrique – est peu connu sous nos latitudes. Et, après la visite, qu'on le veuille ou non, on est forcé de penser à la phrase de Picasso (“L'art nègre ? Connais pas”). Qui connaît en France Cheick Diallo, Lara Baladi, Bili Bidjocka, Pascale Marthine Tayou, Pume, António Ole, Mohamed el-Baz, Meschac Gaba, Abdoulaye Konaté, Andries Botha, Akinbode Akinbiyi, Joel Andrianomearisoa, Balthazar Faye et Patrice Félix Tchicaya, dont l'exposition montre des œuvres inédites et combien talentueuses ?

A défaut d'autres indicateurs, le marché est en train de rendre son verdict. Les prix vont grimper de 370 % entre janvier 2002 et janvier 2007. Yinka Shonibare, l'une des têtes d'affiche d'*Africa Remix*, décroche le plus beau coup de marteau d'une vente thématique *Africa* organisée en mai 2010 à New York : 88 000 dollars ? Adjugé.

LES MARCHES DE LA GLOIRE

Le quotidien britannique *The Independent* entreprend en 2006 d'établir un classement des cinquante plus grands créateurs africains. On y trouve naturellement des noms d'artistes que presque tout le monde connaît. En particulier des musiciens : Amadou et Mariam (Mali) ; Cesaria Evora (Cap-Vert) ; Salif Keita (Mali) ; Cheb Khaled (Algérie) ; Toumani Diabaté (Mali), sans doute le meilleur joueur de kora au monde ; Femi Kuti, le fils de Fela (Nigeria) ; Youssou N'Dour (Sénégal) ; Rachid Taha (Algérie) ; Rokia Traoré (Mali) ; Manu Dibango (Cameroun) ; Souad Massi (Algérie) ; Zola (Afrique du Sud) ; le rappeur K'naan (Somalie)... On devrait, entre autres, ajouter Bako Dagnon “l'Aretha Franklin de Bamako” descendante de l'une des plus prestigieuses lignées du griotisme mandingue.

Pour une fois, voici un concept de marketing qui ne vole pas son nom : la *world music* africaine est connue dans le monde entier.

Permettez-moi une petite parenthèse personnelle... Il y a vingt-cinq ans, lorsque, président de TF1, encore chaîne publique, je décide de lancer un programme d'après-minuit baptisé *Télévisions sans frontières (TSF)*, confié à Eric Dietlin, nous faisons déjà le même constat : la musique est le plus efficace des traits d'union. En coopération avec les télévisions nationales

d'Afrique francophone (aux moyens limités et aux priorités le plus souvent déterminées par une combinaison de hasard et de nécessité), nous composons une sélection d'émissions à partir de leurs programmes.

Les émissions de variétés en particulier...

Nos stars de la nuit se nomment Alpha Blondy, Manu Dibango, Angélique Kidjo. Lorsque certaines télévisions n'ont pas les extraits indispensables, nous fabriquons des clips sur place. Un chauffeur de taxi africain m'avouera, il n'y a guère, qu'il possède toute une collection de cassettes VHS copiées à partir de nos émissions *TSF* sur le Bénin, le Togo ou la Côte-d'Ivoire dans son domicile en banlieue parisienne.

En Afrique, on ne pirate pas, on copie, on copie, on copie à l'infini. Certains pays, comme le Gabon, n'ont pas de système de droit d'auteur, ce qui handicape d'autant la création artistique.

Nous voilà à mille lieues des considérations de la loi Hadopi, destinée à protéger en France les créateurs vivant à l'abri d'un système de protection du droit d'auteur, instauré voici plus de deux siècles grâce aux combats menés par Beaumarchais.

CANNES, CANNES, CANNES...

Puisque nous parlons d'auteurs, profitons-en pour regarder comment se porte le cinéma africain. L'Afrique subsaharienne n'a pas vraiment d'industrie cinématographique, n'a plus de salles de cinéma ; mais elle a des cinéastes.

Les héritiers du Sénégalais Ousmane Sembene participent régulièrement aux festivals internationaux. Ils y récoltent des trophées : le Malien Souleymane Cissé obtient le prix du Jury au Festival de Cannes 1987 pour *Yeelen* ; le Burkinabé Idrissa Ouedraogo reçoit le même prix du Jury en 1990 pour *Tilai* ; le Tchadien Mahamat Saleh Haroun recevra à son tour le prix du Jury en 2010 pour *Un homme qui crie n'est pas un ours qui danse*.

Au même festival en 2010 s'affiche le film de Renaud Barret *Benda Bilili !* interprété par une équipe de musiciens handicapés de Kinshasa chevauchant fièrement leurs chaises roulantes. Le Staff Benda Bilili transforme la misère en force de vie, et interprète avec un grand talent musical une rumba funky explosive, illustrant l'insolente vitalité de la création musicale africaine.

L'Afrique n'est-elle pas dans le viseur du Festival international du film depuis la Palme d'or 1975 attribuée à mon ami Mohammed Lakhdar Hamina pour son chef-d'œuvre du cinéma algérien : *Chronique des années de braise* ?

"Les festivals sont le seul territoire qui nous reste. C'est le désert en Afrique", explique le Tchadien Mahamat Saleh Haroun, dans une interview au journal *Le Monde*. La plupart des salles du continent ont fermé, et les aides publiques à la production sont rarissimes. "On a affaire à des gouvernements qui n'ont aucun intérêt à financer un art subversif", explique celui qui va recevoir le prix du Jury 2010 tout en se refusant à "jouer les pleureuses".

Une trentaine de jeunes réalisateurs du continent sont également venus à

Cannes en 2010, présenter un film ou un documentaire, ou un projet (la plupart à l'invitation de Culturesfrance, opérateur public du Quai d'Orsay chargé de favoriser les échanges, dirigé par Olivier Poivre d'Arvor. Ce dernier cédera bientôt la place à Xavier Darcos, ancien ministre, placé à la tête d'un nouvel organisme, l'Institut français).

Quand ils ne sont pas à Cannes, les films tournés en Afrique subsaharienne et leurs metteurs en scène se retrouvent entre eux au Fespaco de Ouagadougou. Leurs scénarios parlent des grands thèmes du continent ; ils évoquent la colonisation et ses méfaits, l'indépendance déçue, l'exode rural, les femmes et la tradition, la religion, l'exil en Europe ou aux Etats-Unis... Pas vraiment des sujets de films pour le grand public africain, qui, lui, privilégie les productions hollywoodiennes, indiennes ou égyptiennes.

Une comédie comme *Africa Paradis*, sorte de *Bienvenue chez les ch'tis* du Béninois Sylvestre Amoussou, fait figure d'exception dans le tableau de ce cinéma grave et sérieux.

Splendeur et misère du septième art au sud du tropique du Cancer : le cinéma africain est loin de pousser les portes du box-office. Faute d'industrie, de circuits de distribution et de moyens bien entendu... Faute également de producteurs efficaces, de créateurs ambitieux, de comédiens de dimension internationale ; ils sont rares ceux dont il faut saluer le talent, le courage, l'ingéniosité...

Dans la catégorie des réalisateurs africains, après Ousmane Sembene et Lakhdar Hamina, je retiendrai le Burkinabé Idrissa Ouedraogo, le Malien Souleymane Cissé, le Franco-Algérien Rachid Bouchareb. C'est sous la direction de ce dernier qu'éclatera l'immense talent du comédien burkinabé Sotigui Kouyaté, récemment disparu, dans le film *London River*. Comédien fétiche de Peter Brook, il interpréta au théâtre *La Tempête* et *Hamlet* de Shakespeare, ainsi qu'*Antigone* de Sophocle. Sans oublier sa participation dans d'autres grands films : *IP5* de Jean-Jacques Beineix, dernier film d'Yves Montand, *Le Maître des éléphants* de Patrick Grandperret, *La Genèse* d'Oumar Sissoko.

Rares sont les producteurs français qui prennent des risques à propos de l'Afrique. Ce fut le cas hier du talentueux Daniel Toscan du Plantier. C'est le cas aujourd'hui de Fabienne Servan-Schreiber, de Yamina Benguigui et de celui dont je veux conter la dernière mésaventure, Jean-François Lepetit (Flach Film). Il connut il y a des années un succès populaire considérable avec *Trois hommes et un couffin*, et a produit de nombreux films pour la télévision et le cinéma. Notamment, en 1996, *Les Caprices d'un fleuve*, éloge du métissage dans le Sénégal du XVIII^e siècle, splendide film au coût élevé, dont il confia la réalisation à Bernard Giraudeau. Et plus récemment, en 2010, un film qui passera inaperçu, *Le temps de la kermesse est terminé*, réalisé par Frédéric Chignac, et qui nous fait découvrir la brutalité des rapports entre une Afrique post-coloniale et un Occident toujours dominateur. C'est l'histoire de la rencontre d'un Blanc cynique et de la population abusée et désabusée d'un

petit village d'Afrique de l'Ouest, interprétée par deux comédiens remarquables, Aïssa Maïga et Stéphane Guillon, à contre-emploi... La critique, dans son ensemble très positive, souligna l'originalité d'un sujet politiquement incorrect qui n'eut pas l'heur de plaire au petit monde de l'humanitaire... et aux distributeurs. Le film rencontra des difficultés de programmation et ne fut projeté que dans de rares salles parisiennes, pour une durée très limitée, au point que l'on a pu attribuer ce traitement à une "censure rampante".

Dans la même catégorie, il faut rendre un hommage particulier à Humbert Balsan, producteur, entre autres, de films arabes et palestiniens, notamment ceux du grand cinéaste égyptien Youssef Chahine (*Adieu Bonaparte, Le Sixième Jour, Alexandrie encore et toujours, L'Emigré, Le Destin, L'Autre*) ; Humbert Balsan a choisi la liberté, le risque financier et la [mort](#)⁵.

D'UNE CARMEN À L'AUTRE

La moisson d'Oscars arrivera peut-être un jour pour le cinéma africain. Pour l'instant, seule l'Afrique du Sud entre dans le champ de vision des jurés de Hollywood. L'actrice Charlize Theron, originaire du Transvaal, remporte en 2004 l'Oscar de la meilleure actrice pour *Monster* où elle incarne un *serial killer* féminin ; la réalisatrice Patty Jenkins est américaine, et l'action du film se déroule en Floride.

Mais voici un film authentiquement sud-africain : *Mon nom est Tsotsi*, qui reçoit la statuette du meilleur film étranger en 2006. Le réalisateur Gavin Hood est un Sud-Africain blanc ; ses interprètes sont de jeunes acteurs noirs issus des townships. *Mon nom est Tsotsi* raconte la rédemption d'un jeune braqueur de Soweto au contact d'un bébé enlevé. Thabo Mbeki, le successeur de Nelson Mandela, tient d'autant plus à saluer cette "histoire de pauvreté, de désespoir, et de lutte qui se transforme en renaissance morale profonde" qu'il s'agit d'un long métrage emblématique de la nation arc-en-ciel.

Le cinéma sud-africain a également produit d'autres œuvres dans des domaines moins attendus. Citons *District 9*, de Neill Blomkamp, produit par Peter Jackson – le réalisateur de la trilogie *Le Seigneur des anneaux* et de *King-Kong* –, qui raconte l'histoire d'extraterrestres ayant atterri à Johannesburg et confinés dans un ghetto. Ce film de science-fiction, tourné de façon originale comme un documentaire et ayant bénéficié d'une campagne de promotion sur Internet, a été unanimement salué par la critique aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Le scénario se fait l'écho de l'histoire réelle de l'Afrique du Sud et de son passé ségrégationniste.

Un autre exemple sud-africain : *U-Carmen eKhayelitsha* (2005), une adaptation de l'opéra de Bizet filmée dans un bidonville du Cap. Tourné entièrement en langue xhosa, le film combine des airs de l'opéra original avec de la musique africaine traditionnelle. *Carmen* a été traduite en xhosa par Andiswa Kedama et Pauline Malefane, qui interprètent respectivement

Amanda et Carmen dans ce *U-Carmen eKhayelitsha*.

Certains demanderont : mais qu'est-ce que *Carmen* a à voir avec la Renaissance culturelle africaine ? Je n'en sais trop rien ; mais voilà...

Il y a plus d'un demi-siècle, *Carmen Jones* (1954) transpose l'opéra de Bizet dans une usine d'armement de Chicago et sur un ring de boxe. La Carmen noire, Dorothy Dandridge chante avec la voix de la grande Marilyn Horne. La sortie de *Carmen Jones*, présentée en compétition pour la Palme d'or du Festival de Cannes, restera bloquée en France pendant quarante ans à la suite d'une démarche d'ayants droit.

Pour l'Amérique du siècle dernier, le *Carmen Jones* d'Otto Preminger restera un film précurseur, à la veille du mouvement des droits civiques.

Qui sait ce qu'annonce *U-Carmen eKhayelitsha* pour les spectateurs africains ? D'autres opéras.

Voici *Bintou Wéré*, unique production de l'Opéra du Sahel, créée officiellement en février 2009 à Bamako dans un théâtre en plein air spécialement construit pour l'occasion sur les rives du Niger devant deux mille spectateurs. *Bintou Wéré* voyagera ensuite dans plusieurs capitales : Ouagadougou, Nouakchott, Dakar... Hors du continent, Amsterdam et le Théâtre du Châtelet à Paris auront également pu découvrir les aventures de cette ancienne enfant-soldat partie de son village sahélien vers l'Europe afin de retrouver le père de l'enfant qu'elle attend. Au générique de la création, le livret est signé Koulsy Lamko (Tchad) et Wasis Diop (Sénégal), la musique est de Zé Manel (Guinée-Bissau) ; la chorégraphie de Germaine Acogny (Sénégal).

Costumes et décor sont d'Oumou Sy, la Coco Chanel du continent.

LA COCO CHANEL DU CONTINENT

D'origine peule, Oumou Sy est née en 1952 à Diatar près de Podor, à proximité du fleuve Sénégal. Elle grandit au sein d'une famille de dix-sept enfants. A la disparition de son père, la jeune Oumou, qui a cinq ans, commencera à fabriquer des vêtements avec des tissus de récupération ; elle ouvrira son premier atelier de couture à Saint-Louis à l'âge de treize ans. *Bagatelle-Couture* sera l'enseigne de son premier magasin de prêt-à-porter à Dakar. Elle a tout juste vingt ans.

Oumou Sy laisse libre cours à son talent tant dans le domaine du prêt-à-porter que dans celui de la haute couture. Elle collabore régulièrement avec le monde du spectacle et du cinéma, confectionnant les tenues de scène pour Youssou N'Dour ou créant des costumes de films comme *Les Caprices d'un fleuve* de Bernard Giraudeau (1996), produit par Jean-François Lepetit (Flach Film).

Fascinée par les récits qui ont bercé son enfance, Oumou Sy poursuit inlassablement des recherches sur l'histoire africaine. Elle reconstitue à sa façon la vie d'autrefois avec plus de trois mille pièces, [costumes de rois et](#)

reines d'Afrique⁶.

Oumou Sy n'est pas seulement une styliste géniale, elle devient l'un des artisans de la Renaissance africaine que nous célébrons ici. En 1996, elle ouvre le premier cybercafé d'Afrique de l'Ouest, le *Metissacana*, pour lequel elle recevra le prix RFI Net Afrique.

Autodidacte, Oumou Sy n'a pas appris à lire ni à écrire. Cependant, elle pressent les enjeux des nouvelles technologies. Le *Metissacana* offre dès 1996 un espace de convivialité innovant. Après avoir été pionnier des cybercafés, *Metissacana* sera le premier opérateur africain à diffuser en direct et en ligne de la radio sur Internet – avec Sud FM en mars 1997 et Radio Nostalgie Dakar en décembre 1997. En septembre 1998, *Metissacana* se décentralise avec l'ouverture d'un deuxième cybercafé à Saint-Louis et un réseau d'antennes régionales à Thiès, Kaolack, Tambacounda, Ziguinchor... *Metissacana* développe alors un service de messagerie gratuite avec consultation des comptes e-mail à partir de son site. Enfin, lors de la présidentielle sénégalaise de 2000, *Metissacana* mène avec Sud FM et le Cordersia (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) la première expérience de démocratie en ligne sur le continent. Débats en direct entre les candidats, les internautes et le public de la terrasse du *Metissacana*, scrutin et sondage en ligne, publication en ligne et instantanée des résultats...

La fameuse styliste explique son engouement pour le web par son ascendance peule : "Pour moi, Internet, c'est un outil pour voyager sans bouger. Comme je suis d'origine nomade, j'aime ça, cette liberté de voyage sans frontière, sans administration centrale. Chez nous, les Peuls, quand on veut s'en aller, on prend une poignée de sable dans la main, on le laisse s'écouler pour voir d'où souffle le vent et on part vers où s'envole le sable. Avec Internet, c'est un peu la même chose."

A partir de 2000, Oumou Sy atteindra la dimension internationale en organisant la Semaine internationale de la mode africaine (SIMOD) qui se tient désormais chaque année à Dakar et à laquelle participent des stylistes de quinze pays du continent. La même année, elle est nommée ambassadrice de la mode africaine à l'Exposition universelle de Hanovre.

En 2003, la Semaine de la mode de Rome (AltaModa) la distinguera d'un prix spécial de la Ville. En 2005, le musée des Arts décoratifs de Hambourg lui consacre une exposition de six semaines accueillant plus de vingt mille visiteurs.

En 2007, elle participera en Allemagne à la Documenta, la plus importante rencontre internationale d'art contemporain, regroupant tous les cinq ans les créateurs les plus talentueux des cinq continents.

Les écrivains, les architectes, les danseurs participent également au renouveau du rayonnement mondial de l'Afrique, chacun dans son domaine.

Je préfère m'arrêter à un aspect original de la création en Afrique, du moins à nos yeux européens.

Les créateurs africains sont souvent des créateurs d'entreprises, sans le savoir. Faute d'infrastructures et d'organisation du marché, sans doute. Tant pis pour les belles catégories académiques.

Les masques africains du musée du quai Branly ne sont pas signés car leurs sculpteurs ne les concevaient pas comme des œuvres d'art.

Les artistes africains d'aujourd'hui apportent toute leur invention, leur créativité dans un domaine où les experts économiques ne les étouffent pas encore. Car ils sont eux-mêmes le *business plan*.

OUSMANE SOW, SCULPTEUR MONUMENTAL

Je connais le grand sculpteur sénégalais [Ousmane Sow](#)⁷ depuis vingt-cinq ans par le biais de sa compagne, la productrice Béatrice Soulé. J'ai été impressionné dès la première rencontre par son talent et son génie. Les Parisiens attendront 1999 pour le découvrir.

Guerriers massaïs du Kenya, lutteurs de l'ethnie nouba du Sud-Soudan, Zoulous d'Afrique du Sud : ces grandes statues, au souffle épique, chantant les grands peuples africains, vont être vues par plus de trois millions de visiteurs sur le pont des Arts à Paris.

Je citerai le plasticien français Ernest Pignon-Ernest, totalement admiratif : "Il arrive du Sénégal avec un autre souffle, une ampleur je dirai monumentale, si ce n'est qu'il n'y a là aucune monumentalité."

A l'époque Sow travaille exclusivement avec des matériaux de son invention ; il réalise sa matière en laissant macérer certains produits parfois durant des années, avant de les appliquer sur une ossature de fer, de paille et de jute. Il laisse la nature travailler et ouvre la porte à l'imprévu. Etrange matériau, fortement expressif, mais très fragile en même temps, difficile à conserver en plein air.

Travail d'autodidacte...

Bien que sculptant depuis l'enfance, Ousmane Sow travaille depuis longtemps en amateur sans se préoccuper de la pérennité de ses créations. Au départ, il transforme son cabinet de kinésithérapeute et ses appartements successifs en ateliers de sculpture, détruisant, ou abandonnant derrière lui les œuvres créées. Première revendication de reconnaissance artistique : un bas-relief exposé au premier Festival des arts nègres en 1966 et qui figure en bonne place à l'Assemblée nationale du Sénégal... C'est seulement à l'âge de cinquante ans qu'il va faire de la sculpture un métier à part entière. Révélé en 1987 au Centre culturel français de Dakar, où il présente sa première série sur les lutteurs noubas, l'artiste expose six ans plus tard, en 1993, à la Documenta de Kassel en Allemagne, puis, en 1995, au palazzo Grassi, à l'occasion du centenaire de la Biennale de Venise. En 2003, le sculpteur présente au prestigieux Whitney Museum de New York une de ses œuvres majestueuses : *La Bataille de Little Big Horn*.

Puisant son inspiration aussi bien dans la photographie que dans le cinéma,

l'histoire ou l'ethnologie, Ousmane Sow sculpte ses premières effigies colorées, plus grandes que nature, sans modèle. Ces figures ont la force des mélanges réussis entre l'art de la grande statuaire occidentale et les pratiques rituelles africaines. Sow poursuivra sur la voie du métissage et du dialogue des cultures avec ses bronzes.

A l'entendre, s'il est venu au bronze, c'est, en premier lieu, pour faire aller ses sculptures de par le monde, et éviter ainsi à ses premières créations de parcourir la terre "à la manière de bêtes curieuses".

Mais l'expérience se serait vite arrêtée si l'artiste n'avait découvert, d'abord intrigué puis étonné et ému, une ré-générescence et une véritable métamorphose de son travail. En collaboration avec les ouvriers de la fonderie de Coubertin, Sow retrouve une texture particulière, assez voisine de son ancienne matière et dans la patine le chromatisme de ses pigments. De telle sorte que ses bronzes portent toujours vraiment sa signature, au risque d'entretenir parfois la confusion entre bronzes et originaux.

Depuis une dizaine d'années, Sow se consacre à une série de grands hommes dont il assure qu'ils l'ont aidé à ne pas désespérer du genre humain : Charles de Gaulle, Nelson Mandela, Victor Hugo, Moctar Sow, son père. En attendant : Mohamed Ali, Martin Luther King, Ghandi, Rosa Parks, Patrice Lumumba, Léopold Sédar Senghor...

Désireux d'édifier dans son pays un musée pour ses "grands hommes", le sculpteur, désormais âgé de soixante-quinze ans, va se décider à mettre aux enchères les œuvres originales exposées en 1999 sur le pont des Arts.

Le *Guerrier debout* (1989) de la série des Massaïs, haut de 2,60 mètres, est vendu 121 000 euros, selon Christie's. Le *Couple de lutteurs aux bâtons* de la série des Noubas, réalisé entre 1984 et 1987, est adjugé 73 000 euros. La "petite affaire de famille", comme il aime à définir son commerce, commence à porter ses fruits.

YOUSSEU N'DOUR SUPERSTAR

Avec Youssou N'Dour, nous restons au Sénégal.

Youssou N'Dour grandit dans le quartier de la médina de Dakar. La musique lui ouvre les portes de la *world music*. Comme musicien, il va assez vite acquérir une dimension internationale en travaillant avec des artistes comme Peter Gabriel ou Paul Simon. Le *New York Times* le qualifie de superstar. *Time Magazine* le fait figurer dans sa liste des cent personnalités les plus influentes en 2007.

Tout le monde aime Youssou N'Dour et ses prestations spectaculaires... Son duo *7 Seconds* avec la chanteuse Neneh Cherry ; *La Cour des grands*, hymne de la phase finale de la Coupe du monde de football 1998 en France ; la bande musicale du film d'animation *Kirikou et la Sorcière* (1998) dont il est le compositeur.

Hyperactif dans le domaine artistique, Youssou N'Dour le sera bientôt dans

le domaine humanitaire – il organisera en 1985 un concert pour la libération de Nelson Mandela au stade de l'Amitié de Dakar. Ambassadeur de bonne volonté pour la FAO (Agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et pour l'Unicef, il représente aussi le Bureau international du travail.

En 2007, il enregistre *Jealous Guy* au profit du Darfour, une reprise de l'album de John Lennon, *Imagine*.

A mi-chemin entre humanitaire et business, Youssou N'Dour s'intéresse aussi au microcrédit. A l'instar de la Grameen Bank au Bangladesh, l'Afrique de l'Ouest a vu se développer ces dernières années de nombreuses initiatives de microfinancement qui apportent leur appui aux populations les plus démunies.

Pour ces entreprises de microcrédit, il s'agit avant tout de permettre à des emprunteurs réputés insolvable de mettre le pied à l'étrier grâce à l'octroi de petites sommes d'argent, prêtées à court terme, à un taux d'intérêt largement inférieur à celui des pratiques de la place. A l'origine, les fonds alloués portent sur des sommes inférieures à 30 dollars (16 500 francs CFA).

Youssou N'Dour lance le 13 février 2008 une société de microcrédit, baptisée Birima, du nom d'un des *damel* (rois) du royaume de Cayor, l'une des anciennes provinces qui composaient le Sénégal précolonial. L'annonce d'un soutien du groupe Benetton qui doit apporter un million de dollars (environ 550 millions de francs CFA) attire les médias.

Où en est-on deux ans plus tard ? La rumeur devient, comment dire, plus indécise...

Le public a vu la campagne d'affichage Benetton intitulée *Africa Works*, mais Youssou N'Dour déclare que les fonds disponibles s'élèvent seulement à 200 millions de francs CFA, et qu'ils sont de sa poche. "Ce n'est pas une banque en soi, explique-t-il, c'est plutôt une mutuelle avec une démarche totalement différente. Nous avons aujourd'hui près d'un millier de clients."

Interrogé par l'hebdomadaire économique *Les Afriques*, Abdoulaye Dieng, administrateur du fonds Birima, assure que l'affaire se porte bien avec un flux de mille cinq cents à deux mille comptes ouverts, dont plus de la moitié auraient déjà bénéficié de crédits. "La clientèle est essentiellement constituée de très petits commerçants, comme les vendeuses de poisson, les marchands ambulants, les salons de coiffure et de couture, qui présentent un très bon taux de recouvrement." Selon Abdoulaye Dieng, "pour obtenir un crédit chez Birima, il suffit d'ouvrir un compte avec un dépôt minimum de 15 000 francs CFA (23 euros) et d'être client régulier, depuis au moins trois mois". A d'autres époques, on aurait appelé ce système une [tontine](#)⁸.

Les Africains connaissent la tontine depuis la nuit des temps. Dans certaines régions du continent, chez les Bamiléks au Cameroun, par exemple, le taux de participation de la population à une tontine est proche de 100 % ! Cet engouement ne résulte pas seulement d'un manque d'accès au système bancaire. Il existe d'autres motivations pour l'expliquer : on vient pour

échanger des idées, communiquer une information, voir du monde et gagner autrement de l'argent. La tontine est une famille affinitaire.

Youssou N'Dour participera en 2009 à Lille à une grande rencontre internationale organisée par le journaliste Philippe Vasseur, ancien ministre de l'Agriculture, et aujourd'hui banquier, fondateur du World Forum pour une économie responsable. Le témoignage de Youssou sera très écouté par les chefs d'entreprises venus des cinq continents. A noter la présence dans les World Forum entre 2007 et 2009 de près de dix mille participants dont les prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, Wangari Maathai et pour novembre 2010 la venue annoncée d'un autre Nobel, Kofi Annan.

Mais revenons à l'homme d'affaires Youssou N'Dour, qui investit dans la musique et les médias.

A la tête d'un orchestre réputé, le Super Etoile de Dakar, il possède aussi un studio d'enregistrement et une discothèque, le *Thioassane*, situés dans le quartier de Grand-Dakar, où il s'efforce d'être présent tous les week-ends.

En septembre 2003, Youssou N'Dour prend la direction d'un groupe de presse baptisé Futurs Médias, composé du journal *L'Observateur*, quotidien le plus lu au Sénégal (tirage 60 000 exemplaires), de la Radio Futurs Médias (RFM), et du magazine *La Sentinelle*.

La création de Télévision Futurs Médias (TFM) ajoute une nouvelle dimension à ce groupe, en septembre 2010. Des tergiversations entourant le lancement du projet au printemps ont fait gargouiller quelque temps le marigot dakarois ; mais la capitale sénégalaise bruit surtout de l'intérêt qu'on prête désormais à Youssou N'Dour pour la scène politique, avec en perspective l'élection présidentielle sénégalaise de 2012. Soit il soutiendrait le président Wade, soit il appuierait son concurrent le mieux placé, soit il serait lui-même candidat. Salut l'artiste !

OUI, MAIS DES PANZANI !

Le Camerounais Célestin Tawamba n'est pas une superstar comme Youssou N'Dour. Certes, il connaît la musique, c'est sans doute pourquoi il se défend de toute ambition politique. Jeune patron du groupe agroalimentaire Pasta (riz, produits Blédina, Amora), il met la main en 2005 sur Panzani Cameroun, "leader historique" des pâtes alimentaires dans la région. L'opération lui permet d'augmenter ses capacités de production. A ce jour, les activités agroalimentaires du groupe Pasta emploient cinq cents salariés, brassent un chiffre d'affaires de 35 milliards de francs CFA (54 millions d'euros), et exportent dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Célestin Tawamba affirme que son rêve est de "faire en sorte que les gens mangent et se soignent avec 1 dollar par jour". Il diversifie aujourd'hui son groupe dans l'industrie du médicament générique. Le laboratoire Cipharm devrait produire une soixantaine de médicaments (antidouleurs,

antiparasitaires, antipaludéens, antirétro-viraux et antituberculeux), notamment grâce à un transfert de technologie réalisé avec l'appui de l'Indien Cipla.

Pareil dynamisme n'est pas exceptionnel. C'est sans doute ce qu'ont ressenti les organisateurs du sommet franco-africain de Nice de juin 2010 en préparant le volet économique de cette rencontre, volet qui sera d'une importance inhabituelle : un sommet parallèle, si on veut. Plus de cent trente patrons du continent africain vont y côtoyer les dirigeants des soixante-cinq grandes entreprises françaises : le groupe Accor, Carrefour, France Telecom, Bolloré, Saint-Gobain, Renault...

Le temps des grands-messes de la Françafrique et autres palinodies semble révolu.

Ingénieur de l'industrie et des Mines, énarque, sous-préfet et secrétaire général du nouvel opérateur d'énergie Poweo, le Franco-Béninois Jules-Armand Aniambossou sera l'un des personnages emblématiques de ce sommet parallèle. Promoteur du consortium Africasol, soutenu par douze entreprises françaises (dont Areva, Total, Veolia), il présente un projet d'électrification en Afrique subsaharienne à partir de la "concentration solaire thermodynamique", qui utilise la chaleur des rayons solaires, captée par des miroirs, pour la convertir en vapeur afin de faire tourner des turbines. "Nous proposons une solution alternative et durable, avec des centrales d'une durée de vie de quarante ans, équivalente à celle des centrales nucléaires", explique Aniambossou à l'AFP.

A quoi ressemblent les acteurs économiques africains invités à l'occasion du sommet ? "Ce sont essentiellement des PME de tous les secteurs d'activité (santé, BTP, agroalimentaire, énergie, transport, TIC...) qui profitent de cette occasion pour débiter une relation. L'an passé, chaque entreprise est repartie avec une vingtaine de contacts", précise un représentant des organisateurs.

Au reste, il n'y a pas que des projets numériques, audiovisuels, artistiques, écologiques pour faire avancer l'Afrique. Ainsi, le Maroc sera représenté par trois poids lourds de l'économie chérifienne : Mohamed Horani, président de la Confédération générale des entreprises (CGEM) ; Abdeslam Ahizoune, président du directoire de Maroc Telecom, filiale de Vivendi, qui possède d'importantes participations dans des sociétés de télécommunications en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Gabon ; et Mohamed el-Kettani, P.-D.G. d'Attijariwafa Bank, qui ambitionne de devenir la première banque en Afrique subsaharienne avec des opérations bientôt en place dans dix pays de la région.

Au-delà des annonces médiatiques, l'économie "réelle" occupe le terrain.

RETOUR AU RÉEL

En ce qui concerne les investisseurs étrangers, la roue commence à tourner en faveur de l'Afrique, bien que la majorité des investissements réalisés restent

afro-africains.

Renault va ouvrir en 2012 une usine de construction automobile dans la zone économique spéciale de Tanger-Med dans le Nord du Maroc. Actuellement en cours d'édification, l'usine de Tanger-Med, à quelques encablures de l'enclave espagnole de Ceuta, ouvrira ses portes début 2012. Coût de l'investissement : entre 800 millions et 1 milliard d'euros, selon une information révélée par le quotidien économique *Les Echos*. Cette usine, d'une superficie de 300 hectares, deviendra à terme le principal site de production des voitures Logan vendues sous la marque Dacia. L'usine lancera ses activités avec ce modèle économique, et une version *low cost* de l'utilitaire Kangoo. Cependant, elle pourrait aussi participer à la construction d'une Logan "haut de gamme". Renault Tanger démarrera avec une production initiale de 170 000 véhicules par an. Une capacité qui pourrait monter jusqu'à 400 000 voitures. La grande majorité des véhicules sera vendue sur le marché régional et le reste, exporté.

Toujours au Maroc, en juin 2010, cent quatre-vingts candidats pour une centrale solaire de 500 mégawatts à Ouarzazate ont été sélectionnés pour un coût estimé à 9 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros). Les candidats sont allemands, américains, chinois, espagnols, portugais et français (Areva-EDF, GDF-Suez, Total). Sait-on que, dans certains domaines, l'Afrique a particulièrement la cote auprès des entreprises occidentales ?

En août 2010 s'est ouvert à Alger le plus grand centre commercial de loisirs du Maghreb. Installé dans le nouveau quartier d'affaires Bab-Ezzouar, il comprend cent magasins répartis sur 50 000 mètres carrés de surface commerciale. Détenu à 38,7 % par le groupe suisse Valartis, il accueille des marques internationales telles que Benetton, Lacoste, Sergent Major.

L'Afrique progresse vite dans le domaine de l'investissement offshore. Si l'Asie trône toujours et durablement les cinq premières places, l'Egypte vient d'arriver au 6^e rang du classement établi par les experts du cabinet spécialisé A. T. Kearney, qui utilisent quarante-trois critères (qualité et disponibilité de la main-d'œuvre, attractivité financière et environnement des affaires, etc.) pour mesurer la capacité des pays à attirer les délocalisations.

Classé 27^e il y a deux ans, le Ghana s'est hissé à la 15^e position. La Tunisie a gagné neuf places pour se classer au 17^e rang, alors que le Sénégal est passé de la 39^e à la 26^e place. Le Maroc (30^e) a gagné, pour sa part, six places et l'île Maurice a préservé sa 25^e position. Petit bémol toutefois : l'Afrique du Sud (39^e) a reculé de huit rangs en comparaison avec le classement 2007.

L'Afrique a largement profité, aux côtés de plusieurs pays du Moyen-Orient, de la hausse du coût du travail en Europe de l'Est.

La percée réalisée par l'Afrique s'explique aussi, selon les experts du cabinet américain, par une nette amélioration des infrastructures télécoms et une offre pléthorique en matière de zones dédiées à l'offshore, assortie de conditions fiscales et d'accès au foncier paradisiques.

Des "Bangalores africaines" comme Rabat Technopolis (300 hectares),

Casaneashore Park (53 hectares) ou encore la technopole El-Ghazala en Tunisie (65 hectares) ont fleuri notamment en Afrique du Nord, ces dernières années.

L'Afrique va également marquer des points au niveau de la qualité et de la disponibilité de la main-d'œuvre. Dans ce chapitre, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, le Ghana et le Sénégal sont aujourd'hui mieux notés par les experts que la Hongrie, la Slovaquie et l'Estonie. Cet atout devrait permettre, selon les experts, à plusieurs pays africains de "redessiner la carte mondiale de l'offshoring" durant les années à venir.

"La présence en grand nombre de cadres hautement qualifiés deviendra un critère prépondérant au cours des prochaines années, relève le rapport d'A. T. Kearney. Pour certaines firmes, comme les sociétés d'ingénierie, le coût n'est plus le problème. Elles cherchent désormais à s'implanter dans des pays où elles trouveront des ingénieurs de qualité et en nombre suffisant."

Certaines régions d'Afrique pourront-elles se donner les moyens de devenir à leur tour des "usines du monde" à l'image de la Chine aujourd'hui ?

1 Cette rencontre s'est déroulée du 19 au 22 septembre 1956.

2 Créée par Alioune Diop.

3 Evidemment pas les sculptures fabriquées quasiment à la chaîne, destinées à la vente aux touristes.

4 35 bis, rue Paul-Valéry, 75116 Paris.

5 Il faut également saluer les efforts consentis par Catherine Tasca, Frédéric Mitterrand, ministres de la Culture, Véronique Cayla, présidente du Centre national de la cinématographie (CNC) pour aider le cinéma africain et encourager la diversité.

6 *Oumou Sy, sable et soie*, édité par Katharina von Flotow, Genève, 2010.

7 *Ousmane Sow*, Actes Sud, 2006.

8 Personnes qui mettent leur capital en commun, pour jouir d'une rente viagère ou réaliser des projets.

IV

L'AFRIQUE MULTIPOLAIRE

“Tourner la page de la Françafrique”, c’est accepter que les pays africains soient définitivement affranchis d’une tutelle diplomatico-économique qui les enfermait dans un dialogue unique avec l’ancienne métropole... A l’heure de la mondialisation, le continent s’inscrit dans un univers multipolaire. Eurafrique, Commonwealth, Chinafrique, Nepad, Turquie, Iran, etc.

A force de s’entendre seriner qu’elle est “à un tournant”, l’Afrique va bien finir par prendre le virage. A l’occasion du “cinquantenaire”, acteurs ou témoins de la décolonisation et de ses suites, les hommes et les femmes de ma génération, africains ou non, ne peuvent pas être insensibles au parallèle avec ces années-là. De l’avènement de Kwame Nkrumah, figure du panafricanisme, à la présidence du Ghana en 1960 jusqu’à l’arrivée de son lointain successeur John Atta Mills, au terme d’un [scrutin correct](#)¹, il ne se sera écoulé que cinquante ans.

De la même façon que l’ère coloniale se referme avec l’arrivée des années 1960, la parenthèse des indépendances “assistées”, époque relativement moins stérile qu’on ne le dit en dépit des soubresauts, n’est-elle pas en train de se refermer – presque sans émotion – sous nos yeux ?

L’Afrique changera, l’Afrique change.

Le changement est là – que les Africains le conduisent, le canalisent ou le subissent...

LA DISTANCE ENTRE LOMÉ ET COTONOU

Retour sur le chemin parcouru depuis 1957, date des premiers accords de Lomé.

Jusqu’à la fin des années 1960, la politique européenne en direction des pays en développement se concentre sur l’aide aux anciennes colonies françaises, belges, italiennes, et hollandaises.

A l’heure de leur accession à l’indépendance, des accords établissent les bases juridiques nécessaires à la poursuite de relations particulières entre ces pays et l’Europe naissante.

Le Marché commun devient successivement la Communauté, puis l’Union européenne (désormais à vingt-sept). Parallèlement, le champ de la politique de coopération s’élargit. Les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) regroupent désormais [soixante-dix-neuf membres](#)². Un tête-à-tête Nord-Sud pas très intime.

A l'heure du passage à l'économie "globale", longtemps considérées comme un modèle de partenariat entre le Nord et le Sud, les conventions de Yaoundé (de 1963 et 1969) et de Lomé (1975, 1979, 1984, et 1989, révisée en 1995) vont être appelées à subir de sérieuses adaptations. L'intégration à un prix, fixé par l'OMC : la libéralisation "globale" des échanges.

L'accord signé à Cotonou en 2000 met notamment fin aux mécanismes de stabilisation des prix qui garantissaient les recettes des exportations des pays ACP pour les produits agricoles (Stabex) et pour les produits miniers (Sysmin). Les prescriptions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont un objectif sans équivoque, celui d'intégrer les pays ACP dans l'économie mondiale.

Il n'y a que cent cinquante kilomètres de distance à parcourir entre Lomé, capitale du Togo, et Cotonou, capitale du [Bénin](#)³. Toutefois, les conventions signées dans ces deux capitales d'Afrique de l'Ouest sont séparées par un véritable fossé philosophique.

L'aide n'est plus automatique ; la voici subordonnée à la "bonne gouvernance", réformes institutionnelles, réduction de la pauvreté, mesures de développement durable...

Projet à large visée, l'accord de Cotonou embrasse de multiples dimensions : politique, coopération régionale, économique, développement du secteur privé, réformes structurelles et sectorielles, sociale, jeunesse, égalité des chances, culturelle, environnementale...

Un "dialogue politique" est organisé à tous les niveaux. Des procédures sont prévues en cas de violation des droits de l'homme ou de corruption. La suspension de l'aide est même envisagée dans certains cas. L'Europe passera à l'acte en suspendant tout ou partie des aides au Zimbabwe, à Madagascar, au Niger, à la Côte-d'Ivoire, à la Guinée.

AFRO-RÉALISME

L'Afrique change et va beaucoup changer. Doit-on s'en réjouir ou s'en désoler ? "La mondialisation et la libéralisation de l'économie, si elles s'appliquent pleinement, seront une catastrophe pour les faibles", estimera [Claude Cheysson](#)⁴, père des accords de Lomé, à l'époque de la mise en œuvre de l'Organisation mondiale du commerce.

Soyons pragmatiques : il ne sert à rien de hurler à la lune et d'attaquer de front les institutions de Bretton Woods, les autorités américaines et l'Organisation mondiale du commerce, auxquelles participent d'ailleurs l'Union européenne et, par conséquent, la France. Autant tirer le meilleur parti des données nouvelles de la géopolitique.

Tout au long de la guerre froide, elle aura su s'adapter au jeu. Car les deux grandes puissances de l'époque, Etats-Unis et URSS, entretenaient alors leurs clientèles et savaient récompenser leurs amis. Les Africains francophones ne pratiquaient guère le chantage au changement de camp, mais connaissaient

une manière d'insinuer que, s'ils n'étaient pas écoutés, ils savaient où se faire entendre...

On fit le constat que les Occidentaux étaient plus généreux que les Soviétiques, hors cas de conflit ouvert.

Ce sera, pendant trente ans, le destin de nombreux pays africains, redoublant d'efforts pour parvenir à "décoller", retombant dans l'ornière, appelant au secours – à tour de rôle ou simultanément – le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le Fonds européen de développement, les principaux pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE, voire les pourvoyeurs d'aide bilatérale, etc.

Je caricature délibérément. Laissons aux historiens le soin d'apporter à ce tableau les corrections, les ajouts et les nuances nécessaires. Disons que cette époque appartient au passé. Ceux qui ne s'en sont pas encore rendu compte se réveilleront trop tard.

L'APRÈS-GUERRE FROIDE

De Gaulle définira un jour la Communauté de septembre 1958 comme "un moyen de transport des territoires africains de l'autonomie à l'indépendance". Disparue dès 1960, cette structure politique est remplacée par une construction plus simple et plus souple, conçue à son tour comme un instrument provisoire, la coopération franco-africaine.

Les anglophones – voire certains jeunes Français et Africains francophones d'aujourd'hui – ne parviennent pas à saisir la singularité et la complexité de ces rapports franco-africains. Sans doute ne mesurent-ils pas, au-delà de la colonisation et de la décolonisation, la force du lien francophone et des amitiés qui se sont nouées entre la plupart des hommes d'Etat africains et français sur les bancs du Palais-Bourbon, du palais du Luxembourg, ou du château de Versailles (où l'Assemblée de l'Union française tient ses séances).

Parmi les premiers chefs d'Etat de l'Afrique indépendante, deux auront au préalable été ministres de la République française : Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Léopold Sédar Senghor (Sénégal) et deux autres vice-présidents de l'Assemblée nationale, Modibo Keita (Mali) et Hubert Maga (Bénin, ex-Dahomey). A l'époque où les Etats-Unis pratiquaient l'apartheid...

Dans les premiers temps, jusqu'à la mort de Pompidou, il ne viendra à l'esprit de personne de qualifier de "clientélistes" ces relations particulières qui s'apparentent plutôt à une histoire de "copains" qu'à une entente entre "coquins".

Le général de Gaulle donnera de l'éclat à la coopération et Jacques Foccart lui apportera une tournure familière, pour ne pas dire familiale, en s'appuyant sur des réseaux opaques... Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, le clientélisme commence à se manifester comme tel, et l'interventionnisme se développe, parfois sans pudeur : en Centrafrique et aux Comores, par exemple.

Cette évolution, même si elle ne représente pas un changement considérable, va en sens inverse de ce que l'on aurait pu attendre de la fin du système Foccart. Dans les affaires africaines, la continuité gaulliste perdure bien au-delà de la disparition du président Pompidou. Elle va se prolonger à travers les alternances, fût-ce au prix d'un décalage croissant avec les réalités africaines et les évolutions du continent.

Manque de volonté, manque d'imagination, le plus souvent.

Au tout début du premier septennat du président Mitterrand, on crut à une révolution. Il annonça, dans son "discours de Cancún" – prononcé à Mexico – une politique d'inspiration tiers-mondiste. Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération, s'efforce d'élargir son champ d'action à l'ensemble de l'Afrique, voire au vaste monde, et aussi d'introduire des leçons de morale et de démocratie dans le discours tenu aux dirigeants africains. Le "discours de Cancún" restera sans suite.

Dès la fin de 1982, la politique africaine de la France revient dans le droit fil de la continuité. A la grande satisfaction d'un certain nombre de dirigeants du continent et des réseaux d'influence qui continueront de prospérer.

A l'Elysée, la cellule africaine sera dirigée par [Guy Penne⁵](#), conseiller au savoir-faire bonhomme, qui sera remplacé, au cours du second septennat de François Mitterrand, par son fils Jean-Christophe.

FRANC CFA DÉVALUÉ ET FIN D'UNE ÉPOQUE

La redistribution des cartes en Afrique va réellement commencer le jour où de jeunes Berlinoises attaqueront un fameux mur à la pioche. Les Etats-Unis auront quelques années pour penser vivre dans un monde unipolaire, avant la montée en puissance de la Chine et l'irruption des pays émergents.

Les Etats-Unis, unique superpuissance et décidés à le rester, entreprennent une grande "révision d'effectifs" dans leurs alliances. En Afrique, et plus particulièrement en Afrique francophone, il s'ensuivra une sérieuse remise à plat de la répartition des rôles.

Pendant la guerre froide, la charge de contenir le "péril rouge", réel ou supposé, est déléguée aux Français. Plus de rouges en vue ? Plus de péril... Vu de Washington, à moyen et long terme, l'ancienne sentinelle du "monde libre" devient un concurrent ; peut-être un peu trop bien installé sur ce marché émergent.

La dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, n'est sans doute que la réplique inéluctable du tremblement de terre financier des années 1970. C'est pourtant un coup terrible dans pareil contexte. Cette dévaluation fut-elle le choc fatal au rayonnement de notre pays en Afrique ? En tout cas, c'est la fin d'une époque.

Invoquant les mânes du gaullisme, Jacques Foccart se montre farouchement opposé à la dévaluation du franc CFA. En vain. Les autres "barons" survivants resteront muets. Le gaulliste historique Pierre Messmer, favorable à cette

dévaluation aura, en cette affaire, une influence décisive auprès d'Edouard Balladur. Le même Balladur et son ministre des Affaires étrangères d'alors, Alain Juppé, seront bientôt fortement tentés d'aller plus loin et de "banaliser" (c'est le mot qu'on emploie alors au Quai d'Orsay) les relations franco-africaines, en supprimant le ministère de la Coopération.

La fin d'une époque ?

Il y a quarante ans déjà, de Gaulle y avait songé et confié à Jean Charbonnel : "Vous serez le dernier ministre de la Coopération." Depuis, c'est devenu un serpent de mer. Après l'élection de Jacques Chirac en 1995, lorsque Alain Juppé, devenu Premier ministre, revient à la charge, tout le monde croira à la mort annoncée de la rue Monsieur. Pourtant, Foccart est de retour.

Trois septennats après avoir quitté le palais présidentiel lors de l'installation de "l'usurpateur" Giscard, le voici de nouveau à l'Elysée. A quatre-vingt-deux ans, Foccart ne change pas : il convainc Jacques Chirac de ne pas toucher à la coopération.

Lorsque Jacques Foccart meurt en 1997 il n'aura pas de réel successeur, même si les prétendants continuent de se presser auprès des locataires de l'Elysée. Certains personnages, discutables, seront adoubés officieusement comme *missi dominici* auprès de chefs d'Etat africains eux-mêmes peu regardants, et pour cause...

La fin d'une époque...

Le pilotage plus qu'incertain des premiers déplacements de Nicolas Sarkozy sur le continent, une bonne décennie plus tard, laisse penser que l'Afrique n'est plus une priorité française. Ce n'est pas si simple.

Illustration dans le domaine militaire. Nicolas Sarkozy annonce l'ouverture d'une renégociation de tous les accords militaires français en Afrique à l'occasion d'un discours prononcé devant le Parlement sud-africain. "La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique. L'Afrique doit prendre en charge ses problèmes de sécurité", lance-t-il. Puis : "La présence militaire française en Afrique repose toujours sur des accords conclus au lendemain de la décolonisation, il y a plus de cinquante ans ! Ce qui a été fait en 1960 n'a plus le même sens aujourd'hui." Applaudissements dans l'assistance.

L'époque est révolue où Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement de Raymond Barre, pouvait affirmer non sans cynisme : "En Afrique, la France peut encore, avec cinq cents hommes, changer le cours de l'histoire."

L'amnésie n'étant jamais bonne conseillère, je propose de rappeler ici l'important volet militaire de la coopération, clef du système Françafrique.

Les accords de défense signés au moment des indépendances définissent le cadre de la "coopération militaire" entre la France et divers pays africains. Ces textes empiètent parfois largement sur le terrain économique et seront complétés par des accords spéciaux, tenus secrets de surcroît.

La France disposait en Afrique de bases permanentes à Libreville (Gabon), N'Djamena (Tchad) et Dakar (Sénégal) sur la façade atlantique, auxquelles s'ajoutent les bases de Djibouti et de la Réunion. A N'Djamena, Epervier, le dispositif militaire français, est en place depuis 1986. En août 2010, le président Idriss Deby critique cette présence en pleine normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan. A Dakar, le président Sarkozy annonce le premier le retrait des troupes françaises. Le président sénégalais Abdoulaye Wade confirme le 4 avril 2010 que le Sénégal reprend "à partir de ce jour toutes les bases antérieurement détenues par la France pour y exercer sa souveraineté".

A Libreville, c'est la continuité. Il est possible de s'interroger sur les vertus stratégiques de la présence française au Gabon.

En 1964, Léon M'Ba, père de l'indépendance, renversé par un coup d'Etat, doit son salut à des parachutistes français qui le remettent en selle. En 1990, l'opération *Requin* (2 000 soldats) permet l'évacuation de 1 800 ressortissants étrangers. Elle soutient au passage le régime quelque peu déstabilisé par des émeutes à Libreville et Port-Gentil.

Au lendemain de l'élection présidentielle 2009 remportée par Ali, fils de l'ancien président Omar Bongo, la France déploie à nouveau des troupes lors des manifestations de l'opposition qui "dénonce la fraude électorale". L'intervention de nos soldats ne s'inscrit-elle pas alors dans ce qu'on peut considérer comme une interprétation quelque peu extensive des "accords de défense" ?

Au cours des années 1960, l'ancienne puissance coloniale fut le gendarme de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Objectif déclaré des autorités françaises : la stabilité du continent.

Un système politico-économique d'interdépendance, privilégiant le maintien des intérêts français, quelquefois au détriment de la démocratie, s'installe dans des pays où la décolonisation s'est opérée sans violences majeures.

Dans sa chanson *Armée française*, l'Ivoirien Alpha Blondy, roi du reggae, dénonce les interventions militaires françaises à répétition qui constituent à ses yeux autant d'atteintes à la souveraineté nationale des pays concernés. Ces opérations, pour la majorité d'entre elles, n'ont pas fait grand bruit en France.

En voici l'essentiel.

Mai 1978, intervention au Zaïre à la demande du président Mobutu. Les parachutistes du 1^{er} REP sautent sur Kolwezi pour secourir des otages européens aux mains de rebelles katangais. Nouvelles interventions françaises en 1991-1992 au Zaïre lors de manifestations anti-Mobutu.

En 1979, en République centrafricaine, l'opération *Barracuda* permet de déposer l'empereur Bokassa, remplacé par l'ancien président David Dacko (ramené dans les soutes d'un Transall français). De nouveau, en 1996-1997, les opérations *Almandin I* et *II* (2 300 hommes) auront pour but de neutraliser des mutineries militaires.

Au Tchad, l'opération *Manta* (1983-1984) déploie 4 000 soldats afin de venir au secours d'Hissène Habré, arrivé au pouvoir en 1982. En 1988, toujours en soutien au pouvoir en place, la France déclenche l'opération *Epervier* (900 soldats) pour combattre des rebelles soutenus par la Libye, qui occupent le Nord du pays.

En 1986, au Togo, 150 paras français sont envoyés pour protéger le président Gnassingbé Eyadema, père de l'actuel dirigeant togolais, après une tentative de coup d'Etat.

Aux Comores : débarquement après l'assassinat du président Abdallah en 1989. Puis en 1995, opération *Azalée* (1 000 hommes) afin de mettre en échec un putsch (orchestré par Bob Denard) contre le président Djohar.

Intervention en Somalie en 1992 dans le cadre de la campagne militaire américaine *Restore Hope* visant à stabiliser le pays.

L'opération *Antilope* (1 250 soldats) permet d'évacuer 6 500 étrangers de Brazzaville en 1997.

Sous l'égide des Nations unies, la Minuci, l'armée française présente en Côte-d'Ivoire, s'interpose dans la guerre civile qui oppose troupes du gouvernement et rebelles.

Au Rwanda, de 1990 à 1993, l'opération *Noroît* associe trois compagnies françaises en conjonction avec des forces belges pour soutenir le gouvernement Habyarimana. Evacuation des ressortissants européens durant les affrontements entre le régime et l'opposition tutsie du FPR. En 1994, 500 soldats français évacuent 1 400 étrangers au début des massacres dans le cadre de l'opération *Amaryllis*.

Après cent jours de guerre civile, l'opération *Turquoise* (2 500 hommes) sera menée au Zaïre et dans l'Ouest du Rwanda. Aujourd'hui encore certaines questions concernant cette intervention française au Rwanda restent sans réponse. Quel rôle les militaires tricolores ont-ils joué dans ces événements ?

LES CARTES AFRICAINES

Nouvelle stratégie, nouvelle politique...

Sur le plan militaire, la France intervient de plus en plus dans le cadre d'opérations multilatérales...

Meilleur exemple en 2010 : le début du déploiement de l'Eufor, en concertation avec l'Union africaine et l'Union européenne dans l'Est du Tchad, à la frontière du Darfour. La France n'est plus seule face aux enjeux de ses anciennes colonies.

L'Afrique, non plus, n'est plus seule.

Nous avons vu la part prise par l'Europe dans le débat sur la gouvernance et la réforme économique.

Nous avons assisté à la montée en puissance des agences de l'ONU (PNUD, Unicef, HCR, FAO, etc.) ainsi que celle des organisations humanitaires venues progressivement s'interposer entre donateurs et administrations locales. Dans

certains pays, les ONG ne viennent-elles pas parfois se substituer de façon presque continue à des Etats dépassés, au risque de proposer des solutions temporaires et importées au lieu de permettre un renforcement des structures sociales et publiques des différents Etats ?

Pourtant, de plus en plus, l'Afrique s'organise elle-même. Comme l'aurait dit le roi de Sardaigne, Charles-Albert, en 1848, qui proclame en adoptant le drapeau tricolore de l'unité italienne : *Italia farà da se, Africa farà da se*.

L'Union africaine (UA) remplace l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 2002. La mise en place de ses institutions (Commission, Parlement panafricain et Conseil de paix et de sécurité) a lieu en juillet 2003 au sommet de Maputo au Mozambique. Le premier président de l'UA a été le Sud-Africain Thabo Mbeki. Muammar Kadhafi (Libye) et Bingu wa Mutharika (Malawi) lui succéderont.

Au premier semestre 2010, l'UA compte cinquante-trois membres : les cinquante-trois Etats du continent, "plus" la RASD – République arabe sahraouie démocratique, représentant le Sahara-Occidental –, "moins" le Maroc, qui s'est retiré de l'Union du fait de la présence de la RASD.

Signalons que quatre membres de l'Union africaine (Niger, Mauritanie, Guinée et Madagascar) sont suspendus en vertu de l'article 4 de la charte qui condamne les coups d'Etat.

L'UA suit un modèle un peu composite, moitié ONU, moitié Union européenne. Ses objectifs déclarés sont la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement en Afrique.

A l'instar de l'ONU, l'UA dispose d'un Conseil de sécurité (ici Conseil de paix et de sécurité). L'Union africaine envoie des Casques verts dans les zones de crise. Leur première mission en tant que force de maintien de la paix a consisté à déployer en 2007 environ 6 000 militaires au Darfour, lors de l'opération *Amis*. Une deuxième mission les conduira en Somalie.

A l'instar de l'Europe, l'Union est pilotée par une commission, présidée par le Gabonais Jean Ping, un diplomate compétent et expérimenté (il présidera avec brio l'Assemblée générale des Nations unies en 2004-2005).

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Omar Bongo (de 1999 à 2008), Jean Ping a publié en 2002 un ouvrage intitulé *Mondialisation, paix, démocratie et développement en Afrique : l'expérience gabonaise*, avec une belle préface d'Hubert Védrine⁶, le meilleur analyste français des relations internationales et de leur évolution à l'ère de la mondialisation mais aussi, avec Alain Juppé, le meilleur ministre des Affaires étrangères de la V^e République.

Le père de Jean Ping est un Chinois du Wenzhou (région du Sud-Est de la Chine), recruté comme travailleur dans les années 1920 avant de devenir exploitant forestier. De mère gabonaise, Jean Ping incarne un double symbole. La "Chinafrique", évidemment. Mais surtout l'accession des métis aux postes de responsabilité dans le monde entier : Obama à Washington, Lula à Brasília...

Les métis longtemps considérés comme des parias dans un continent où la prégnance de l'ethnicité n'est pas seulement une réalité sociale, mais aussi bien souvent un fait politique.

L'avènement de métis au pouvoir participe d'un monde nouveau, où les identités se complexifient, se redéfinissent, se mélangent, au contact les unes des autres.

A l'origine, Métis est un personnage de la mythologie grecque. Selon Hésiode, la fille d'Océan et de Téthys "sait plus de choses qu'un dieu ou qu'un mortel". Première épouse de Zeus, elle est souvent représentée comme un petit personnage caché sous le siège de son époux. Dans l'iconographie antique, elle porte deux visages.

COHABITATIONS À L'AFRICAIN

La dimension économique constitue le socle des relations au sein de l'Union européenne. Ce n'est pas le cas de l'Union africaine, bien que le programme du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) mette à sa disposition un instrument original.

Le Nepad n'est pas une institution à proprement parler. C'est avant tout le résultat de la fusion de deux plans complémentaires, le [plan Oméga](#)⁷ et le Millenium African Plan (MAP) en vue de "résorber l'écart entre pays développés et pays sous-développés par des investissements massifs d'origine externe".

Comme dans tout accord politique, l'essentiel se trouve dans le codicille : ces investissements doivent être "coordonnés à l'échelle continentale". En pratique, la politique économique africaine se pilotera à une autre échelle. Celle des "sous-régions". J'en citerai trois à titre d'exemple, même s'il en existe bien davantage. Ces clubs régionaux jouent un rôle de plus en plus important.

La Communauté de développement d'Afrique australe (ou SADC, acronyme de l'anglais Southern African Development Community) regroupe l'ensemble des Etats d'Afrique au sud de l'équateur. Son importance et son rayonnement s'affirmeront lorsque la première puissance du continent rejoint ses rangs : l'Afrique du Sud intégrera la SADC en 1994. Trois ans plus tard, la RD Congo suit le mouvement.

Adhésion hautement géopolitique : la SADC participera au règlement de la crise congolaise, alors que le pays est tombé pour l'essentiel sous le contrôle des troupes de deux autres pays membres de la SADC, l'Angola et le Rwanda.

Observateur actif de la vie de la "sous-région", la SADC fera bientôt pression pour conduire Robert Mugabe à reconnaître – de mauvais gré – le résultat électoral obtenu par son rival politique Morgan Tsvangirai et instaurer une sorte de cohabitation au Zimbabwe.

En revanche le résultat des médiations de la SADC dans la crise malgache tarde à se concrétiser. Certains y voient la main de la France : Paris ne

parviendrait pas tout à fait à cesser de s'intéresser à la politique intérieure de la Grande Ile...

La Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) regroupe les pays de l'ex-AEF et la Guinée-Equatoriale, dont le pétrole assure la fortune en dollars.

Au tournant du millénaire, Libreville a fait figure de capitale de cette sous-région sous les auspices du président Omar Bongo, dont l'habileté et le pragmatisme auront régné quarante-deux années durant sur le Gabon, appuyés par la présence stratégique française... Son fils, Ali, qui lui succède, assurera la continuité, tout en marquant... sa différence.

L'Afrique de l'Ouest coopère au sein de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Les Etats membres de l'UEMOA comme ceux de la Cémac sont les piliers africains du système monétaire du franc CFA, ce qui les rapproche en même temps.

Le 20 février 2010, le président malien Amadou Toumani Touré, qui a restauré la démocratie dans son pays, est reconduit à la présidence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine par ses homologues, les présidents du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Sénégal, et du Togo. Absences remarquées : le président nigérien Mamadou Tandja destitué la veille par un coup d'Etat et le président Laurent Gbagbo, pour cause de crise en Côte-d'Ivoire.

Parmi les présents, le Burkinabé Blaise Compaoré bénéficie d'une certaine préséance. Compaoré n'a pas le privilège de l'âge, ni l'ancienneté d'Omar Bongo. Mais il est devenu le leader qui compte dans la sous-région. Le voici prenant, de façon informelle, le relais du président gabonais dans le rôle de médiateur des conflits internes d'Afrique francophone.

LE TEMPS DU "FACILITATEUR"

Le 26 juillet 2006, Compaoré est désigné médiateur du dialogue intertogolais, qui aboutit à un accord entre gouvernement et partis de l'opposition.

Il intervient bientôt dans la crise ivoirienne opposant le président Laurent Gbagbo à une grande partie de la classe politique de son pays et aux militaires des Forces nouvelles ; on le verra de nouveau en 2010 jouer à Ouagadougou les "Monsieur Bons Offices" entre le palais présidentiel et la primature dirigée par l'ex-rebelle Guillaume Soro. A Abidjan, la situation politique rend impossible depuis l'an 2000 l'organisation d'une élection présidentielle qui devrait finalement intervenir le 31 octobre 2010...

Blaise Compaoré sera tout désigné pour mener une mission de médiation en Guinée à la suite du coup d'Etat de décembre 2008 à Conakry. On découvrira à cette occasion une nouvelle expression dans le sabir "francophone" : le président Compaoré est nommé "facilitateur", de l'anglais *to facilitate*.

Compaoré incarne aujourd'hui une nouvelle génération de politiques africains ouverts au dialogue, habiles et disposés à cohabiter avec leurs

adversaires.

On n'en est pas encore au respect spontané du verdict des urnes, loin de là. Cependant, les cohabitations à l'africaine ouvrent de nouveaux horizons : Gbagbo-Soro à Abidjan, Mugabe-Tsvangirai à Harare, Kibaki-Odinga à Nairobi... Et les Kényans approuvent, en août 2010, par référendum, à la majorité absolue (plus de 67 % des voix) une réforme de la Constitution aboutissant à la démocratisation des institutions.

NOUVELLE CARTE DU MONDE

L'Afrique poursuit son recentrage géopolitique.

Jusqu'au milieu des années 1990 le continent restera ancré au sud de l'Europe, dans un schéma Nord-Sud-Sud-Nord qui paraît accomplir le vieux rêve post-colonial de l'[Eurafrrique](#)⁸. Les grands groupes français contrôlent encore plus de la moitié des marchés des anciennes colonies françaises.

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, la situation est profondément transformée : la présence de la France recule. Son image s'effrite.

Nous vivons une période de profondes transformations, une crise économique et financière de longue durée, aux conséquences incalculables. Dans ce contexte, il apparaît que la France n'a pas de vraie politique africaine, ni de stratégie. Elle défend ses intérêts, au coup par coup, dans tous les pays du monde et laisse entendre que, avec l'Afrique, elle n'est guidée que par des obligations historiques et "morales". En France, le politiquement correct décrète que l'Afrique est un continent à la dérive, sans intérêt stratégique ou économique, tandis que les faits démontrent le contraire, souvent de manière spectaculaire.

L'irruption de pays émergents ne signifie pas le déclin de l'Occident mais est, selon Fareed Zakaria, "[la conséquence ironique des soixante ans d'inaction américaine pour ouvrir et américaniser le monde](#)"⁹ ; beaucoup estiment que si la France veut établir de nouvelles relations avec l'Afrique, face à cette situation, elle doit commencer par reconnaître et assumer ses intérêts sur ce continent en modifiant ses pratiques, en établissant un nouveau partenariat.

Pour l'heure, certaines entreprises voient des contrats leur filer sous le nez. Bolloré, en 2007, perd la concession du port de Dakar au profit de concurrents émiratis. Le futur port de Tanger, terminal nord du continent à dix kilomètres de l'Espagne, est réalisé par Bouygues, mais sera exploité par Dubaï.

Bouygues se retire progressivement du secteur eau et électricité en Afrique de l'Ouest. Veolia quitte le Tchad. Total et Areva voient surgir de nouveaux rivaux. L'ancien "pré carré" n'en est déjà plus un.

La traduction la plus visible de ce nouveau positionnement est bien entendu la [Chinafrrique](#)¹⁰ ; mais d'autres pays tels que le Brésil, la Turquie, l'Inde et l'Iran sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important.

A la recherche de nouvelles matières premières pour nourrir sa croissance économique, Pékin se tourne vers le continent africain, attiré par ses riches réserves pétrolières et minérales. C'est l'histoire d'une rencontre entre grands réalistes.

Faits et chiffres.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique vont décupler pendant la décennie pour atteindre 106,8 milliards de dollars en 2008.

Bientôt, les entreprises chinoises s'attaqueront à d'autres secteurs d'activité comme le BTP. Le renouveau des chemins de fer africains sera *made in China*, au Sénégal comme en Afrique de l'Est. Au Sénégal, toujours, Karim Wade, fils du président, revient de Pékin avec le "jackpot". Signature d'une dizaine d'accords : construction de onze ponts, réhabilitation des ports secondaires, construction d'aéroports régionaux, cinquante mille logements sociaux... La société nationale d'électricité du Zimbabwe reçoit 250 millions de dollars de la Banque chinoise d'import-export (Eximbank) pour accroître la production de la centrale hydroélectrique de Kariba située le long du fleuve Zambèze à la frontière avec la Zambie. Au Maroc, un accord entre le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime et son homologue chinois fixe les conditions phytosanitaires que doivent satisfaire les producteurs locaux d'agrumes : les variétés susceptibles d'être exportées durant l'année 2010 à partir des dix-huit vergers agréés portent principalement sur la clémentine et la Maroc-Late, la plus tardive des oranges douces... En RD Congo, à la sortie de Bukavu, les Chinois réhabilitent trente-cinq kilomètres de la route menant de la ville à l'aéroport de Kavumu...

Les entreprises chinoises bénéficient d'un soutien important et visible des autorités de leur pays. Arrivé au pouvoir en 2003, le président chinois Hu Jintao ne se rendra-t-il pas à quatre reprises en Afrique (2004, 2006, 2007 et 2009), visitant dix-huit pays parmi lesquels le Mali, le Sénégal, le Cameroun, le Gabon et le Nigeria ?

Sous couvert d'"amitié indéfectible", Pékin octroie des millions de dollars d'aide financière. En 2005, la Chine exonère de taxes ses importations d'Afrique. Et en novembre 2009, Pékin s'engagera de nouveau à soutenir le continent africain en prêtant 10 milliards de dollars sur trois ans.

Les Chinois, qui comptent sur les voix africaines aux Nations unies, aiment aussi rappeler aux dirigeants du continent qu'ils ont subi la colonisation occidentale comme eux. A Brazzaville, Yaoundé et N'Djamena, où le sermon sur le manque de transparence, la mauvaise gouvernance et le non-renouvellement des élites politiques exaspère quelquefois, le discours fait mouche. A Kinshasa aussi.

Joseph Kabila n'est ni Evo Morales ni Hugo Chávez. C'est un pragmatique. Il constate qu'une perspective politique est en train de s'ouvrir : "Les

Congolais verront pour la première fois leurs ressources servir à leur développement”, affirme-t-il. “Les Occidentaux ont profité du Congo pendant plus de cent ans sans investir dans son développement”, indique un de ses conseillers en soulignant l’importance des investissements chinois : “9 milliards de dollars, c’est énorme. A titre de comparaison, le budget de l’Etat congolais était de 1,3 milliard en 2007.” Le ministre congolais des Infrastructures, Pierre Lumbi, qualifie l’accord avec la Chine de “plan Marshall pour la reconstruction du pays”.

Les Chinois interviennent en Afrique de manière directe. Au sein des populations locales, l’arrivée massive d’une main-d’œuvre expatriée chinoise efficace et bon marché – évaluée à environ cinq cent mille personnes – nourrit quelques ressentiments, notamment de la part des commerçants sur place. La main-d’œuvre chinoise reste le temps d’un chantier, ne s’assimile pas ou peu et n’a guère de contacts avec les populations locales, faute de parler français, anglais ou wolof : les ouvriers vivent en vase clos dans des campements où tout est chinois : les films, le riz, les cigarettes...

Faut-il y voir une expérience d’apartheid d’un nouveau genre ? Ce serait un paradoxe. L’apartheid est un système injuste et absurde auquel l’Afrique du Sud a été soumise de 1948 à 1991, préconisant le “développement séparé”, au nom d’on ne sait quelle “suprématie blanche”. Comme tout racisme, il débouche sur des horreurs et des non-sens.

En fait, les Sud-Africains d’origine chinoise sont reconnus comme “noirs” par le tribunal de Pretoria dans un jugement rendu en 2008 et, dans la nation arc-en-ciel, être “noir” signifie que l’on peut bénéficier d’une législation qui soutient la discrimination positive.

APPROCHE “GAGNANT-GAGNANT”

Les Africains ne souhaitent évidemment pas s’enfermer dans un dialogue exclusif avec la Chine. Leçon tirée de la Françafrique ?

Se développent donc aussi, certes de façon plus modeste, les échanges commerciaux avec la Turquie. (Ils ont tout de même atteint 13 milliards de dollars en 2007, plus du double de ce qu’ils étaient en 2003.)

Les principaux partenaires économiques de la Turquie sur le continent sont l’Algérie, l’Egypte et l’Afrique du Sud. A partir de 2005, l’agence de coopération turque Tika a lancé vingt-huit projets concentrés sur l’Afrique de l’Est, principalement en Ethiopie et au Soudan.

A l’occasion d’un sommet Turquie-Afrique, le ministre d’Etat turc chargé du Commerce, Kürşad Tüzmen, précise la stratégie commerciale de son pays sur le continent : “Nous avons une approche gagnant-gagnant. Dans ce cadre, nous acceptons sans droits de douane les produits exportés par les pays africains tout en encourageant nos PME à investir sur le continent.”

Le ministre turc annoncera également l’ouverture de nouveaux bureaux de liaison économique en Afrique et le renforcement des *think tanks* sur les

échanges commerciaux afro-turcs.

Après Pékin, revoici Karim Wade. Cette fois, il est à Téhéran, toujours dans son rôle de “sherpa”...

Le 1^{er} mai 2010, Karim Wade se rend dans la capitale iranienne pour signer un protocole d'accord : le gouvernement iranien s'engage à réhabiliter plusieurs axes routiers à Dakar et dans sa banlieue, et à construire la route Thiès-Touba en deux fois deux voies...

Bénéfice collatéral de ce déplacement, le Sénégal pourra faire partie des pays remerciés par M. Sarkozy en raison de leur intercession lors de la libération de la jeune universitaire française Clotilde Reiss.

M. Ahmadinejad, du point de vue de l'Afrique musulmane et autre, n'est pas considéré comme un extrémiste... C'est un leader du Tiers Monde. La croisade qu'il est en train de mener ? Une croisade anti-occidentale... Et l'Afrique apparaît disposée à l'accompagner sur certains dossiers sensibles. C'est ainsi que le Sénégalais Wade, comme le Brésilien Lula, soutiendra le plan d'enrichissement par la Turquie de l'uranium de Téhéran.

EN ATTENDANT LE TGV

L'Union pour la Méditerranée semble condamnée au surplace en raison de la politique de l'actuel gouvernement israélien. Mais le centre de gravité régional ne se déplace-t-il pas vers le sud ? On a vu comment les économies égyptienne et tunisienne décollent. Celles de l'Algérie et du Maroc ne vont pas tarder non plus.

Depuis plusieurs années, l'Algérie comme le Maroc ont lancé de grands chantiers : routes, ports, ponts, aéroports ou métro. La première, aidée par une manne pétrolière exceptionnelle ; le second, par des emprunts internationaux réussis. Après une quinzaine d'années de travaux au ralenti, le métro d'Alger fonctionne depuis 2006. Le tramway d'Oran est également sur les rails. Autres symboles : le port de Tanger-Med, au Maroc, qui devrait, à terme, devenir l'un des tout premiers ports africains. Ou encore la construction d'un nouvel aéroport en Tunisie, dont les pistes sont situées à Enfidha, site qui devrait également bénéficier d'un port en eau profonde, l'un des grands projets du président Ben Ali.

Parmi les plus grandes ambitions du royaume chérifien, le programme “Ville sans bidonvilles” vise à faire disparaître un millier de cités précaires, dont l'essentiel se situe entre Casablanca, Rabat et Kénitra. Conséquence directe de cette politique, des villes nouvelles fleurissent aux portes des grandes métropoles du pays.

Dans son Plan complémentaire de soutien à la croissance, l'Algérie a elle aussi décidé de mettre l'accent sur le développement de l'habitat, avec plus de 1,2 million de logements à construire...

A partir de Casablanca, une autoroute permet désormais de rallier Marrakech en moins de deux heures et Tanger en trois heures. En attendant le

- 1 Si correct que Barack Obama saluera cette victoire démocratique par son unique visite officielle à ce jour sur le continent.
- 2 Si l'on regarde bien la mappemonde, hormis les deux zones les plus importantes d'Afrique subsaharienne et Madagascar, les territoires ACP sont constitués d'une galaxie d'îles et autres micro-Etats subtropicaux.
- 3 La route qui longe le bord de mer est très agréable surtout si l'on s'arrête pour déguster les délicieux agoutis, sortes de rats des champs et mets favori du président ivoirien Gbagbo, qu'il m'a été donné de partager à sa table, à Abidjan.
- 4 Ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand.
- 5 Guy Penne est décédé en juillet 2010.
- 6 Ancien secrétaire général de l'Elysée (François Mitterrand) et ancien ministre des Affaires étrangères (gouvernement Jospin).
- 7 Le premier, parrainé par le président Wade (Sénégal) ; le second soutenu par les présidents Bouteflika (Algérie), Obasanjo (Nigeria) et Mbeki (Afrique du Sud).
- 8 Pierre Nord, *L'Eurafrique, notre dernière chance*, Fayard, 1955.
- 9 *Newsweek Indian*, "L'empire américain, l'heure du partage".
- 10 Michel Beuret, Serge Michel (avec les photographies de Paolo Woods), *Chinafrrique*, Grasset, 2009.

L'AFRIQUE EN DEVENIR

Du passé ne pas faire table rase mais établir de nouvelles relations égalitaires. Face à la mondialisation, la Francophonie est un "avantage concurrentiel" même si de beaux esprits en France la regardent comme un boulet à traîner. Autre atout : la diversité. La France est terre d'immigration et en possède toutes les couleurs.

Mutation de l'Afrique, mutation des relations franco-africaines, mutation du monde sont liées. Le mouvement s'est engagé, pour l'essentiel, il y a vingt ans.

En France, on ne retient de cette année 1990 que la date du 21 juin, celle du discours de François Mitterrand à La Baule. Partisans comme adversaires du président de la République française y voient l'ouverture d'une vanne à travers laquelle va déferler le torrent de la démocratisation, charriant merveilles et horreurs. Deux mots à ce sujet.

D'abord, au sommet de La Baule, Mitterrand, avec son sens aigu des réalités et son empathie sincère pour l'Afrique, a plutôt pris le train en marche. Celui-ci a démarré à l'initiative de l'Afrique avec la conférence nationale du Bénin, première du genre, à la fin février 1990 ; dans la foulée, le parti unique est aboli au Zaïre, en Côte-d'Ivoire et au Gabon, en avril et mai. En ce même mois de mai, des étudiants sont massacrés à Lubumbashi ; des émeutes se préparent au Gabon...

Quant à la prime à la démocratisation, on ne la verra pas tout de suite à l'œuvre.

Le discours de La Baule aura cependant contribué à accélérer un processus déjà amorcé en Afrique francophone. Par ailleurs, les opposants y virent, pour les uns, un encouragement à renverser les dictateurs de l'époque et, pour les autres, à faire jouer l'alternance politique.

De nouvelles têtes vont alors arriver.

Pas forcément une bonne nouvelle pour les générations montantes : en 2000, lors de son élection, l'actuel président du Sénégal, Abdoulaye Wade, est alors âgé de soixante-seize ans. Sa victoire, dans un scrutin irréprochable, est tout de même vécue comme une véritable alternance démocratique.

La même année, en Côte-d'Ivoire, Laurent Gbagbo sera élu à l'issue d'un scrutin contesté. Pendant dix années au moins, pour autant que l'élection aura enfin lieu le 31 octobre 2010 comme annoncé, la RCI aura vécu sous un régime incertain, dont la pierre d'achoppement reste encore la révision des listes électorales.

Question clef : être ou ne pas être ivoirien ? Mais surtout, à qui profite

encore l’“ivoirité”, arme fatale dégainée par l’ancien président Bédié contre Alassane Ouattara, ancien Premier ministre de Houphouët-Boigny, ancien grand commis du FMI et éternel candidat du Nord musulman ?

LA CONTESTATION, SPORT CONTINENTAL

La contestation des résultats électoraux s’est imposée comme sport continental. On connaît la phrase attribuée à feu Omar Bongo : “En Afrique, on n’organise pas des élections pour les perdre.” Aussi, il arrive souvent que, avant même le vote, chacun proclame son camp vainqueur, et que, après l’annonce des résultats officiels, les vaincus hurlent systématiquement à la fraude et les vainqueurs se réclament d’un plébiscite. Le manque de confiance dans les institutions en général, et dans l’indépendance du pouvoir judiciaire en particulier, n’incite pas les contestataires à privilégier la voie légale du contentieux électoral.

Pour se faire entendre, la rue est donc souvent privilégiée. Chacun se souvient des violences qui ont suivi l’élection présidentielle de fin 2007 au Kenya. Un bilan établi par la police fera état de plus de mille cinq cents morts. On estimera à trois cent mille le nombre de personnes déplacées.

Le monde extérieur, l’Europe en particulier et la Fondation Soros, d’origine américaine, dont l’objectif affiché est de promouvoir le développement de sociétés démocratiques et ouvertes, finance et supervise à grands frais les élections sur le continent. Et les observateurs assistent impuissants, de pays en pays, d’élection en election, à ce petit jeu joué par de mauvais joueurs, souvent tricheurs. Contestations systématiques et violences post-électorales donnent une image déplorable des Africains : “Elles les infantilisent”, affirmera même le journal en ligne grioo.com.

Mais le tableau n’est pas toujours si sombre. Certains pays s’illustrent par des scrutins propres, avec des vaincus qui reconnaissent leur défaite et félicitent ceux qui ont été élus. C’est le cas du Ghana avec l’élection à la fin de 2008 de l’opposant Atta Mills, ou du Sénégal, du Mali, du Bénin qui forcent aussi l’admiration de leurs voisins grâce à l’organisation de scrutins sans remous importants. Autant d’exemples à suivre, car ils restent pour le moment minoritaires sur le sol africain. Même si dans certains autres pays les progrès démocratiques sont patents.

PROMENADE DES ANGLOPHONES À NICE

Combien de dirigeants fréquentables participaient-ils au 25^e sommet franco-africain de Nice en juin 2010 ? On ne verra ni le Soudanais Omar el-Béchir, sous le coup d’un mandat d’arrêt émis par la Cour pénale internationale (CPI), ni le Zimbabwéen Robert Mugabe, interdit de séjour sur le sol européen... Tous deux priés de se faire représenter. A noter que l’Union africaine ne reconnaît pas une justice exercée hors du continent et rejette les mandats

d'arrêt délivrés contre Omar el-Béchir.

La présence du Malgache Andry Rajoelina, autoproclamé président de la Haute Autorité de transition après le coup d'Etat armé de mars 2009 à Tananarive, aurait agacé l'Union africaine ; il ne viendra donc pas.

Autre grand absent : le Libyen Muammar Kadhafi qui ne participe à aucun sommet Afrique-France depuis 1973.

Absent également : l'Ivoirien Laurent Gbagbo, excusé pour des raisons de "sécurité intérieure", et représenté par [Laurent Dona Fologo](#)¹, président du Conseil économique et social de Côte-d'Ivoire.

Représenté également : Joseph Kabila, président de la RD Congo, qui a envoyé son [ministre des Affaires étrangères](#)².

En revanche, on remarque beaucoup deux petits nouveaux : le Guinéen Sékouba Konaté et le Nigérien Salou Djibo, portés tous deux récemment à la tête de leur pays à la faveur d'un putsch militaire. Ces deux hommes en uniforme seront au nombre des invités du sommet parce qu'ils se sont engagés à [rendre le pouvoir aux civils](#)³.

Dans ce contexte, les invités-vedettes de Nice seront le président sud-africain Jacob Zuma, le Nigérien Goodluck Jonathan, à la tête du pays le plus peuplé d'Afrique, voire le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, porte-voix éloquent du continent lors du sommet de Copenhague sur le changement climatique, en 2009.

Pas de chef d'Etat francophone privilégié.

Version officielle : "La France ne se sent pas l'amie des seuls pays francophones ; vous êtes tous des amis, explique le président français lors de la cérémonie de clôture. Je pense que ce sommet tourne la page d'une relation complexe et complexée ; il marquera, en tout cas, une étape."

Sur place, quelques anciens murmurent... "Le président Zuma" par-ci ; "mon ami Jacob" par-là. Nicolas Sarkozy n'en a que pour son invité sud-africain... C'est en compagnie de Jacob Zuma que le président français choisira de déjeuner avant l'ouverture du sommet ; c'est avec lui, aussi, qu'il fera une brève promenade digestive à la sortie de la réception donnée en l'honneur de tous les chefs d'Etat ; c'est à ses côtés, encore, qu'il va prendre place pendant les trois séances de travail à huis clos.

S'il est admis qu'aucun geste d'homme politique n'est tout à fait gratuit, quel est le message ? Nicolas Sarkozy manifeste-t-il qu'il veut désormais voir plus loin que le Nord, l'Ouest et le Centre du continent ?

"L'Afrique est notre avenir, assure-t-il. Longtemps en marge, le continent africain s'impose chaque jour davantage comme un acteur majeur de la vie internationale. Le formidable dynamisme démographique de l'Afrique, ses ressources considérables en font la principale réserve de croissance de l'économie mondiale pour les décennies à venir."

Vision prospective ? Première ébauche d'un renouveau partenarial ? De quelle Afrique parle-t-on ? "Il n'y a pas d'un côté des grands pays, de l'autre des petits, assure M. Sarkozy, mais des partenaires qui ont des intérêts à

défendre, des points de vue à faire valoir, sur la base d’une relation d’égalité.” Sur le papier, il est difficile de ne pas suivre le président français. Mais la distance affectée derrière un bon discours n’assourdit-elle pas un peu l’*aggiornamento* ? Quand le cœur n’y est pas...

VIVE LA FRANCOPHONIE !

L’ancien président sénégalais (1981-2000) Abdou Diouf, successeur de Léopold Sédar Senghor, élu démocratiquement à trois reprises, est secrétaire général de la Francophonie depuis janvier 2003. Il a succédé à l’Egyptien Boutros Boutros Ghali, ancien secrétaire général des Nations unies. On connaît sa longue silhouette et on salue sa réelle hauteur de vue.

Le projet d’une Organisation de la Francophonie porte la marque de Léopold Sédar Senghor qui confiera un jour : “L’idée m’en est venue, je crois, en 1955, lorsque, secrétaire d’Etat à la présidence du Conseil dans le gouvernement Edgar Faure, j’étais chargé de la révision du titre VIII de la Constitution, relatif aux départements, territoires d’outre-mer et protectorats. J’eus, alors, l’occasion de m’en entretenir avec [Habib Bourguiba](#)⁴, qui était en résidence surveillée en France. C’est de là que datent notre amitié et notre coopération. Il s’agissait, comme je l’ai dit en son temps, d’élaborer, puis d’édifier un «Commonwealth à la française» (...). Par ensemble, j’entendais, j’entends toujours : entre nations qui emploient le français comme langue nationale, langue officielle ou langue de culture.”

En pratique, l’OIF n’est ni la Ligue arabe, ni l’Organisation des Etats américains. La Francophonie se rapproche en effet d’un [Commonwealth](#)⁵ à la française, en plus informel. Certes, comparaison n’est pas raison. Le Commonwealth, dont les membres les plus importants sont l’Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l’Inde, le Nigeria en Afrique de l’Ouest, est trois fois plus peuplé et apparemment plus riche, avec un PNB cumulé de 3 717 milliards de dollars, contre 2 934 milliards pour les membres de l’OIF⁶. Selon une enquête de l’hebdomadaire *Jeune Afrique* en 2004, la Francophonie et ses différents opérateurs s’appuieraient sur des effectifs de plus de mille personnes, contre moins de trois cents pour le Commonwealth.

Le Cameroun, Maurice, les Seychelles, et le Mozambique sont simultanément membres de l’OIF et du Commonwealth. Le Rwanda, où l’anglais est désormais langue officielle – à côté du kinyarwanda et du français –, a fait part de sa volonté d’adhérer au Commonwealth.

OBJECTIF : 600 MILLIONS DE FRANCOPHONES

Interrogé sur l’impact des changements géopolitiques sur la Francophonie, Abdou Diouf affirme volontiers son optimisme à propos du rayonnement de la langue française. “L’Afrique est l’avenir de la francophonie”, dit-il.

Explication : “Si les objectifs en matière de scolarisation sont atteints et compte tenu de la croissance démographique, il pourrait y avoir demain 600 millions de locuteurs en Afrique, et peut-être un milliard, contre 200 millions aujourd’hui dans le monde. Nous devons donc consentir tous les efforts possibles... Certains pays de l’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale, tels le Ghana, ou le Mozambique, viennent à la Francophonie aujourd’hui car ils veulent dialoguer avec l’Afrique francophone, tout en restant dans le Commonwealth. A l’inverse, le Rwanda a rejoint le Commonwealth, mais il reste dans la Francophonie. J’insiste sur ce point car nous sommes habitués à ne voir que les trains qui déraillent en oubliant tous ceux qui sont à l’heure... L’Ethiopie, se félicitant de ses premiers succès, veut faire du français une langue obligatoire au lycée. Nous devons investir dans l’éducation. Nous devons nous donner les moyens d’étendre l’initiative francophone de formation à distance pour les maîtres du primaire, actuellement au stade de l’expérimentation.”

La Francophonie qu’incarne Abdou Diouf représente pour l’essentiel un ensemble de réseaux de coopération. De l’Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), créée à Niamey en 1970, devenue ensuite Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), jusqu’à l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en 1995, celle-ci a mûri. Elle s’est beaucoup structurée, allant du sommet de chefs d’Etat membres aux conférences des ministres (Education, Culture, Jeunesse, Sport, etc.), sans omettre les autres organisations dont celles des parlementaires et des maires francophones. L’Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l’université Senghor d’Alexandrie, le grand prix de la Francophonie, les Jeux francophones, la chaîne de télévision internationale tv5 Monde ont un rayonnement incontestable. Sans oublier les bourses de formation, les subventions de recherche, le soutien aux multiples activités d’échanges, les visites de terrain et le combat pour les droits de l’homme et la liberté de la presse, mené avec des succès inégaux. Deux Maisons des savoirs destinées à répondre aux besoins des jeunes défavorisés des banlieues ouvrent à Kinshasa et Ouagadougou.

“L’Afrique subsaharienne a besoin de former 4,5 millions d’instituteurs d’ici à 2015 dont 2 millions en zone francophone, précise le Québécois Clément Duhaime, l’excellent administrateur général de l’OIF. Une formation-pilote est en place pour 2 000 instituteurs issus de quatre pays, Burundi, Madagascar, Bénin et Haïti. Nous en tirerons bientôt les conséquences à grande échelle en mettant autour de la table des bailleurs comme l’AFD, la Banque mondiale, etc.”

Le budget annuel de la Francophonie s’élève à 79,3 millions d’euros, budget inférieur à celui de tv5 Monde, qui est de l’ordre de 100 millions. Elle regroupe 70 Etats, 54 membres de plein droit, 2 associés et 14 observateurs, ayant le français en “partage”.

Pour tous ceux qui ont quelquefois tendance, ici ou là, à imaginer la France et le français au centre du monde – la fameuse arrogance française –, le continent africain apporte plein de leçons propres à développer notre sens de la relativité... On a longtemps vécu dans l'idée que l'anglais comme le français étaient des langues véhiculaires indispensables pour faire le lien entre mille langues vernaculaires. En réalité, l'Afrique compte une vingtaine de langues transnationales ; certaines sont pratiquées à la fois dans les pays francophones et anglophones. C'est le cas du yoruba, langue partagée par 20 millions d'Africains, au Nigeria mais aussi au Bénin ou au Togo. Le haoussa, que parlent près de 40 millions d'Africains, se retrouve au Nigeria et au Ghana, mais aussi au Niger, au Tchad, au Bénin au Togo et au Cameroun. Le swahili compte une cinquantaine de millions de locuteurs répartis en Afrique australe, mais aussi au Kenya, au Burundi, en Centrafrique ou en RDC.

D'autres langues moins répandues connaissent un destin similaire : le bambara (près de 9 millions de pratiquants) parlé au Mali ainsi qu'au Burkina Faso, en Côte-d'Ivoire, en Gambie et en Guinée, le mossi (près de 5 millions de pratiquants) que se partagent Maliens et Burkinabés, le senoufo (1,2 million de pratiquants) que l'on retrouve en Côte-d'Ivoire et au Burkina Faso ou le songhaï (1,2 million de pratiquants) parlé au Niger et au Mali, le sango (4,9 millions de pratiquants), dont la République centrafricaine a fait sa langue officielle avec le français, et qui est également pratiqué au Tchad, le kanuri (2,5 millions de pratiquants) que l'on retrouve au Niger, au Nigeria et au Tchad.

Pour ce qui est du français, voici des chiffres établis en 2005 par l'Observatoire de la langue française pour l'OIF. Ils sont quelquefois surprenants.

Selon l'enquête de l'Observatoire, seulement un Marocain sur trois parlerait le français au moins partiellement. Chiffre à rapprocher de celui de l'Algérie, pays non-membre de l'OIF, mais revendiquant d'être le deuxième territoire de langue française au monde après la France avec 22 millions de francophones. Deux Algériens sur trois. Deux Tunisiens sur trois également...

Au sud du Sahel, les populations affichent une pratique extrêmement variable selon les pays. Un Burkinabé sur vingt, un Béninois sur quatre, quatre Congolais sur dix au Congo-Kinshasa, six sur dix au Congo-Brazzaville, huit Gabonais sur dix, sept Ivoiriens sur dix, trois Sénégalais sur dix... Dans l'océan Indien, la pratique du français atteint les 75 % à Maurice. Elle est inférieure à 20 % à [Madagascar](#)⁷.

La chance de notre langue, c'est que, en dehors des élites, beaucoup d'Africains la pratiquent à la manière de M. Jourdain, sans le savoir.

frontaliers...

La langue française serait-elle en train de se “sénégaliser” ? “Sénégaliser”, autre expression locale, construite suivant un mode analogue à “tropicaliser”, signifie rendre apte à supporter le Sénégal. L’expression est essentiellement valable pour les voitures, les téléphones et les frigos... Toujours ce sacré Mamadou : “Mamadou a niqué le bas de caisse de sa R19 venante, car il ne l’a pas sénégalisée avant de prendre la route merdique de [Tambacounda](#)¹⁰.”

“Venante” se dit de tout ce qui arrive de France. Les vieilles automobiles en particulier.

La langue française se “casse¹¹” à Dakar, comme à Abidjan, Niamey ou Alger... Mais ne croyez surtout pas que le nouchi ou le sénéfrançais puissent servir de viatique universel à travers la francophonie. Attention ! Si on se fait prendre à “couper” à Treichville, c’est parce qu’on est un voleur, ou bien un escroc ; à Grand-Yoff, en revanche, celui qui “coupe” interrompt simplement le jeûne du ramadan au coucher du soleil. A Alger, on dira “couppitlou”.

En Algérie, le “bon” français s’enseigne désormais au lycée et à l’université ; mais les mots sont restés partout dans la mémoire des rues – c’est le bledi. Le français est présent en Algérie dans le langage quotidien par son association aux autres langues parlées, dans le cadre de ce que les experts appellent “l’alternance codique” : une phrase peut se composer d’un va-et-vient entre arabe algérien, français et berbère. Le français devient une réserve pour les phrases algériennes qui lui empruntent des mots en leur apportant une forme locale : “téléphonit-lu” (je lui ai téléphoné), entend-on couramment.

Cette nouvelle façon de parler est devenue un signe de reconnaissance pour une génération de jeunes qui n’ont connu ni la colonisation, ni l’émigration, mais échangent sur leurs [blogs](#)¹² des listes de mots passés dans la langue de tous les jours, avec juste une pointe de [harissa](#)¹³. La déprime devient “rani n’dépress”, défouler “ndifouli”, la cuisine “couzina”, les talons aiguilles “sebbate talo”, la contrebande le “trabendo” – il arrive qu’on ne reconnaisse pas forcément les mots ; enfin, ce n’est pas sûr... “Makach mouchkil !”

En Afrique, la langue française est à la fête. Et elle fait des allers-retours dans les valises des émigrés ou des “immigrés”, selon le côté où on se place.

NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRÉS FRANCOPHONES

On ne peut pas parler d’Afrique sans évoquer l’immigration.

Puisqu’il y a tant de présupposés idéologiques et d’obstacles scientifiques dans le décompte des populations, il n’existe pas de données sûres, on parle en termes de fourchette. Il y aurait [entre 5 et 7,5 millions d’immigrés en France](#)¹⁴.

Un démographe plutôt radical, comme Jean-Paul Gourévitch, estime que l’immigration représente 12,25 % de la population métropolitaine, et que trois quarts des immigrés sont issus du continent africain : 3,4 millions du Maghreb (l’Algérie devant le Maroc et la Tunisie), et 2,4 millions de l’Afrique

subsaharienne. Il ne s'agit pas de chiffres politiquement corrects. Mais s'ils étaient vraisemblables ?

Selon Michèle Tribalat, démographe à l'Institut national d'études démographiques (INED), près de 14 millions de Français n'ont-ils pas un parent ou un grand-parent immigré, soit **23 % de la population**¹⁵.

Cette étude me fait irrésistiblement penser à la chanson de Jean Boyer et Georges Van Parys que chantait Maurice Chevalier en 1939, à une époque où le patriotisme était de mise et la conscription obligatoire :

*Et tout ça fait
D'excellents Français
D'excellents soldats
Qui marchent au pas
Ils n'en avaient plus l'habitude
Mais, tout comm' la bicyclette,
Ça n's'oublie pas !
Et tous ces gaillards
Qui pour la plupart*

*Ont des goss's qui ont leur certificat d'études
Oui tous ces brav's gens
Sont partis chicment
Pour faire tout comme jadis
C'que leurs pèr's ont fait pour leurs fils*¹⁶

Dans les rangs des conscrits de 1939, la France "mobilise" plus de 110 000 Africains originaires des pays sub-sahariens et 340 000 Nord-Africains. La mobilisation nord-africaine permet alors la constitution de quatorze divisions : sept divisions d'infanterie nord-africaine, quatre divisions d'infanterie d'Afrique et trois brigades de spahis, composées aux deux tiers d'"indigènes".

Au 1^{er} mars 1940, on compte donc 70 000 Nord-Africains stationnés en métropole, auxquels s'ajoutent 10 000 hommes en Afrique du Nord, 23 000 au Levant, 2 000 dans la marine et 145 000 affectés aux forces du territoire.

Après l'appel du 18 Juin du général de Gaulle, l'AEF se ralliera la première derrière le gouverneur du Tchad, le Guyanais Félix Eboué, et sous les ordres du commandant Marchand. Algérie et Maroc seront loyaux chacun à sa manière, les FFL derrière de Gaulle et Londres ; les autres derrière Giraud et Alger...

L'épopée des soldats de Leclerc commence à Bir Hakeim (mai-juin 1942). Elle va permettre – au même titre que la Résistance intérieure – à la France de se retrouver signataire de la reddition allemande aux côtés des Alliés : Grande-Bretagne, Etats-Unis et URSS...

De juin 1940 à mai 1945, 55 000 Tunisiens, Marocains, Algériens et soldats

venus d'Afrique noire trouveront la mort, dont 25 000 dans l'armée d'Afrique.

ALGÉRIE, MADAGASCAR, CAMEROUN, POUR MÉMOIRE...

Les mouvements d'indépendance réprimés dans le sang en Algérie, à Sétif (1945), mais aussi à Madagascar (1947), au Cameroun (1955-1960) et la guerre d'Algérie proprement dite (1954-1962) feront bien plus de morts chez les Africains que la Seconde Guerre mondiale : plusieurs centaines de milliers, en Algérie pour l'essentiel...

Arrêtons-nous sur les événements de Sétif, de Madagascar, du Cameroun, ces derniers alors peu connus d'une opinion française et d'une presse anesthésiées par les guerres d'Indochine et d'Algérie, aux importantes conséquences nationales et internationales.

A Sétif, dans l'Est algérien, le 8 mai 1945 marque le début de l'insurrection et le durcissement de la répression, bien avant la date historique du 1^{er} novembre 1954. Alors que l'on fête, comme il se doit, la victoire alliée sur la barbarie nazie, quelques porteurs de drapeaux nationalistes se mêlent aux dix mille manifestants. La police ouvre le feu. Les jours suivants, dans la région de Sétif, on assiste à une chasse aux colons qui fait une centaine de morts. En représailles l'intervention de l'armée, appuyée par l'aviation, en Petite Kabylie entre Béjaïa (Bougie) et Jijel (Djидjelli) ainsi qu'à Guelma, Kerrata et Perigotville, fera plus d'un millier de morts d'après les autorités françaises, quinze mille pour l'historien Benjamin Stora, quatre-vingt-cinq mille pour *El Moudjahid*, quotidien clandestin du FLN. Estimations controversées par les uns et les autres. Le choc sera ressenti en Algérie, au Maghreb, dans toute l'Afrique et suscitera une émotion considérable même si, "en métropole", les événements de Sétif du 8 mai 1945 et leurs conséquences furent, et sont parfois encore, minimisés.

A Madagascar, dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, sous l'étendard blanc et rouge de la reine Ranaivalona III, un soulèvement anticolonialiste éclate en divers points de l'île. La répression de l'armée française – avec la participation de tirailleurs sénégalais – fera entre quinze mille et quatre-vingt mille morts. A Paris, les députés malgaches Ravoahangy, Rabemananjara, et Raseta, subiront la levée de leur immunité parlementaire. Considérés comme chefs de l'insurrection, ils seront traduits en justice, condamnés, pour les deux premiers à la peine capitale, le troisième aux travaux forcés à perpétuité. Toutes peines commuées en 1956 en exil. Ils reviendront à Madagascar en 1960, année des indépendances africaines et malgache. Le grand poète Rabemananjara, qui a toujours contesté son rôle dans l'insurrection, terminera ses jours à Paris, entouré de la considération du monde intellectuel et littéraire francophone.

Au Cameroun, l'Union des populations du Cameroun (UPC), mouvement révolutionnaire soutenu par l'Union soviétique et la Chine populaire, crée

en 1955 un maquis indépendantiste en pays bassa et bamiléké et déclenche une campagne de violences dans tout le pays, refusant une indépendance octroyée. L'armée coloniale organise une terrible répression n'épargnant pas les populations civiles. Des villages sont brûlés, leurs habitants massacrés ou "déplacés", des camps de regroupement créés comme en Algérie pour éviter le contact des populations avec les "rebelles". Figure de la revendication nationale, aujourd'hui reconnue – récupérée, disent les mauvaises langues – par le Cameroun officiel, Ruben Um Nyobé est tué au maquis en septembre 1958. Son adjoint Félix Moumié sera empoisonné par "la main rouge" (services secrets français) dans un grand hôtel à Genève en octobre 1960. Et j'assiste par le plus grand des hasards, le 15 janvier 1971 – en compagnie de mes étudiants en journalisme qui avaient été reçus la veille à Bandjoun par le chef traditionnel Fokam Kanga –, à l'exécution sur la place publique de Bafoussam, capitale du pays bamiléké, du dernier chef rebelle de l'UPC, Ernest Ouandié. La "pacification" fera, entre 1955 et 1970, plusieurs milliers de morts. Le Cameroun, ce magnifique pays, d'une grande richesse humaine et artistique, à l'économie diversifiée, cette Afrique en miniature, connaîtra, du fait de son passé colonial, une histoire tumultueuse. Il aura néanmoins trouvé son unité avec le président Ahmadou Ahidjo, et la stabilité sous la présidence de Paul Biya. Il demeure un pays aux équilibres fragiles, les esprits étant encore marqués par les événements sanglants de son histoire, souvent méconnus de l'opinion internationale et française.

"En France, les quatre années de l'occupation allemande sont encore très présentes dans les mémoires, écrit le romancier ivoirien Ahmadou Kourouma. Nous, nous avons subi un siècle de colonisation et le silence pèse encore." C'est à l'honneur des premiers dirigeants de l'Afrique indépendante d'avoir su asseoir la politique de leurs pays sur l'amitié avec la France, en dépit du passé.

Nos guerres coloniales ne sont pas encore digérées aujourd'hui puisque l'opinion reste partagée entre l'éloge éhonté des "bienfaits de la colonisation" et les miasmes morbides de la repentance. On n'a pas le pouvoir de chasser le passé, on n'a pas le droit de l'occulter, on a le devoir de le connaître. Place aux historiens, aux chercheurs, aux archives. Place à la transparence et à la recherche de la vérité historique, loin des images d'Epinal de nos manuels scolaires. L'histoire de la colonisation et de la décolonisation reste à écrire.

DIVERSITÉ, IDENTITÉ

"La France se nomme diversité", disait Fernand Braudel. La République, elle, est une et indivisible. Unité et diversité, unité dans la diversité, telle est la dialectique qui structure en filigrane l'histoire française des trente dernières années. Notre pays est aujourd'hui à la croisée des chemins : son histoire, depuis toujours, de même que sa géographie en font un carrefour, une terre d'accueil, un pays essentiellement multiple et polymorphe. Notre système

ainsi que nos valeurs républicaines, si souvent décriés, ne sont pas dépassés. Avec ses 6 millions d'immigrés (prenons le chiffre moyen) auxquels s'ajoutent les 14 millions de Français de deuxième ou troisième génération et 2 653 942 habitants des DOM-TOM au 1^{er} janvier 2010, la France est une terre d'immigration, une terre d'immigrés. Plus du tiers de la population.

Il existe différentes manières de concevoir une population aux origines multiples : la ségrégation pratiquée naguère dans le Sud des Etats-Unis, grande sœur de l'apartheid ; le communautarisme à l'anglaise ; et l'intégration à la française. Aucun de ces trois systèmes n'est satisfaisant. Le premier est exécration. Le deuxième crée des ghettos et fait prévaloir le communautarisme sur les valeurs communes. Le troisième est le seul qui correspond à nos valeurs républicaines et à notre histoire, quand bien même connaît-il de sérieux déboires.

Il est même considéré comme un échec par le président Sarkozy, "conséquence de cinquante ans d'immigration insuffisamment régulée" (discours de Grenoble, 30 juillet 2010). Discours nuancé par le ministre de l'Immigration, Eric Besson : "La France est aussi riche de ses entrepreneurs, chercheurs, artistes, sportifs, issus de l'immigration, symboles d'une intégration réussie." Ouf ! La France est terre d'immigration et en possède toutes les couleurs. Comment réguler sans stigmatiser, la voie est étroite. La devise républicaine n'est pas une formule magique, mais doit être défendue, expliquée, appliquée. Et ne peut être réduite au piteux débat sur l'identité nationale infligé à notre pays.

Je citerai Abdou Diouf, une nouvelle fois. Interrogé par la commission de la culture du Sénat, le secrétaire général de la Francophonie refusera "de s'ingérer dans un débat intérieur". "Je serais bien en peine de vous dire quelle est mon identité, dira-t-il. Je sais au moins qu'elle est plurielle... Lorsqu'il m'a nommé Premier ministre, le président Senghor m'a bien recommandé de rappeler que j'avais un quart de sang wolof, un quart peul, un quart sérère, un quart toucouleur, que j'étais un métis au niveau du Sénégal. Ma culture est négro-africaine, wolof et française, ainsi qu'arabo-islamique. La pire chose est l'identité fermée, ghettoïsée, meurtrière, car une identité doit s'ouvrir sur les autres."

Le président de France Télévisions, Patrick de Carolis, m'a fait l'honneur de me nommer en 2009 à la tête d'un comité chargé de veiller à la diversité sur les antennes de la télévision publique. Une diversité qui s'appuie, ainsi que je l'ai souligné en présentant un premier rapport en avril 2010, sur un bien commun : "Le français, une langue partageuse, porteuse de droits et de devoirs, langue souvent massacrée dans les médias et sur le Net, moquée par de beaux esprits prétendument modernistes, et menacée dans les instances internationales. Langue qui a été imposée à d'autres peuples par le système colonial et récupérée par les damnés de la terre."

"Un magnifique butin de guerre", selon les mots du grand écrivain algérien Kateb Yacine. Une langue que s'est appropriée, en l'enrichissant, Aimé

Césaire, défenseur du créole et créateur de la négritude avec Senghor et Damas.

Aujourd'hui, le défi qui s'offre à la télévision française, toutes chaînes confondues, est pluriel : opérer une véritable révolution des esprits, un changement des mentalités et des comportements et ne plus laisser au bord du chemin des talents isolés, à cause de leurs origines sociales ou ethnoculturelles. Nous devons sans cesse être prêts à nous remettre en question et à prendre de la hauteur. La promotion de la diversité impose une action forte et volontaire pour parvenir à une véritable égalité des chances. Pour que la télévision de demain soit celle de tous les Français.

Les conclusions s'inspirent notamment de mon expérience à la tête de quelques médias français et du Conseil supérieur de [l'audiovisuel](#)¹⁷. La diversité doit être l'un des moteurs du service public. En termes de visibilité comme en termes de contenu, la diversité peut amener vers France Télévisions un public jeune qui ne se reconnaît ni dans le mode de consommation audiovisuel classique, ni dans des contenus trop figés, trop formatés, trop peu en prise avec la société d'aujourd'hui. Le service public doit être ouvert, réactif et offensif. Il ne doit pas subir la diversité comme une contrainte politique, mais l'assumer comme un choix éditorial. C'est en prenant acte de la diversité des modes de consommation, en favorisant la diversité des visages et celle des messages, que France Télévisions pourra rester au centre du paysage audiovisuel français. Si tel n'est pas le cas, on n'échappera pas, à plus ou moins long terme, à des décisions politiques privilégiant la discrimination positive et instaurant des quotas, comme ce fut le cas dans d'autres pays, qui, aujourd'hui, en reviennent...

FRANCE Ô NATIONALE, ENFIN !

Le changement de multiplex pour France Ô, chaîne numérique des stations d'outre-mer, va lui permettre d'apporter la couleur tropicale de ses programmes sur l'ensemble du territoire métropolitain, en diffusion nationale et gratuite, sur le canal 19. Enfin !

L'arrivée de la chaîne – longtemps maltraitée – s'accompagnera d'une évolution de ses programmes. Dès le 13 juillet 2010, France Ô a mis à l'antenne une nouvelle grille, articulée autour de trois axes : l'ancrage dans l'outre-mer, l'ouverture sur la diversité et un espace plus large dédié aux divertissements et à la création – musique, fiction et films du monde. Le déplacement de France Ô devrait permettre en même temps d'envisager l'utilisation de l'ancien canal dédié à la chaîne ultramarine pour donner une meilleure visibilité à la chaîne francophone TV5, efficacement dirigée par Marie-Christine Saragosse.

Ceci mettrait fin à un paradoxe, que souligne Abdou Diouf devant les sénateurs français : “La chaîne multilatérale de la francophonie est regardée partout, sauf dans le principal pays francophone, la France. Pour commencer,

pourquoi ne pas lui attribuer la place libérée sur la TNT Ile-de-France par France Ô ? Ce serait déjà 10 millions de spectateurs supplémentaires. tv5 est la chaîne la plus regardée au monde avec CNN et MTV, elle est présente dans deux cents pays, mais aucun Français ne connaît ses programmes !”

L’AFRIQUE AU CŒUR DE TV5 MONDE

Abdou Diouf a cent fois raison. Mais sera-t-il écouté par des décideurs clientélistes, et sans vision d’un avenir audiovisuel aussi bouleversé que l’état du monde ? Non seulement les obstacles de droits à régulariser peuvent se résoudre. Mais surtout l’exposition à un public proche conduira les programmeurs à trouver des solutions plus inventives.

tv5 dispose déjà au demeurant d’un instrument amélioré en matière d’analyse du public de l’Afrique de l’Ouest. Une sorte de Médiamétrie “tropicalisée”. Ce dispositif, mis en place par TNS Sofres, est baptisé Afriscope. Financé par France 24, RFI, TV5 Monde, CFI, Canal+ Horizons et France Télévisions publicité international (FTPI), Afriscope effectue des études d’audience sur les médias audiovisuels en Afrique francophone (Sénégal, Côte-d’Ivoire, Cameroun, RD Congo, Mali et Gabon).

Selon les derniers résultats, le taux d’équipement en téléviseurs des grandes villes (Dakar, Abidjan, Yaoundé, Kinshasa) est désormais compris entre 93 % et 98 %. Entre 81 % et 90 % des individus âgés de plus de quinze ans disposent d’au moins un poste de radio FM. Ce large accès aux médias se traduit par des durées d’écoute importantes pour la télé : près de trois heures et demie par jour à Yaoundé et à Dakar, plus de trois heures à Abidjan, environ deux heures vingt à Kinshasa. Pour la radio, le temps d’écoute journalier oscille entre une heure et une heure quarante-cinq.

Logiquement, les cadres et dirigeants sont plus “accros” aux chaînes internationales que le reste de la population : 55 % d’entre eux regardent quotidiennement tv5 Monde, 38 % France 24 et 22 % Canal+ Horizons en zone Afriscope. Pour la radio, RFI obtient 80 % d’audience cumulée sur ce segment, contre 16 % dans l’ensemble de la population.

TV5 est présente sur le continent avec les programmes de tv5 Afrique, dirigée par la talentueuse journaliste franco-camerounaise Denise Epoté. Une chaîne généraliste mutualisant les programmes des chaînes publiques francophones du Nord (Belgique, Canada, France, Suisse), à quoi s’ajoutent des journaux internationaux et des éditions spécifiques Afrique.

Mais on notera surtout que tv5 a lancé en 2010 un programme innovant : une web-TV dédiée au continent, accessible à tous, gratuitement, *via* le portail Afrique de la chaîne francophone. Bien entendu, il existe pour l’heure moins de connexions Internet que de paraboles sur les toits, mais cela permet de renouveler l’image de la chaîne francophone.

Chacun a désormais la liberté de créer sa propre programmation et de sélectionner l’ordre de diffusion des programmes. Cinéma, musique,

information, sport, fictions policières *made in Africa*... Pour ce lancement, le 25 mai 2010, la chaîne a rassemblé de nombreux acteurs de la culture africaine à Paris : Passi, Tiken Jah Fakoly, Amazigh Kateb ou Julien Jacob, les stylistes Sadio Bee et Xuly Bet, le créateur de la marque Airness Malamine Koné, les cinéastes Inoussa Ousseini et Daniel Kamwa, le danseur et chorégraphe Salia Sanou, le designer Cheick Diallo, les sportifs François Omam-Biyik et Enoch Effah... Et France Télévisions projette de créer un grand portail d'information unique avec l'ambition d'en faire le premier portail d'information francophone.

RFI FER DE LANCE DE LA FRANCOPHONIE

Vous connaissez Radio France internationale “RFI, il est huit heures à Paris, six heures en temps universel, sept heures à Yaoundé”. Dans les années 1980, j’ai fait, à cinquante ans, mes débuts dans l’audiovisuel comme patron de RFI, en mettant en place un premier “plan quinquennal de développement”. Depuis près de trente ans notre radio internationale a conquis des positions auxquelles un effacement remontant à l’ORTF l’avait conduite à renoncer. Forte de quarante-cinq millions d’auditeurs réguliers, RFI figure désormais dans le peloton de tête des grandes radios internationales, juste derrière la BBC et la Voix de l’Amérique ; elle est devenue un des acteurs les plus importants de la présence et de l’action culturelle française à l’étranger. Première en Afrique francophone, RFI y est écoutée comme une radio nationale mais doit faire face – vive la concurrence ! – à une compétition accrue d’opérateurs locaux et de radios internationales. Qui voudrait ignorer, à l’heure de la mondialisation, ce continent si proche de l’Europe, aujourd’hui courtisé, flatté par les Chinois, après les Américains et les Russes ? Faut-il que demain l’on y parle – donc qu’on y achète et qu’on y vende – essentiellement russe, anglais ou chinois ? Toute présence économique s’appuie sur une forte présence culturelle, fondée sur l’ouverture et l’échange. RFI a joué jusqu’à l’aube du XXI^e siècle un rôle prépondérant dans le monde des médias, fournissant dans plus de cent trente pays des programmes radio spécifiques à plus de sept cents partenaires. Par le dialogue des cultures elle a fait connaître des centaines d’artistes et d’écrivains ayant en partage le français. Elle demeure le fer de lance d’une francophonie minée dans tous les domaines de notre action extérieure par des budgets... en perpétuelle régression.

Mais le temps a passé...

Le développement des médias internationaux français a trop longtemps été pensé en termes de pénurie, les subsides publics français étant dispensés par des administrations sournoisement concurrentes (Quai d’Orsay, Coopération, Culture, Communication, Matignon et Bercy).

La mise en place en 2008 de la société holding AEF (Audiovisuel extérieur de la France) doit permettre de mieux coordonner les activités des radios et télévisions publiques détenues par l’Etat, ayant une diffusion à

l'international : France 24, la chaîne d'information continue, Radio France internationale et tv5. Sa mission est de dynamiser et de moderniser ces sociétés qui travaillaient jusqu'ici en ordre dispersé, et de définir une stratégie commune tenant compte de l'évolution du monde et de la révolution technologique... J'ai trop appelé un tel rapprochement de mes vœux pour ne pas me féliciter du réveil de la belle endormie, même si les choix d'organisation et de management ne sont pas toujours heureux. Et pourquoi, comme à la BBC, avec le si efficace World Service, ne pas avoir rattaché l'audiovisuel extérieur français à France Télévisions ? L'ambition internationale doit être au cœur de la démarche éditoriale du groupe de la télévision publique.

AU TEMPS DES PARABOLES ET DE L'AFP

Je suis bien placé pour dire qu'il n'y a pas que les chaînes internationales de l'AEF (Audiovisuel extérieur de la France) dans le paysage africain.

Il y a une vingtaine d'années, André Rousselet, patron fondateur de Canal+, m'avait confié le dossier de l'extension de la chaîne cryptée vers le Maghreb et l'Afrique francophone. En compagnie de mon regretté ami Serge Adda, nous lancerons en 1990 une chaîne de télévision destinée à l'origine au continent africain et au Proche-Orient sous le nom de Canal+ Afrique qui deviendra Canal+ Horizons, puis Canal Overseas.

Serge Adda en sera la cheville ouvrière jusqu'en 2001 ; c'est lui qui préside au démarrage des émissions terrestres au Sénégal (1991), en Tunisie (1992) et en Côte-d'Ivoire (1994).

L'arrivée de la chaîne révolutionne le paysage audiovisuel africain grâce à une programmation audacieuse alliant sport, en particulier football, et cinémas arabe et africain – sans oublier la coproduction de deux cents documentaires et longs métrages. Le succès sera fulgurant, par exemple en Tunisie avec un pic de soixante-cinq mille abonnés au milieu des années 1990. Mais il sera éphémère : le piratage et la concurrence des autres télévisions par satellite conduiront à l'arrêt de la diffusion en 2001 sur le satellite *Hot Bird*, marquant la fin de la présence de la chaîne au Maghreb et au Proche-Orient et son recentrage sur l'Afrique.

Canal+ Horizons est capté désormais en Afrique subsaharienne sur CanalSat, à côté d'un bouquet africain incluant les chaînes nationales sénégalaise, ivoirienne, béninoise, malienne, congolaise, camerounaise – ainsi que les antennes privées Canal 2 et Africable.

CanalSat Maghreb dessert à nouveau les pays d'Afrique du Nord, avec un bouquet original. Quant au satellite, il permet à d'autres opérateurs privés français d'être reçus en Afrique subsaharienne : LCI, TF6 et Eurosportnews sont sur Multichoice Africa.

Avant le développement du satellite, d'Internet et du portable, l'univers était informé des événements survenus en Afrique francophone et au Maghreb

par un canal quasi unique, l'Agence France Presse, une des trois plus grandes agences mondiales. Son fondateur, Jean Marin, en fut le meilleur patron et sut lui donner une place prépondérante dans la diffusion d'une information libre, vérifiée, faisant référence. Nul ne doute que son nouveau président, Emmanuel Hoog, qui fit passer l'Institut national de l'audiovisuel (INA) à l'ère du numérique, s'inspirera de ce prédécesseur, qui avec Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde*, demeure un monument dans la profession. Et qu'il accroîtra le rayonnement international de l'Agence, renforcera la couverture de l'Afrique, en dépit des obstacles clientélistes et étatistes qui encombreront sa route.

CINQUANTE ANS DE DÉVELOPPEMENT MÉDIATIQUE

Et les médias d'Afrique subsaharienne ?

En cinquante ans, de grands progrès ont été accomplis, dans la presse écrite notamment, bien qu'une grande partie des populations n'ait pas encore accès à celle-ci. Le nombre de journaux a explosé, même si l'effervescence des années 1990 est retombée. Certes, les journaux ont encore peu de moyens, les tirages sont restreints – à la taille du lectorat –, les diffamations ou les informations farfelues ou non vérifiées n'ont pas disparu, et la presse de caniveau s'est largement répandue, comme [la pratique du gombo](#)¹⁸. Il faut compter aussi avec les difficultés matérielles : la distribution des journaux laisse à désirer dans certains pays, et les équilibres financiers sont précaires... Le marché publicitaire est réduit par le pouvoir d'achat, le lectorat limité par l'analphabétisme. Un grand nombre de titres sont nés, avant de disparaître très vite, passé l'effet de surprise... La presse a donc considérablement évolué, même si tous les journaux ne méritent pas cette appellation. On assiste à la création des premières agences de presse non gouvernementales. Dans de nombreux pays, une multitude de quotidiens coexistent, certains faisant référence, parmi lesquels on peut citer : [Le Messenger](#)¹⁹, *Mutations* et *Cameroon Tribune* au Cameroun, *Le Soleil*, *L'Observateur*, *Walfadjri* ou *Sud Quotidien* au Sénégal, *L'Observateur Paalga*, *Le Journal du jeudi* au Burkina, *L'Union* au Gabon, *Le Jour*, *24 heures*, *Fraternité Matin* en Côte-d'Ivoire... Signe de la démocratisation de l'écrit, une presse spécialisée a éclos – économique, sportive, féminine, *people*... Chacun connaît la qualité et le rayonnement du précurseur continental *Jeune Afrique*, lancé en 1960 à Tunis par Béchir Ben Yahmed, d'autres ont suivi, jusqu'au petit dernier, l'hebdomadaire financier *Les Afriques*.

Enfin, la presse satirique est florissante : après *Le Politicien* créé par le regretté Mame Less Dia, *Le Cafard libéré* à Dakar, *Le Messenger Popoli* à Douala, *Le Lynx* en Guinée, *Le Scorpion* au Mali... et cela reste bien sûr le meilleur indice d'une certaine liberté d'expression. Les missions essentielles sont donc souvent remplies : désacraliser le pouvoir, le critiquer, faire un travail de réflexion sur l'actualité nationale et internationale. Il faut aller plus

loin. Il faut faire plus pour l’alphabétisation, plus pour l’éducation, et toujours plus pour la formation des journalistes.

Les chaînes de télévision aussi se multiplient²⁰. La RDC en compte trente, le Bénin une demi-douzaine. Basée au Mali, la chaîne par satellite à capitaux africains Africable est née en 2001. Elle diffuse gratuitement dans dix pays francophones et se veut, au-delà des frontières nationales, un moyen de faire découvrir l’Afrique sous toutes ses facettes. Le Nigeria, grand producteur, exporte ses programmes et Africa 24, chaîne panafricaine d’information, lancée il y a près de deux ans, connaît un réel développement.

Pourtant, le parc télévisuel de l’Afrique reste le plus faible avec moins de 3 % du parc mondial en 2004. Héritière de l’administration coloniale, du jacobinisme français, de l’ORTF et de l’époque des partis uniques, la télévision, dans bon nombre de pays d’Afrique francophone, reste trop soumise au pouvoir. Dans une dizaine de pays du continent, elle demeure un monopole d’Etat. Victime de la vacuité et du peu d’ambition des programmations, le téléspectateur africain doit trop souvent se contenter de rediffusions de médiocres feuilletons.

La fracture technologique empêche nombre d’Africains d’avoir accès au satellite. Elle doit être résorbée, au mieux et au plus vite, car la parabole apporte des images d’ailleurs, avec TV5, CNN, BBC World News, Al Jazeera, Canal+ Horizons, Euronews ou France 24. Les satellites, qui désenclavent le continent, sont le présent et l’avenir de la télévision. Pour répondre à cette offre démultipliée, les programmes des chaînes publiques ou privées doivent être plus ambitieux, et plus conformes à la réalité de la vie des populations. De leur côté, les instances de régulation, tout en se gardant de toute censure, doivent se faire les prescripteurs avisés d’une télévision plus humaine, plus moderne, plus démocratique, en ayant pour objectif la diversité du paysage médiatique, et pour méthode la médiation, la concertation, l’adaptation et l’indépendance. Boîte à images, la télévision doit devenir, en Afrique comme ailleurs, une boîte à idées : le réceptacle voire l’animateur du débat démocratique.

La radio est le premier média en Afrique subsaharienne : un transistor peut s’acquérir à bas prix, beaucoup d’adultes ne savent pas lire, les communications rendent difficile l’acheminement des journaux et neuf familles sur dix n’ont pas la télé. Infos locales, conseils agricoles, débats, petites annonces : dans cette culture de l’oralité, la radio joue le rôle de la presse écrite ailleurs. Il n’est pas étonnant que la radio publique française, Radio France internationale (RFI), qui diffuse en quatre langues sur le continent (français, anglais, portugais, haoussa, et bientôt swahili), soit le média le plus influent, avec vingt-six millions d’auditeurs et une heureuse liberté de ton... qui parfois dérange. Tant mieux ! Africa n° 1, la radio franco-gabonaise, est aussi très écoutée, notamment pour sa programmation musicale et son ton “jeune”. Plus de cent cinquante radios ont fleuri au Bénin depuis 1990. Dans nombre de régions, il y a quinze ans, on ne pouvait écouter

que la radio nationale, en français. Le continent connaît une explosion des radios, liée à la démocratisation, aux avancées technologiques – on équipe un studio radio pour 10 000 euros en matériel d'occasion – et à l'appui des bailleurs de fonds (Unesco, organisations non gouvernementales, agences de développement, etc.). On dénombre ainsi aujourd'hui plus de deux cents radios au Mali, soixante-dix au Togo, et une centaine au Sénégal – des chiffres indicatifs, car il s'en crée sans cesse.

La radio est le média le plus africain qui soit. Au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso sont nées les premières radios rurales, établissant un vrai dialogue entre les agriculteurs et certains responsables politiques. Léopold Sédar Senghor me disait dans les années 1970 : “J'apprends plus par [Radio Disso](#)²¹ sur les sentiments profonds des masses rurales que par les rapports de mes gouverneurs.” Grâce à son faible coût, à sa simplicité, mais surtout grâce au rapport naturel qui s'établit entre la technologie radiophonique et ce trésor africain qu'est l'oralité, la radio s'est peu à peu imposée partout comme le vecteur d'information et de divertissement musical numéro un.

INTERNET, ACCÉLÉRATEUR DU DÉVELOPPEMENT MÉDIATIQUE AFRICAIN

Enfin, Internet est de plus en plus utilisé. Sur le continent, il permet de déjouer la censure : des journaux interdits réapparaissent sur la Toile. Ils ne sont plus contrôlables, et ils touchent un public encore plus large que par leur édition papier !

Lorsque l'on évoque le développement sur Internet des médias consacrés à l'Afrique, il faut citer parmi les précurseurs [afrik.com](#), créé il y a dix ans à partir de Paris par des journalistes d'horizons divers, et qui est aujourd'hui le premier site d'informations sur l'Afrique, avec près d'un million de visiteurs par mois et deux rédactions, francophone et anglophone.

Il faut aussi citer [syfia.com](#), qui fédère dix agences de presse, avec soixante-dix correspondants sur le continent. Le site ivoirien né en Californie [allafrica.com](#) reprend pour sa part la presse africaine anglophone ; et [rfi.fr](#) consacre bien sûr des pages importantes d'informations au continent. Chaque pays a un ou des portails d'informations nationales tels qu'[abidjan.net](#), [cameroon-info.net](#), [maliweb.net](#) et [letogolais.com](#). Certains journaux africains ont aussi désormais leur site d'information.

Presse écrite, radio, télévision, et maintenant Internet, qui conjugue parfois les trois, aucun média ne remplace l'autre, ils s'additionnent, se conjuguent, se complètent et se multiplient. Il n'y a que les ennemis de la liberté de la presse pour penser qu'il y a trop de médias. Aussi longtemps que la liberté d'édition et de diffusion est mesurée, il est essentiel de défendre tous les titres, en dépit de leurs faiblesses et maladresses : un pluralisme imparfait est toujours préférable à une presse conformiste et alignée.

Les toutes prochaines années vont permettre à la presse Internet de se développer considérablement sur le continent africain, grâce à l'arrivée d'une

nouvelle génération de terminaux, les téléphones portables connectés, qui dispenseront leurs propriétaires d'utiliser un ordinateur pour accéder à l'information sur Internet. Les spécialistes du développement des réseaux estiment que si le premier milliard d'internautes a été constitué par des utilisateurs d'ordinateurs personnels, le second milliard d'internautes se connectera à la Toile par des téléphones portables de troisième génération. Ces téléphones connectés à Internet seront disponibles en Afrique à des prix accessibles à la fin de l'année 2010 : il ne fait aucun doute que leur usage va révolutionner l'accès à l'information, mais aussi à l'expression, en commençant par les jeunes générations. Dès lors l'Afrique fera un pas de géant, et gommara ce qui subsiste de la fracture numérique.

L'audiovisuel africain doit désormais profiter des solutions numériques pour trouver un relais de croissance dans les nouvelles technologies : mais les tuyaux n'ont de sens que si les images qu'ils acheminent sont de bonne qualité, enracinées dans les identités africaines et tournées vers la modernité. Il faut ainsi promouvoir la création d'une école africaine de fiction, de documentaire, de dessin animé, d'effets spéciaux. Il faut que les auteurs se laissent guider par une inspiration authentiquement africaine, nourrie de mythes ou de références historiques qui leur soient propres.

C'est par la constitution d'un marché international des programmes au sein de l'Afrique que le nouvel élan de l'audiovisuel africain commence à se dessiner. Il est très important que les Etats accompagnent ce mouvement dans le sens d'une libéralisation de l'encadrement des médias, en facilitant la constitution d'offres nouvelles. L'évolution technologique actuelle donne à l'Afrique les moyens de rattraper en quelques années plusieurs décennies de lent et coûteux développement audiovisuel. Encore faut-il que cette dynamique ne soit pas freinée et qu'elle soit encouragée.

C'est en ce sens que doit désormais s'orienter la coopération audiovisuelle entre les télévisions du Sud et du Nord : afin que les évolutions que connaîtront les chaînes africaines soient porteuses d'avenir et de création culturelle, en Afrique même, porteuses de développement économique aussi. Il n'est que temps de se souvenir que l'audiovisuel est une industrie qui peut créer des emplois et de la richesse. Même en Afrique. Surtout en Afrique.

FLAMBEAUX DE LA VITALITÉ FRANCOPHONE

Impossible de refermer ce chapitre centré sur la francophonie, sans saluer le travail de terrain de ceux qui pratiquent l'enseignement au jour le jour, et qui ne bénéficient ni de la lumière des médias, ni d'une grande attention de nos compatriotes.

Les lycées français sont une quarantaine sur le continent, entourés d'écoles et de collèges. Les connaissez-vous ?

En Afrique du Sud, le lycée Jules-Verne de Johannesburg ; en Algérie, le lycée international Alexandre-Dumas d'Alger, qui a pris le relais du lycée

Descartes ; en Angola, le lycée Alioune-Blondin-Beye de Luanda ; au Bénin, l'établissement Montaigne de Cotonou ; au Burkina Faso, le lycée Saint-Exupéry de Ouagadougou ; au Cameroun, le lycée Dominique-Savio de Douala, et le lycée Fustel-de-Coulanges de Yaoundé ; aux Comores, l'école française Henri-Matisse de Moroni, au Congo-Brazzaville, l'école française Saint-Exupéry dans la capitale et le lycée Charlemagne à Pointe-Noire, en RD Congo (ex-Zaïre) le lycée René-Descartes de Kinshasa ; en Côte-d'Ivoire, le cours Lamartine d'Abidjan ; à Djibouti, le lycée Joseph-Kessel, le lycée d'Etat et le lycée international ; en Egypte, le lycée français du Caire ; en Ethiopie, le lycée franco-éthiopien Guébré-Mariam d'Addis-Abeba ; au Gabon, le lycée Blaise-Pascal de Libreville, l'institution Immaculée-Conception de Libreville ; en Guinée, le lycée Albert-Camus de Conakry ; au Kenya, le lycée Denis-Diderot de Nairobi ; à Madagascar, le lycée français de Tananarive ; au Mali, le lycée français Liberté de Bamako ; trente et un établissements au Maroc, dont le lycée français d'Agadir, le lycée Lyautey et le lycée Louis-Bertrand de Casablanca, le lycée Descartes et le lycée Gustave-Flaubert de Rabat, le lycée Victor-Hugo de Marrakech, le lycée Paul-Valéry de Meknès et le lycée Regnault de Tanger ; à Maurice, le lycée La Bourdonnais de Curepipe, et l'école du Nord de Mapou ; en Mauritanie, le lycée Théodore-Monod de Nouakchott ; au Niger, le lycée La Fontaine de Niamey ; au Nigeria, le lycée Louis-Pasteur de Lagos et l'école Marcel-Pagnol d'Abuja ; en République centrafricaine, le lycée Charles-de-Gaulle de Bangui ; au Sénégal, le lycée Jean-Mermoz de Dakar ; au Tchad, le lycée Michel-Eyquem-de-Montaigne de N'Djamena ; au Togo, le lycée français de Lomé ; en Tunisie, le lycée Pierre-Mendès-France de Tunis, le lycée Gustave-Flaubert de la Marsa, et huit autres établissements à travers le pays, à Mégrine, à Bizerte, à Nabeul, à Sousse... Enfin, en Zambie, l'école Champollion de Lusaka.

Et n'oublions pas les Alliances françaises qui travaillent le plus souvent avec les moyens du bord dans les régions les plus éloignées. L'Alliance française possède des centres d'enseignement du français en Afrique du Sud, au Botswana, au Swaziland et au Lesotho. Son enseignement en Afrique australe concerne aussi bien les débutants que le français des affaires, soit cinq mille élèves par an et plus d'une centaine d'enseignants. En Angola, l'Alliance est présente à Luanda et dans deux villes de province : Cabinda et Lubango ; en Ethiopie, l'Alliance est devenue "éthio-française". Il y a six Alliances à travers le Ghana. Sept pôles régionaux à Madagascar : Antananarivo, Antsirabe, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina, Toliary, et vingt-deux Alliances françaises de proximité, Ambanja, Ambatondrazaka, Ambilobe, Ambositra, Ambovombe, Andapa, Antalaha, Antsalova, Antsohihy, Fandriana, Farafangana, Maintirano, Manakara, Mananjary, Moramanga, Morombe, Morondava, Nosy Be, Sainte-Marie, Sambava, Tolagnaro et Tsiroanomandidy. Un véritable travail en terre de mission dans un pays où moins de 5 % de la population parle le français

tandis que les responsables politiques privilégient l'anglais.

Derrière cette litanie de noms de lieux et d'établissements, il faut imaginer une armée d'enseignants, de professeurs, et des légions d'élèves et d'étudiants français et étrangers, qui portent le flambeau de la vitalité francophone, c'est-à-dire du partage de nos valeurs fondamentales, justice, égalité des chances, respect des identités, fraternité des hommes et liberté, autrement dit démocratie. Ils lisent les grands auteurs qui ont marqué le cheminement de la pensée dans le monde francophone, ils partagent le même usage de la raison, de la logique, de la connaissance. La partie n'est pas perdue, parce que ces hommes et ces femmes sont là, d'un bout à l'autre de la Francophonie, d'un bout à l'autre de l'Afrique, pour faire vivre le français, langue partagée et partout féconde, différemment ! Ne les oublions pas et imaginons le travail qui attend les enseignants pour réaliser l'objectif d'Abdou Diouf : 600 millions de francophones sur le continent !

1 Ancien élève de l'école supérieure de journalisme de Lille.

2 Le président ougandais Yuweri Museveni est retenu pour sa part par un autre sommet – dont il est l'hôte...

3 Le 27 juin 2010, vingt-quatre candidats se présentent au premier tour de l'élection présidentielle en Guinée. Après cinquante ans de dictature militaire, la Guinée va connaître un scrutin libre et particulièrement ouvert.

4 Alors leader du Néo-Destour, mouvement indépendantiste tunisien, et futur président de la République.

5 En 1949, à l'indépendance de l'Inde, le Commonwealth of Nations a succédé à l'Empire britannique. Le 20 mars 1970 à Niamey naît la Francophonie, à l'initiative des présidents Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Hamani Diori (Niger), Habib Bourguiba (Tunisie) et du roi Norodom Sihanouk (Cambodge).

6 La comparaison a été établie en 2002.

7 Madagascar a trois langues officielles : le français, l'anglais et le malagasy. Le français a considérablement régressé au profit de l'anglais.

8 Restaurants servant des plats locaux.

9 Traduction phonétique de la prononciation de cheval.

10 Exemples que l'on peut trouver sur senegalaisement.com, et reproduits avec l'aimable autorisation de Christian Costeaux.

11 L'ethnologue Jean Rouch disait "français cassé" à propos de l'usage qu'on en fait en Afrique ; c'est une traduction littérale de l'expression anglaise *broken english*.

12 Sur le site de Skyrock par exemple.

13 Sauce pimentée qui accompagne la plupart des mets.

14 Chiffres 2006.

15 Chiffres 1999.

16 *Et tout ça fait d'excellents Français*. © Editions Salabert.

17 A mon initiative, le CSA procédera en 1999 à la première étude sur la représentation des minorités à la télévision, après avoir auditionné le collectif Egalité, présidé par l'écrivain Calixthe Beyala.

18 La pratique du gombo désigne, au Cameroun, la corruption dans le secteur des médias.

19 Son fondateur, figure emblématique d'une presse libre, Pius Njawé, décède dans un accident de la route... aux Etats-Unis le 13 juillet 2010.

20 Voir Tidiane Diop, *Histoire de la télévision en Afrique noire francophone, des origines à nos jours*, Karthala, 2009.

21 Mot wolof signifiant “dialogue”.

VI

L'AFRIQUE N'ATTEND PAS

La vieille Françafrique est morte, quand bien même des profiteurs, quelques requins et autres prédateurs continuent de pulluler. Mais est-ce bien l'essentiel, alors que le continent bouillonne de jeunesse ? Sommes-nous en passe de rater le décollage de cette Afrique si proche de nous à bien des égards, faute d'attention, faute d'initiatives ?

Les entreprises françaises livrent-elles une mauvaise bataille en dénonçant la Chinafrique, au lieu de se remettre au travail, de tirer les conséquences, de se projeter vers l'avenir ?

Le président du comité Afrique du Medef, le syndicat patronal français, peut souligner le fait que les entreprises hexagonales ne luttent pas à "armes égales" avec leurs concurrentes chinoises sur le continent africain, estimant que les fréquents voyages de M. Hu Jintao en Afrique faussent la donne... Ce constat, ce regret, cette amertume ne font pas avancer la position des entreprises françaises. Il faut détourner les yeux du passé, et s'engouffrer dans l'avenir. Derrière l'inquiétude du dirigeant patronal perce un constat navrant : à Paris, à Londres, ailleurs... on n'a pas vu le monde changer. Nos industriels ont trop longtemps vécu sur l'assurance que les ex-colonies du continent resteraient indéfiniment acquises. Acquisées grâce aux réseaux historiques qui s'y étaient constitués : grandes écoles, franc-maçonnerie, intermédiaires familiers, etc. Mais, aujourd'hui, les acteurs changent. L'Europe est toujours présente mais la Chine est proche. Le Brésil, l'Inde, la Turquie aussi. Demain, ce sera l'Iran (que certains considèrent encore comme un pays du Tiers Monde...).

Le constructeur iranien Khodro s'installe à Thiès (Sénégal) pour construire des voitures de marque Seniran. Investissement : 70 millions de dollars sur 20 hectares. Objectif : 10 000 véhicules par an. Les premiers véhicules vont sortir des chaînes pendant la tenue du sommet de l'Organisation de la conférence islamique à Dakar. M. Ahmadinejad est sans doute encore moins fréquentable que M. Hu Jintao. Le principe de réalité impose pourtant que nous prenions conscience que, en Afrique, il est reçu comme un leader du Sud. Il faut regarder l'Afrique en face, et mieux mesurer toutes les attentes des pays du continent. L'islam n'est pas seulement une religion ; c'est, en ce début de XXI^e siècle, un fait social et politique majeur à l'échelle des relations internationales, qui ne peut être réduit à sa déviance intégriste.

Selon un rapport sur la coopération Sud-Sud publié au printemps 2010 par la CNUCED, les échanges entre pays du Sud sont passés de 97 milliards de dollars en 2004 à 283 milliards en 2008. Cette année-là, le commerce de l'Afrique avec le monde en développement a été supérieur à ses échanges avec l'Union européenne, client et fournisseur traditionnel du continent.

Sortant du cercle vicieux de la dette, l'Afrique est entrée dans un cycle de croissance plutôt forte, un cercle vertueux, que la crise financière mondiale affecte à peine... L'uranium attire les convoitises. Le pétrole jaillit. L'hydroélectricité est prête à bouillonner. Avec des centaines de millions de jeunes qui vont arriver sur le marché du travail, une véritable révolution des berceaux est en train de se produire. Le continent peut désormais prendre la place qui lui revient dans la mondialisation, grâce à une main-d'œuvre travaillante, plutôt bien formée, et peu coûteuse pour le moment.

La mondialisation est irréversible. Le tour de l'Afrique viendra, comme est venu celui de l'Asie et de l'Europe de l'Est... Renault, propriétaire du roumain Dacia, le spécialiste des voitures *low cost*, parie désormais sur le Maroc et Tanger-Med pour construire les futures Logan. Hier voués à accueillir des métiers traditionnels, textile et habillement, les pays africains accueillent désormais les industries mécaniques (composants automobiles et aéronautiques), les nouvelles technologies, les centres d'appels... En investissant autour de 10 milliards d'euros en Afrique de l'Ouest, les principaux producteurs de fer mondiaux, Brésil et Australie, vont s'approvisionner sur le continent pour satisfaire la demande considérable de la Chine. En 2010, dix projets de développements miniers voient le jour en Guinée, Sierra Leone, Sénégal, Liberia, Mali, Côte-d'Ivoire.

On voit même naître un phénomène plus singulier et dangereux : les "concessions" agricoles. Arabie Saoudite, Chine, Corée-du-Sud... externalisent leur production nationale en louant des terres en Afrique. Il y aurait 10 millions d'hectares à louer au Congo-Brazzaville ; 12 millions sur l'autre rive du Congo. Les humanitaires s'inquiètent en voyant le Soudan négocier avec la Jordanie pour des tomates ; avec l'Arabie Saoudite pour du sorgho – on parle de marchés de l'ordre de 5 milliards de dollars – alors que l'on meurt de faim dans la province soudanaise du Darfour...

L'annonce par le *Financial Times* que le groupe sud-coréen Daewoo Logistics a conclu avec le gouvernement malgache un accord portant sur la location de 1,3 million d'hectares de terres, ce qui représenterait la moitié des terres arables de la grande île, provoque une tempête politique à Madagascar où la coexistence improbable entre le président élu Ravelomanana et l'homme fort Andry Rajoelina paralyse la vie politique et économique. L'accord en suspens prévoyait que le groupe sud-coréen exploite pendant quatre-vingt-dix-neuf ans cette immense étendue de terres pour la culture du maïs et la production d'huile de palme, en échange de créations d'emplois et de la construction d'infrastructures.

Le mouvement ne concerne pas seulement les nouveaux riches du Moyen-Orient et d'Asie.

Selon la presse cairote, l'Egypte s'apprêterait à cultiver du blé pour sa propre consommation sur des terres ougandaises. Kampala aurait accepté de mettre à sa disposition près de 850 000 hectares de terres, soit 2,2 % de la superficie totale du pays, sept grands groupes privés égyptiens sélectionnant les variétés de blé et de maïs appropriées au sol ougandais.

Le phénomène des locations de terres agricoles se développe à un moment où la question des investissements pour relancer l'agriculture en Afrique se pose avec insistance. Elle a été longuement débattue fin 2008 à Paris, lors d'une conférence intitulée *Investir dans l'agriculture en Afrique subsaharienne*. A cette occasion, le secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie de l'époque, Alain Joyandet, a mis en garde contre des investissements qui ne devraient pas se faire "sans une protection des populations locales contre d'éventuelles crises alimentaires".

L'exploitation des terres agricoles en Afrique par d'autres pays et par les multinationales étrangères pose en particulier des questions relatives au droit à la propriété foncière. Dans plusieurs pays du continent, les législations autour de ce droit sont floues. Les Etats disposent-ils d'un droit souverain à posséder les terres au nom de leurs citoyens ?

L'ONG Grain parle de pillage. Pour remédier à ces situations dramatiques, ne serait-il pas plus efficace que la France, l'Europe, vieilles régions agricoles, mettent en place une véritable politique de développement et de mise en valeur de productions "équitables" sur le continent africain ? Ont-elles seulement la volonté de s'opposer à cette nouvelle exploitation coloniale ?

AFRICA FARÀ DA SE

Que se passe-t-il, presque cinq ans après le choc que fut *Africa Remix* à Beaubourg ? La dynamique est forte, la création africaine toujours plus féconde. Dans la capitale sénégalaise, le Dak'Art fêtera ses vingt ans en 2012. La Biennale off prend de plus en plus d'importance. Nous sommes passés de cinquante à soixante-quinze puis à cent cinquante et aujourd'hui nous en sommes à deux cents manifestations off, explique Ousseynou Wade, secrétaire général du Dak'Art. Incontestablement, cette ébullition artistique est l'un des signes forts de la renaissance du continent.

Dans une société qui s'urbanise très vite, les talents individuels s'affirment de plus en plus.

Selon le Togolais Didier Acouetey, qui a lancé AfricSearch, premier cabinet de chasseurs de têtes parisien dédié au continent, "80 % des diplômés africains vivant en Europe sont prêts à rentrer s'ils rencontrent une belle opportunité". Le plus d'AfricSearch, c'est d'offrir aux jeunes diplômés la possibilité de contribuer au développement de leur pays d'origine : "En France, notre impact de jeune diplômé est marginal, dit-il. Là-bas, nous

électrifions une région, nous impactons incroyablement nos pays, nos villes.” L’atout des Africains selon lui ? Une vertu supplémentaire : la connaissance des cultures locales. La clef : “Le rôle du secret et du mystère, la place sacrée de la famille...”

Plus de deux cent cinquante chefs d’entreprise africains et du Sud-Est asiatique ont participé à un forum organisé par Didier Acouetey à Singapour en avril 2010. Aujourd’hui, l’Afrique est en passe de devenir la “dernière frontière” en termes d’investissement. Parmi les champions – ou futurs champions – africains : Ecobank dans la banque, MTN dans les télécoms, Sonangol dans le secteur pétrolier ; le groupe Azalaï est un champion potentiel dans l’hôtellerie, Voodoo dans la publicité... Didier Acouetey ne le dit sans doute pas à voix haute, mais les officiels africains sont rarement conviés à ses manifestations – c’est peut-être cela, le “secret”.

IL N’Y A PAS D’AMITIÉ, IL N’Y A QUE DES PREUVES D’AMITIÉ

A chaque sommet franco-africain, il est question d’amitié dans les [discours officiels](#)¹. Mais l’amitié, en politique, c’est comme l’amour : il n’y a que des preuves d’amitié. La vieille Françafrique n’étant plus d’actualité, c’est à travers les nombreux filtres multilatéraux, ONU, agences spécialisées, Europe, organisations régionales qu’il faut se manifester en faveur du continent... Aux Nations unies, notre proximité avec l’Afrique est un atout stratégique, pour les pays africains comme pour la France. Les voix de l’Afrique ont rarement manqué à notre pays dans l’enceinte des Nations unies depuis les indépendances.

En la matière, le pas symbolique à franchir serait de mener ouvertement campagne en faveur d’une modification de la composition du Conseil de sécurité. En y admettant un pays africain en qualité de membre permanent – certains voudraient deux –, au même titre que les Etats-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la Chine et la France, à égalité avec les cinq pays déclarés vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, seuls membres permanents à ce jour.

Le président Nicolas Sarkozy a envoyé un signal en ce sens en appelant la communauté internationale à “faire une place à l’Afrique dans la gouvernance mondiale”, estimant qu’“aucun, absolument aucun des grands problèmes auxquels notre monde est confronté ne pourra trouver de solution sans la participation active du continent africain”. Faut-il y voir un tournant décisif ? Peut-être pas encore. La désignation des membres permanents du Conseil de sécurité n’est pas de la compétence exclusive de la France, loin de là. Et d’autres pays, voire d’autres continents, peuvent légitimement aspirer à un fauteuil de membre permanent : le Brésil, l’Inde, l’Allemagne... Peut-être est-ce le sujet dont le président Sarkozy entretenait le Sud-Africain Zuma au sommet de Nice, dans la mesure où Pretoria est un candidat évident au siège convoité, en sa qualité de première puissance africaine ? Mais l’Afrique du

Sud ne se considère-t-elle pas avant tout comme un pays émergent au même titre que le Brésil ?

LA CARTE MAÎTRESSE DE LA PROXIMITÉ LINGUISTIQUE

A quoi bon prolonger artificiellement la vie de cette Françafrique à bout de souffle. Nos dirigeants ne sont pas parvenus à en sortir faute d'idée de rechange. Aujourd'hui, il n'y a plus guère de grain à moudre, pour parler comme François Mitterrand. Il faut un nouvel élan, une nouvelle rencontre, un nouveau regard.

L'enjeu est à la mesure du continent : immense, impressionnant. Deux cents millions de francophones à travers le monde – bientôt six cents millions de locuteurs en Afrique, à en croire l'Organisation internationale de la Francophonie –, un tiers des membres de l'ONU... Nos responsables politiques doivent enfin envisager cette francophonie comme un "avantage concurrentiel" pour notre économie, comme un sauf-conduit pour nos entreprises et non comme un boulet hérité d'un passé révolu. "En 2008, à la Cité universitaire, j'avais souhaité que toutes les mairies arborent le drapeau de la Francophonie le 20 mars, Journée internationale de la Francophonie, rappelle le secrétaire général de l'OIF. Cela ne s'est pas fait. Pourquoi n'a-t-on quelques articles que ce jour-là et encore, dans si peu de journaux ? La francophonie, jugée passéiste, ringarde ? La représentation nationale doit se réengager dans le combat pour la langue", conclura Abdou Diouf devant la commission de la culture du Sénat. Il faut multiplier les gestes symboliques pour sortir la francophonie de son splendide isolement. Pourquoi la Journée internationale de la Francophonie ne deviendrait-elle pas une véritable fête, comme le feu d'artifice de la tour Eiffel du 14 juillet 2010 dédié aux pays francophones à l'heureuse initiative de Bertrand Delanoë, maire de Paris, président de l'Assemblée des maires francophones, ou comme la fête de la Musique ? En France, la langue française n'est-elle pas le premier élément constitutif de l'identité nationale avec la citoyenneté et le territoire ?

La Francophonie est aussi un marché. Un seul exemple significatif : Hachette International occupe 85 % des parts de marché de l'édition scolaire en Afrique subsaharienne francophone *via* Edicef (Editions classiques d'expression française) et Hatier.

LE JOUR OÙ LES FRANÇAIS DEVIENDRONT FRANCOPHONES

L'affaiblissement supposé ou réel de la langue française provient de deux tendances superposables. D'abord une tendance à considérer l'anglais, à l'ère de la mondialisation, comme la langue unique de la modernité, de l'innovation, de la créativité, écrasant par sa supériorité toutes les autres langues, outil indispensable pour le commerce et la finance. En France, le fait que l'on substitue systématiquement le terme "business" à celui d'"affaires"

est révélateur. La deuxième tendance assimile la langue française à une série de stéréotypes passésistes et socialement connotés, tels l'élitisme, l'époque révolue d'une France dominatrice politiquement et culturellement sur le continent européen, de Louis XVI à Napoléon I^{er} en passant par le Siècle des lumières. En un mot l'anglais ce serait l'avenir, le français le passé. Aujourd'hui, dans certains ministères ou grandes entreprises, il n'est pas rare d'entendre, au mépris de la loi Toubon, des ministres ou des P.-D.G. communiquer en anglais avec leurs collaborateurs bien qu'installés à Paris. Ce comportement, comme celui de hauts responsables français occupant d'importants postes internationaux, avait le don de susciter – j'en fus témoin à moult reprises – des colères noires chez l'ancien ministre, président de l'Assemblée nationale, premier président de la Cour des comptes, Philippe Séguin, qui éruçait, réclamant de sa voix tonitruante des "sanctions exemplaires". Saine et vaine colère d'une grande figure républicaine trop tôt disparue...

Pas étonnant que des auteurs tels Maryse Condé, Achille Mbembe, Edouard Glissant, Alain Mabanckou se soient expatriés aux Etats-Unis où ils ont trouvé plus de moyens à leur disposition pour faire rayonner une "littérature monde" en français. Tous les derniers prix Nobel de littérature sont anglophones ; les meilleures universités françaises se trouvent mal placées dans le classement de Shanghai et l'anglais est devenu *la* langue de la recherche scientifique. Il est encore possible de redonner un sens fort à la communauté francophone. C'est vers la France que se tournent les regards, guettant les signes d'un vrai réveil. Une France, dans toutes ses composantes, capable d'assumer son histoire, de s'affirmer entre une défense vétilleuse et une braderie généralisée de sa langue.

Avec la mondialisation dont il faut prendre acte, la proclamation de la diversité culturelle comme idéal doit s'accompagner d'actes concrets. La francophonie exige l'égalité des échanges, la libre circulation des œuvres et de leurs auteurs, le respect des identités, la résistance aux tentations hégémoniques, une ambition internationale au service des langues et des cultures. La francophonie ne deviendra réalité que le jour où les Français deviendront francophones.

L'ATOUT DE LA DIVERSITÉ

La population française s'est forgée au cours des siècles, au fil de l'histoire, des invasions, des migrations, des métissages. A l'inverse des Etats-Unis, nous ne sommes pas un melting-pot, nous sommes plus, nous sommes mieux : nous sommes une nation. Notre pays sait, comme le dit Jean-Luc Mélenchon, "faire français de tout bois".

Pourtant, si les idées sont belles et si le modèle est bon, de nombreux problèmes perdurent, depuis trop longtemps, lorsqu'il s'agit de mettre tout cela en musique...

Une pierre dans les beaux jardins de la République. Voici un personnage talentueux : le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam, patron de la société d'assurance vie britannique, Prudential. Il a dû s'expatrier pour fuir le "plafond de verre parfaitement invisible mais combien réel" auquel – alors même qu'il est un pur produit du système français – il se heurte en raison de son origine ethnoculturelle. En Grande-Bretagne, dit-il, "j'ai bénéficié de l'indifférence à ma couleur".

Peu importent les conclusions que l'on tire de ce cas particulier : il est inacceptable qu'un certain nombre de jeunes Français doivent s'expatrier pour réussir. Chacun se plaît à vanter le modèle républicain face au communautarisme à l'anglo-saxonne : il est temps pour la France de le mettre à l'épreuve, sur le terrain.

Et c'est à cette condition que ce modèle prouvera son efficacité : car ces millions de jeunes Français originaires d'Afrique noire et du Maghreb sont nos ambassadeurs naturels en direction de tous les autres continents, une passerelle évidente, pour peu qu'on sache les former, les motiver, pour développer l'économie et l'activité en France, comme cela se passe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Nous pouvons aujourd'hui miser sur leur créativité pour refaire de la France le lieu du bouillonnement de la création et de la pensée universelle, comme elle l'a été régulièrement depuis le XVIII^e siècle, avec l'épopée révolutionnaire puis impériale, au moment du symbolisme et de l'impressionnisme, à nouveau au XX^e siècle avec le surréalisme et l'existentialisme, puis le structuralisme... Grâce au potentiel de création qu'elle peut assembler la France devrait redevenir une terre rayonnante, au service de l'humanité. A condition de mesurer la richesse de sa diversité, de la valoriser, et non de la subir comme une calamité. Il y a urgence, car le centre de gravité de la création contemporaine risque de se transporter bien loin de Paris...

RETROUVER LES VALEURS UNIVERSALISTES DE LA FRANCE

Dès avant la République, la France s'est conçue comme gardienne d'une certaine idée de la justice et de la paix, protectrice des petits face aux Empires. Les valeurs de la France en font donc le héraut naturel des peuples du Sud, sur les grandes questions auxquelles l'opinion planétaire est sensibilisée : droits humains, réchauffement climatique, développement durable, sécurité alimentaire mondiale, sécurité civile... On peut se désoler du fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme votée à l'ONU en 1948 ne pourrait plus l'être aujourd'hui. C'est pourtant un fait. Le monde connaît de profondes mutations stratégiques. Les pays du Nord cèdent le pas, en raison de la crise économique, aux nouvelles puissances du Sud. Un bouleversement planétaire s'accomplit sous nos yeux, qui risque fort de laisser l'Europe, partenaire du passé, sur le banc de touche. La France doit en prendre conscience, porter sa voix, défendre ses valeurs tout en prenant acte de la configuration actuelle des relations internationales.

L'Europe peut soutenir avec l'Afrique des positions communes, à la fois justes et généreuses. Et symboliques.

A propos de symboles, le gouvernement français devrait améliorer l'accueil des candidats aux visas dans certains de nos services consulaires en Afrique. Les ambassadeurs ne sont pas en cause. Ils présentent en général les qualités humaines et professionnelles requises, mais sont souvent court-circuités. Et les consulats appliquent à la lettre les consignes parisiennes, qui transforment leurs services en lieux d'humiliation permanente pour les Africains. Il leur faut attendre des heures à l'extérieur, rencontrer à l'intérieur un accueil glacial ou méprisant. Chacun vous le dira : "On vous fait aller et revenir pour la moindre paperasse. Même quand les dossiers sont complets, munis de justificatifs et de tampons, accompagnés de billet aller et retour, quand les frais du voyage sont assurés, on refuse neuf fois sur dix le visa, sans explications." Sans doute s'agit-il là de visiteurs anonymes.

Pourtant c'est le cas de nombreux artistes, intellectuels, scientifiques, empêchés de rejoindre les colloques ou festivals français. Parfois seule une partie de la troupe, de l'orchestre, du groupe, est admise à franchir nos frontières. Selon les services du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, seuls 12 % des artistes invités en France en 2008 n'ont pu obtenir le précieux document. Mais 12 % ce n'est qu'une statistique. A titre de comparaison, l'année précédente, trente mille artistes avaient reçu leur visa. Rapide calcul mental : cela ne fait que trois mille six cent soixante cas de rejet... Avaient-ils un "mauvais profil" aux yeux de l'administration consulaire ? Voici une anecdote qui a retenu l'attention du talentueux écrivain congolais [Alain Mabanckou](#)², prix Renaudot.

Fadel Dia est un auteur sénégalais âgé de [soixante et onze ans](#)³ ; invité en juillet 2009 à Cajarc (Lot), ancienne terre d'élection du président Pompidou, il n'a pu s'y rendre faute de rendez-vous au consulat de France à Dakar ; on ne lui a rien proposé avant le 7 septembre, soit six semaines après la date des festivités. Voici donc le récit de sa mésaventure, conté sur son blog.

"La méthode est connue et repose sur la délocalisation des tâches subalternes. Vous achetez – à la banque – un code téléphonique (c'est votre premier investissement, sans garantie de succès), déclinez votre identité, exposez les motifs de votre demande et les contraintes de votre déplacement.

Une voix neutre et standardisée vous fixe un rendez-vous : pour un mois et demi APRÈS la tenue de la rencontre à laquelle vous étiez convié ! Vous marquez votre étonnement ? «Oui, je vous ai bien compris mais je n'ai que ça pour le moment. Appelez de temps en temps, achetez une deuxième, voire une troisième carte. Je prends note, mais nous ne sommes pas le consulat !»

C'est bien vrai, ils n'en sont que les «coxeurs» (les rabatteurs [N.d.l.R.]) : vous n'avez jamais le même interlocuteur et, une fois sur deux, on vous assure que, tous les opérateurs étant occupés, il faudra rappeler.

Et puis, quelle idée de voyager à cette période : «C'est l'été monsieur, le consulat et toute la France sont en vacances et vous êtes trop nombreux à

vouloir partir ! »

Français qui nous invitez, faites-le en hiver quand il gèle et quand il neige, et non en été quand votre pays est en fête ! Cela m'a coûté près de... 200 000 francs CFA (305 euros) de ne pas avoir eu le visa ! «Mais monsieur, on ne vous a pas refusé de visa, le consulat n'a même pas pris connaissance de votre dossier !» C'est bien le piège des mots, puisque le résultat est le même.”

La guerre contre le terrorisme et la lutte contre l'immigration clandestine sont nécessaires, indispensables. Pas d'angélisme ni de laisser-faire : la sécurité est, avec la liberté et l'égalité, un droit fondamental pour tout citoyen. Mais cette guerre ne peut servir de prétexte à l'excès de zèle, pas plus qu'à la stigmatisation, ni à la xénophobie. “Il faut passer d'une politique défensive à une politique offensive en matière de diversité culturelle et de rayonnement de la culture française à l'étranger”, a déclaré un jour M. Sarkozy lui-même. Oui, il est temps. D'autant plus que les autres grands pays du Nord ont moins de réticence à accueillir les créateurs et les intellectuels pour leurs tournées ou déplacements, et les étudiants pour leur formation, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Canada, aux Etats-Unis.

Précisément, Barack Obama vient de marquer à sa manière le cinquantenaire des indépendances africaines. Le 3 août 2010, n'a-t-il pas dialogué à la Maison Blanche avec cent quinze jeunes issus de quarante-six pays du continent noir, tous leaders engagés dans la société civile, l'action humanitaire, le monde économique. Avant de répondre aux questions de ses invités, il leur a donné pour objectif, se référant à Gandhi, “d'être soi-même le changement que l'on recherche”. Il leur a conseillé de se battre contre la corruption, pour la démocratie, la liberté de la presse, l'éducation. Il s'est engagé à considérer comme prioritaire “l'établissement d'un nouveau partenariat avec les forces vives africaines”. En dix-huit mois, Barack Obama ne s'est rendu que dans un seul pays du continent, le Ghana, où s'était déroulée, en 2004, une élection présidentielle parfaitement démocratique. Occasion pour lui, devant les jeunes cadres réunis plus tard à la Maison Blanche, de faire indirectement la leçon à leurs chefs d'Etat : “Dans les années 1960, quand vos grands-parents ont arraché leur indépendance, les premiers dirigeants se sont tous déclarés en faveur de la démocratie. Mais ce qui a fini par arriver, c'est que, après avoir exercé le pouvoir un certain temps, quelques-uns se sont dit : « Je suis un si bon dirigeant que je reste à mon poste. » Et ils ont commencé à modifier les lois, à faire pression sur leurs opposants, à les emprisonner. C'est ainsi que des jeunes gens pleins d'espoir et d'avenir ont fini par devenir exactement le contraire de ce pour quoi ils s'étaient battus.”

Dans une même optique les Etats-Unis accueillent régulièrement des milliers de jeunes leaders, sérieusement sélectionnés par les ambassades américaines de dizaines de pays y compris la France. A Paris, l'ambassadeur Charles Rivkin, un francophile proche d'Obama, comme de Hollywood, et en outre impliqué dans le domaine de la sécurité nationale..., s'est à plusieurs

reprises rendu dans les banlieues pour y prendre d'utiles contacts, son service culturel se chargeant de détecter les talents issus de la diversité.

Ce n'est sans doute pas l'Afrique qui va le plus souffrir des attitudes arrogantes manifestées à l'égard des artistes ou intellectuels africains dont la carrière mondiale pourrait naturellement passer par notre pays. C'est la France. Une certaine France rabougrie, une France en repli, à côté de laquelle vont se développer les nouveaux courants de la création contemporaine, une France musée, entourée de remparts, célébrant ses trésors enfouis. N'est-il pas temps de remédier à cet aveuglement sur la renaissance de l'Afrique ? De comprendre notre monde, d'adapter nos politiques et nos comportements pour "oser inventer l'avenir", selon la belle formule de Thomas Sankara.

1 "Nous sommes réunis parce que la France aime l'Afrique et se sent liée à elle par les engagements de la fraternité, de l'histoire et du cœur", Jacques Chirac (Cannes, 2007).

2 Cité par *Libération*, 29 juillet 2009.

3 Auteur notamment de *Mon village au temps des Blancs* (L'Harmattan), et de *A mes chers parents gaulois* (Les Arènes).

ANNEXES



2000-2010 : TENTATIVE D'INVENTAIRE EN LIGNE

J'ai cru utile de tenter une expérience en procédant à un inventaire des événements marquants des dix dernières années sur le continent africain, par le biais d'un recoupement des dates recensées sur Internet. J'ai dû passer par des sites anglophones évidemment – n'en ayant pas trouvé couvrant toute la période en langue française.

Chacun pourra constater que le chronogramme en question pour l'essentiel établi par la communauté Map Report n'est pas vraiment exhaustif – quarante-quatre événements en dix ans – et que la vision très anglophone des auteurs se traduit par une perception orientée de l'actualité.

Quid de la naissance de l'Union africaine ? De l'inculpation du président soudanais El-Béchir par la Cour pénale internationale (CPI) ? Ou de la crise ouverte en 2009 en Guinée, par exemple ?

2010

Afrique du Sud : Pendant un mois, du 11 juin au 11 juillet, la nation arc-en-ciel accueille la première Coupe du monde de football organisée en terre africaine. – Eugene Terreblanche, le leader suprématiste blanc, est battu à mort dans sa ferme située dans le Nord-Ouest du pays.

Somalie : Des rebelles attaquent le Parlement. Au moins 20 personnes sont tuées et 60 autres blessées. La plupart des victimes sont des civils morts à l'intérieur du marché de Bakara.

Libye : Un garçon de huit ans d'origine hollandaise est l'unique survivant d'un vol Afriqiyah Airways : 92 passagers et 11 membres d'équipage ont péri.

Mer Rouge : Des fusiliers marins russes prennent d'assaut un navire-citerne détourné par des pirates dans le golfe d'Aden, libérant 23 hommes d'équipage et une cargaison de pétrole estimée à 50 millions de dollars.

Nigeria : Le président Yar'Adua décède des suites d'une longue maladie qui l'avait conduit à céder le pouvoir à son vice-président Goodluck Johnatan. Yar'Adua avait accordé l'amnistie aux militants armés dans la région du delta du Niger riche en pétrole.

Soudan : Le président El-Béchir remporte l'élection (source officielle).

Congo (RDC) : Nouveau massacre, dénoncé par l'ONG Human Rights Watch (HRW) : au moins 321 civils ont été tués à la mi-décembre 2009 lors d'un raid de rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans

plusieurs villages du Nord-Est de la RDC.

Nigeria : Massacres interconfessionnels dans une ville du Sud : des centaines de morts.

Maroc : 41 morts à la suite de l'écroulement d'un minaret.

Angola : Le bus de l'équipe de football du Togo qui devait participer à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) dans l'enclave de Cabinda est attaqué par des rebelles.

2009

Ghana : Le premier président noir des Etats-Unis, Barack Obama, accueilli avec ferveur pour sa première visite en terre africaine.

Madagascar : Marc Ravalomanana, lâché par l'armée et sous la pression de manifestants et après une répression sanglante (une centaine de morts), doit quitter le pouvoir le 17 mars. Il cède ses pouvoirs à un directoire militaire, qui les remet à Andry Rajoelina, alors maire d'Antananarivo. L'accord de partage du pouvoir, signé à Maputo, ne sera jamais appliqué.

Congo (RDC) : Des violences intercommunautaires dans le Nord provoquent la fuite de quelque 150 000 personnes. La Mission des Nations unies (Monuc) s'avoue incapable d'endiguer les violences contre les civils.

Zimbabwe : Robert Mugabe et Morgan Tsvangirai, son principal adversaire, forment en février une coalition pour sortir le pays de la crise née des élections de 2008.

Côte-d'Ivoire : La présidentielle, reportée depuis la fin du premier mandat de Laurent Gbagbo en 2005, n'aura de nouveau pas lieu à la date prévue (29 novembre).

2008

Zimbabwe : Une épidémie de choléra tue au moins 484 personnes depuis août, selon l'ONU. Plus de 11 700 cas de choléra ont été enregistrés au cours de la même période ; M. Tsvangirai annonce qu'il ne participera pas aux élections aussi longtemps que celles-ci ne seront pas libres et que "le résultat sera déterminé par... M. Mugabe lui-même".

Soudan : Le procureur en chef de la Cour pénale internationale ouvre des poursuites pour génocide contre le président du Soudan, le jugeant responsable de cinq ans de violence au Darfour. L'ONU estime que 2,5 millions de Soudanais ont été chassés de leurs maisons.

2007

Afrique du Sud : Jacob Zuma succède à Thabo Mbeki comme président.

Kenya : Le leader d'opposition Raila Odinga accuse le gouvernement et la police de transformer le pays en "charniers d'innocents". Selon le Mouvement démocratique orange, sept personnes ont été tuées par balle en protestant contre des élections "truquées".

Soudan : Selon les Nations unies, une ville contrôlée par le gouvernement soudanais au Darfour a été pillée et complètement brûlée.

Libye : Cinq infirmières bulgares et un médecin palestinien, emprisonnés depuis huit ans sous l'accusation d'avoir infecté des enfants avec le virus du sida, sont libérés après des tractations complexes conclues grâce à des interventions personnelles de Mme Cécilia Sarkozy, alors épouse du président français, et de la commissaire européenne Mme Ferrero-Waldner.

Cameroun : Accident d'un avion à réaction des Kenya Airlines dans le Sud (100 morts).

Nigeria : Umaru Yar'Adua remporte les élections au Nigeria au terme d'un vote contesté.

2006

Nigeria : Plus de 200 tués dans l'explosion d'un oléoduc à Lagos. L'explosion a eu lieu dans le quartier d'Abule Egba, alors que des centaines de personnes recueillaient du carburant s'échappant d'un pipeline percé par des voleurs.

Somalie : Une milice islamiste affirme contrôler la capitale Mogadiscio, après des semaines de combat contre une alliance de chefs militaires se disant "soutenus par les Etats-Unis".

Afrique du Sud : Jacob Zuma acquitté au terme d'un procès pour viol.

Egypte : 1 000 disparus en mer Rouge. 340 personnes ont survécu au naufrage d'un ferry égyptien qui coule avec environ 1 400 personnes à bord.

Congo (RDC) : Joseph Kabila, fils de l'ex-président Laurent-Désiré Kabila, remporte les élections dans un contexte de guerre civile.

2005

Egypte : Réélection de Hosni Moubarak ; 88 morts, des touristes essentiellement, dans des attentats à Charm el-Cheikh.

Togo : Le président Gnassingbé Eyadema du Togo (au pouvoir depuis trente-huit ans), l'un des plus anciens dirigeants de l'Afrique, meurt alors qu'il suivait un traitement médical à l'étranger. Il sera remplacé quelques heures plus tard par son fils, Faure.

2004

Soudan : L'Organisation mondiale de la santé annonce que quelque 70 000 réfugiés sont morts au Darfour depuis le 1^{er} mars 2004, principalement du fait des maladies et de la malnutrition.

Maroc : Le tremblement de terre qui a frappé le Nord du pays fait 464 victimes.

2003

Algérie : Plus de 2 000 morts dans le tremblement de terre dont l'épicentre se trouve entre Boumerdès et Alger.

Maroc : Une série d'attentats à la bombe fait des douzaines de victimes à Casablanca.

2002

Sénégal : Naufrage du *Joola* : 1 800 passagers du ferry reliant Ziguinchor à Dakar disparaissent au large des côtes de Gambie.

Zimbabwe : Président depuis l'indépendance en 1980, Robert Mugabe effectuera un cinquième mandat.

2001

Soudan : 3 millions de personnes victimes de la faim selon les organisations humanitaires.

2000

Zimbabwe : Robert Mugabe célèbre deux décennies au pouvoir, mais fait face à une opposition croissante. "La révolution de couleur" est toujours au programme ; les observateurs occidentaux constatent que le lancement de réformes agraires se déroule dans un climat de violence.

Ouganda : On a découvert les cadavres de plus de 900 disciples de la secte de la Restauration des dix commandements de Dieu dans des charniers dans le

Sud-Ouest du pays.

EN SÉNÉFRANÇAIS DANS LE TEXTE

Grand-Yoff est l'une des dix-neuf communes d'arrondissement de la ville de Dakar (Sénégal). Ce quartier très peuplé et plutôt animé fait partie de l'arrondissement des Parcelles Assainies. Toutes les ethnies du Sénégal y sont représentées. Dans ses rues, on entend parler le wolof, le poular, le sérère, le mandinka, le diola, le mandjak... et même le sénéfrançais ! dont voici quelques savoureux échantillons glanés sur senegalaisement.com¹.

Arranger : donner ou recevoir de l'argent pour corrompre ou débloquer une situation délicate. Le mot qui en découle est "arrangement". Sans argent, aucun arrangement possible. *Ex. : Pris en flagrant délit de consommation de yamba (chanvre indien), Mamadou a dit au flic : "Il faut que tu me arranges toi là."*

Bagots (ou bagaux) : pluriel sénégalais de bagage (un bagage, des bagots...). *Ex. : Le père de Fatoumata a dit à Mamadou : "Prends tes bagots et quitte la ville."*

Beau : un "beau" peut être un beau-frère, un beau-père ou n'importe quel homme de la famille d'un des deux mariés ! A noter : "belle" n'existe pas. *Ex. : Le père de Fatoumata la voisine est désormais le beau de Mamadou (le pauvre !).*

Bic : du nom du célèbre stylo à bille, désigne au Sénégal tous types de stylo ou de crayon.

Bonbons : utilisé au Sénégal pour les biscuits. Le vrai bonbon est appelé *tangal* (du wolof, littéralement "douceur" ou "réchauffeur"). *Ex. : Mamadou aime avant tout dans la vie les bonbons et faire le sexe.*

Cartoucher : redoubler une classe à l'université. *Ex. : A force de passer son temps à gérer la voisine, Mamadou a cartouché.*

Cogner : acte à l'origine de l'enceintement (voir enceinter). Equivalent de "faire le sexe" (voir faire le sexe). *Ex. : Lire trop de romans-photos donne à Mamadou l'envie permanente de cogner.*

Couper : interrompre le jeûne du ramadan. *Ex. : Il est bientôt 19 heures et Mamadou va donc bientôt pouvoir couper avec un bon thieb.*

Dépense (la) : somme nécessaire chaque jour pour que la femme aille acheter à manger au marché. *Ex. : Mamadou a piqué la dépense de sa mère pour acheter des romans-photos. La famille devra donc manger aujourd'hui du riz blanc.*

Descendre : avoir terminé sa journée de travail. *Ex. : Dès qu'il est descendu de l'usine, Mamadou a foutu le camp.*

Dibiterie : ce mot désigne les petites gargotes (souvent tenues par des Haoussas nigériens ou par des Toucouleurs) où l'on sert exclusivement de la viande grillée au feu de bois (ce mot est réputé avoir été inventé par Senghor). Le diminutif "dibi" est également employé. *Ex. : Mamadou a rencontré sa voisine en mangeant à la dibiterie.*

Droiter, arriérer, gaucher : verbes. Le Sénégalais a inventé des tournures suivant le modèle d'"avancer" pour indiquer des changements de direction. Plutôt que de perdre du temps et des mots pour dire "tourner à droite ou à gauche", le Sénégalais utilise donc droiter, gaucher et arriérer. *Ex. : Lorsqu' il a arriéré pour se garer, Mamadou a défoncé le pare-chocs de la venante toute neuve de son père. Il a donc décidé de droiter et de prendre la fuite.*

Durer : rester longtemps quelque part ou dans un état, une fonction. *Ex. : Mamadou compte durer en Gambie, jusqu'à ce que son beau oublie l'enceintement de Fatoumata.*

Enceinter : mettre une fille enceinte sans être marié. *Ex. : Mamadou a enceinté la voisine.*

Essencerie : station-service (mot créé par Senghor). *Ex. : Dans sa fuite vers Bakel, Mamadou a dû s'arrêter deux fois dans des essenceries Total pour faire le plein de carburant.*

Etre compliquée : cette expression est le plus souvent utilisée pour parler de la gent féminine. Une femme dite "non compliquée" sera de vertu légère. *Ex. : Si Mamadou a pu faire le sexe avec la voisine, c'est qu'elle n'est pas compliquée.*

Faire le sexe : Hum ! *Ex. : Pour l'avoir enceintée, Mamadou a dû faire le sexe avec la voisine.*

Farcer : faire des plaisanteries souvent de mauvais goût. *Ex. : Mamadou n'arrête pas de farcer en mettant du sel dans le café d'Ousmane.*

Fatiguement : toujours employé par euphémisme. Quand un pèlerin sénégalais meurt à La Mecque (ce qui arrive à chaque pèlerinage), il meurt généralement de "fatiguement". Un malade du sida meurt également de "fatiguement" (ça évite de dire de quoi il est mort...). Quand un voleur est pris la main dans le sac par la population du quartier, il va devenir rapidement très fatigué, voire même finir au cimetière... *Ex. : Mamadou a vraiment eu peur qu'avec ses histoires d'enceintement de Fatoumata son beau ne vienne beaucoup le fatiguer.*

Gagner quelqu'un : remporter une victoire sur, être plus fort que. Ex. : *Le Sénégal a gagné la France au Mondial 2002. Je te gagne au Monopoly.*

Gâter : abîmer, corrompre Ex. : *En claquant trop fort la porte de sa maison, Mamadou l'a gâtée.*

Gérer : draguer, entreprendre une jeune fille. Ex. : *Avant de l'avoir enceinte, Mamadou a géré la voisine.*

Goudron : route recouverte d'asphalte. Ex. : *Mamadou habite au bord du goudron.*

Roman-photo : magazine porno... Ex. : *Mamadou apprécie beaucoup les romans-photos qu'il trouve dans l'arrière-boutique de son oncle à Sandaga...*

Saboter : se moquer amicalement. Ex. : *Le site web senegalaisement.com sabote le Sénégal dans sa page "étymologie".*

Sénégaliser : rendre apte à supporter le Sénégal. Valable particulièrement pour les voitures, les téléphones et les frigos. Ex. : *Mamadou a niqué le bas de caisse de sa R19 venante, car il ne l'a pas sénégalisée avant de prendre la route merdique de Tambacounda.*

Sous-région : il n'y a qu'en Afrique que l'on parle de "sous-région"... La sous-région du Sénégal c'est le Sénégal plus ses pays frontaliers... Ex. : *Mamadou compte émigrer dans la sous-région.*

Toi aussi : ajouté à la fin d'une phrase devient l'équivalent de "qu'est-ce que tu crois ?". Ex. : *Quand Mamadou a demandé au pompiste de l'essencerie de lui faire crédit, celui-ci lui a répondu : "Je ne te connais pas, je ne vais pas te faire crédit, toi aussi !"*

Venants : tout ce qui vient de France... Ex. : *"Mamadou a acheté une venante Renault..." Mamadou a acheté une vieille R19 directement à son arrivée sur le port de Dakar...*

Y a pas de problème : cela signifie qu'il va peut-être s'en produire un grave d'ici quelques minutes.

PETIT DICTIONNAIRE BLEDI

Voici “le premier dictionnaire de «longe fronsaize» *made in bledi* pour vous en exclusivité aux éditions «tchi parle la fronce». Cette liste s’enrichit tous les jours *via* des forums de discussion sur [Internet](#)¹.

A plat (je suis) : rani tabla

Accélérer : xiliri

Allumettes : zalamit

Ambulance : lambilance

Anesthésie : l’astènèsi

Angleterre : Lenglize

Apéritif (prendre l’) : t’pertef

Appartement : l’partemene

Arrache-clous : rachklou

Attendre : tonder

Attention : tontion

Au revoir : envoir

Automobile : el tonobil

Autoroute : lataroute

Avertir : virtitou

Balle : plotta

Bassine : bassina

Bâtiment : patima

Beau gosse : artist, roukhou

Berlingot d’eau de Javel : javel ta3 tube

Bidon : bidoune

Bien sûr : inchallah

Bipe-moi : pipili, bipélé

BMW : Biyouma

Boîte : bata, boita

Bombe : boumba

Bouillon : bouyoun

Brouette : berwitta

Bureau : el birou

Bus : trolli

Ça ne compte pas : ma issakontiche

Ça se gâte : tzagate

Cacahuète : kawkaw

Caleçon : carssone

Canette : kanita
Carte : el carta
Casquette : casketa
Casserole : casserona
Ce n'est pas sûr : makach mouchkil
Chapeau bas : tchapoune
Chaussures à talons aiguilles : sebbate talo
Chercher : tebestiche
Chocolat : shikoula, chakoula
Clio 3 portes : Cliou Debza
Cocotte-minute : cocota
Connecter (se) : nkonnekti
Contrefaçon : taiwan, mtaywen
Coupé (lui) : couppitlou
Courant électrique : el coura
Couteau à cran d'arrêt : clan darré
Couverture : couvirta
Crevé (fatigué) : crevétt
Cuisine : couzina

Décidé (avoir) : decidétt
Défouler : ndifouli
Démodulateur : diimou
Déprime (je) : rani n'depress
Dernier cri : akher 3ayta
Dessins animés : mikey, mikiyette
Deux : dou
Direction assistée : direcssiou insisté, l'insisti
Drap : lizare
Droguiste : mzabi

Eau gazeuse : gazouz (ne riez pas, vous aussi vous le dites)
Eau minérale : saida
Egout : el zigo
Electricité : tricity
Emigrées (les) : zmagra
Ennui : dégoutage
Epicier : piceri
Escalope : scaloupe
Espagne : Spagna
Etats-Unis d'Amérique : Mariquene
Excusez-moi : yawwwwww

Faiblesse, fatigue : la fechlesse
Faire vite : activi

Filmer : n'camiri
Foulard : foulara
Fourchette : fourchita
Fourgon : fourgou/forgo/J5/boxer, etc.
Français : el francis
France : França
Fromage : fermage, fourmache

Gargote : gargoutier
Gaz : gèz
Gendarme (un) : jadarmi
Glaces : la creme
Guitare : guitara

Hôpital : sbitar
Humidité : midité
Hussein dey : Loussendi

Il ne veut pas répondre : mahabch i ripondi
Inconnu (un) : mohamed, sahbi, khouya, jari...
Infirmier : fermlî
Italie : Taliene

J'ai été choqué : tchokit
Je ne pardonne pas : ma'n pardouniche
Je vais t'agresser : n'gressik
Journal : jornène
Jupe : jipe

Kit mains libre : elkitmène
Klaxonner : klaxoni

La drague : etek7al
Lampe : lampa, lamba
Lance-pierre : tirboulette ou lastak
Land Rover : ronjrover
Légalisé : égalisé ou mgalizi
Lettre : labria
Limonade : gazouz (boisson gazeuse)
Lunettes de soleil : ribann

Mademoiselle : mazmazelle
Magnifique : cinima ta3 l7it
Mercedes Benz : merdassa
Minibus : J9
Mouchoir : mouchwara

Nettoyer : netoiyi
Neuf : ww (vieille expression)
N'importe qui : n'importe le qui
Notre-Dame d'Afrique : madame Lefrique
Nul : teffoune, farcha

Opération : el baration
Ordinateur : l'ordinateur, l'ordinateul

Papier : kwarti
Pardessus : bardssou
Paris : Barris
Partie de cartes : partia carta
Peut-être : attention oui, attention non
Place : blassa
Policier (un) : poulici
Pommade : pommada
Poupée : poupiya

Rail (un) : el raya
Reculer : avnsi larrière
Robe noire à pois ou fleurie : roppa noire à petits pois avec des fleurs de
temps en temps
Rouquin : rougi

Sac plastique : sachiya
Salle : sala
Savon : saboune
Silencieux (mode) : alportable kanne silence
Soutenu (avoir) : soutnit
Sucre : soukkore
Super : habli, khaloui

Tablier : tablia
Téléphoner : n'tiliphouni
Thé : lataye
Tomate : tomatiche
Truelle : moghref

Valise : valisa, balisa
Voiture : carrossa, tonobile

Synthèse du rapport

POUR UNE RENAISSANCE DE LA FRANCOPHONIE¹

par Hervé Bourges

*Remis au secrétaire d'Etat chargé
de la Coopération et de la Francophonie
juin 2008*

Diagnostic préalable : pourquoi la Francophonie semble-t-elle en panne ?

LA DOUBLE NATURE DE LA FRANCOPHONIE

La Francophonie est dotée d'une double nature, politique et institutionnelle d'une part, historique et humaine d'autre part, et cette double nature qui constitue une force considérable comporte aujourd'hui des faiblesses qui entravent son rayonnement.

D'un côté, la vitrine institutionnelle de la Francophonie a longtemps été marquée par une grande opacité de fonctionnement, qui est en voie de simplification et de clarification : désormais les structures opérationnelles sont regroupées sous l'autorité du secrétaire général de l'OIF, avec une meilleure lisibilité des actions et la perspective d'une démarche politique cohérente. Le travail entrepris n'est pas achevé et des suggestions concrètes seront faites sur ce volet.

De l'autre, 700 millions de nos contemporains, un énorme potentiel humain dont 200 millions s'expriment en français, recourent en partie aux mêmes références culturelles et intellectuelles, mais aussi juridiques, économiques, sociales et morales. Pourtant cette profonde proximité ne fonde pas une réelle communauté de destins. Et la Francophonie institutionnelle échoue à constituer une entité unique et solidaire. Au cours des dernières années, on observe même une progressive dilution du lien affectif qui liait l'ensemble des francophones.

DES RESPONSABILITÉS PROPREMENT FRANÇAISES DANS CETTE DILUTION FRANCOPHONE

La politique propre de la France n'est pas étrangère à cette dilution. Avec la déclinaison sous diverses formes de la thématique de la "préférence nationale", défendue par certains secteurs de l'opinion, la France est de plus en plus perçue comme hostile par les populations francophones du Sud qui ont l'impression que les autres grands pays du Nord, et en particulier le Royaume-

Uni, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, sont plus hospitaliers et ouverts que l'ancienne métropole. D'où une tendance à privilégier au sein de leurs élites la maîtrise de l'anglais, face à laquelle une "préférence francophone" prendrait toute sa valeur.

Par ailleurs, la mise en avant de l'Union européenne, dont les structures sont évidemment plus contraignantes pour la France, place de plus en plus la relation francophone au second plan, alors qu'elle était au premier plan lorsque Senghor, Bourguiba, Diori et Sihanouk lançaient l'idée de la communauté francophone, au lendemain de la décolonisation dans les années 1960...

En découle un défaut global de visibilité de l'identité francophone. Dans une société médiatique, ce défaut de visibilité entraîne une perte de légitimité, comme s'il y avait quelque chose à cacher à propos de la Francophonie, comme si la France avait honte aujourd'hui de l'origine coloniale de l'extension du français dans le monde : le français n'est plus une langue coloniale depuis que les colonisés se le sont approprié comme le fait valoir l'écrivain algérien Kateb Yacine.

D'où le sentiment actuel d'un dysfonctionnement, d'une discordance, d'un malaise francophone, voire d'un rejet par certains intellectuels, qui nuit à la visibilité voire à l'efficacité des actions concrètes de la Francophonie institutionnelle.

POUR UNE RENAISSANCE : REDONNER UN SENS À LA "COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE"

Il est aujourd'hui impossible de résoudre le malaise ressenti sans s'attaquer frontalement à ses causes, et il faut pour cela redonner un sens fort à la communauté francophone.

Seule la France, si possible à travers son président, peut accomplir les actes refondateurs qui donneront toute leur place aux enjeux francophones et leur pleine légitimité, donc leur visibilité, aux structures et institutions de la Francophonie qui en seront bénéficiaires.

La méthode à suivre est double : elle repose sur quelques actes symboliques à large retentissement et sur des actions concrètes à la fois faciles à mettre en œuvre et capables de produire rapidement des effets.

DES ACTES SYMBOLIQUES FORTS

Dans l'ordre des actes symboliques refondateurs, on peut imaginer quelques traductions spectaculaires de l'engagement de la France au sein de la Francophonie :

- Prise de parole volontariste du président de la République au moment de la Journée de la Francophonie, avec derrière lui le drapeau de la Francophonie en plus des drapeaux français et européens.

- Annonce de l'inscription symbolique du nom de Léopold Sédar Senghor dans la crypte du Panthéon, avec réaffirmation de son rôle fondateur de la Francophonie (idée forte et UNIVERSELLE, de celui qui fut d'abord connu comme le chantre de la négritude).

- Mise en avant médiatique d'événements sportifs phares, trop méconnus aujourd'hui, comme les Jeux de la Francophonie qui seront organisés à Beyrouth en 2009.

- Lancement d'états généraux francophones rassemblant les sociétés civiles, les ONG, les Etats, autour des grands thèmes intéressant l'avenir de la planète : environnement, mondialisation, commerce international, promotion de la langue française, qui ne peut se dissocier d'un combat en faveur du multilinguisme, et défense, essentielle, des droits de l'homme... De tels "états généraux" francophones faciliteraient le soutien à des motions communes portées par tous les Etats francophones dans les enceintes internationales, comme cela a été le cas pour la Convention sur la diversité culturelle à l'Unesco.

DES ACTIONS CONCRÈTES DE GRANDE AMPLEUR

Lancées à partir de la France, elles prouveront à l'ensemble des pays francophones que notre pays est profondément attaché aux liens historiques qui le lient à l'ensemble de la communauté francophone.

- Annonce d'une politique migratoire spécifique en direction des francophones (cohérente avec les décisions concernant la maîtrise du français par les immigrants).

- Lancement d'une "université virtuelle francophone" constituée par la mise en réseau des ressources numériques des bibliothèques universitaires et publiques de l'ensemble de la Francophonie.

- Création d'une fondation de la francophonie pour réunir les financements de grands groupes industriels francophones autour des enjeux de développement majeur des pays francophones du Sud : comblement de la fracture numérique, financement d'infrastructures de communication essentielles...

- Mise en place d'un programme d'échanges scolaires et universitaires entre les collèges, lycées et universités francophones afin de faciliter la connaissance des pays francophones par les jeunes générations (il s'agit de diffuser une meilleure connaissance mutuelle des pays francophones et de leur diversité). Selon les âges scolaires, les classes établiront des correspondances, des échanges, et les étudiants bénéficieront d'un programme Erasmus francophone au sein du réseau de l'Agence universitaire de la Francophonie.

- Création d'un volontariat francophone permettant d'organiser la participation solidaire de jeunes à des actions culturelles, humanitaires, écologiques ou économiques conduites dans des pays francophones. (Aider à la prise de conscience d'une solidarité de destins entre les pays francophones.)

- Annonce de la diffusion hertzienne numérique en France de la chaîne francophone TV5, déjà présente sur les bouquets satellites, sur le câble et l'ADSL.
- Mise en place par un partenariat public/privé d'un bouquet de chaînes francophones diversifiées offertes gratuitement par satellite aux pays francophones du Sud (à commencer par le Maghreb).
- Organisation d'une manifestation annuelle spectaculaire autour de la Francophonie, telle qu'un grand concert médiatisé mettant en avant des artistes francophones du monde entier (et particulièrement de l'Afrique et du Maghreb).

¹ Rapport complet disponible sur le site www.diplomatie.gouv.fr.

FRANCE TÉLÉVISIONS

COMITÉ PERMANENT DE LA DIVERSITÉ¹

Hervé Bourges, *président.*

Arnaud Ngatcha, *délégué général et responsable des documentaires en charge de la collection “Empreintes”.*

Marijosé Alie, *directrice des relations culturelles et de la coopération régionale de RFO, directrice déléguée à la diversité auprès du directeur des programmes de France Télévisions.*

Tahar Ben Jelloun, *écrivain.*

Stéphane Bijoux, *rédacteur en chef de RFO Polynésie, coordonnateur pour la représentation de la diversité dans l'information de France Télévisions.*

Hervé Brusini, *directeur adjoint de la rédaction de France 2.*

Henriette Dorion-Sébélou, *membre du conseil d'administration de France Télévisions, responsable associative.*

Hakim el-Karoui, *directeur Rothschild et Cie, cofondateur et ancien président du Club du XXI^e siècle.*

Perrine Fontaine, *directrice déléguée chargée de la coordination éditoriale de la fiction, directrice déléguée aux programmes de France Télévisions.*

Sihem Habchi, *présidente de Ni Putes Ni Soumises.*

Augustin Hoareau, *directeur des ressources humaines de France 2. Luc Laventure, directeur des antennes de RFO.*

Paul Nahon, *directeur des magazines d'information de France Télévisions.*

Alexandra Palt, *directrice générale de Fabric of Society.*

Fleur Pellerin, *conseillère référendaire à la Cour des comptes, présidente du Club du XXI^e siècle.*

Dominique Sopo, *président de sos Racisme.*

¹ Rapport 2010 disponible sur le site www.ftv-diversite.fr.

Ouvrage réalisé
par le Studio [Actes Sud](#)
En partenariat avec le CNL.



www.centrenationaldulivre.fr

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako
www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.